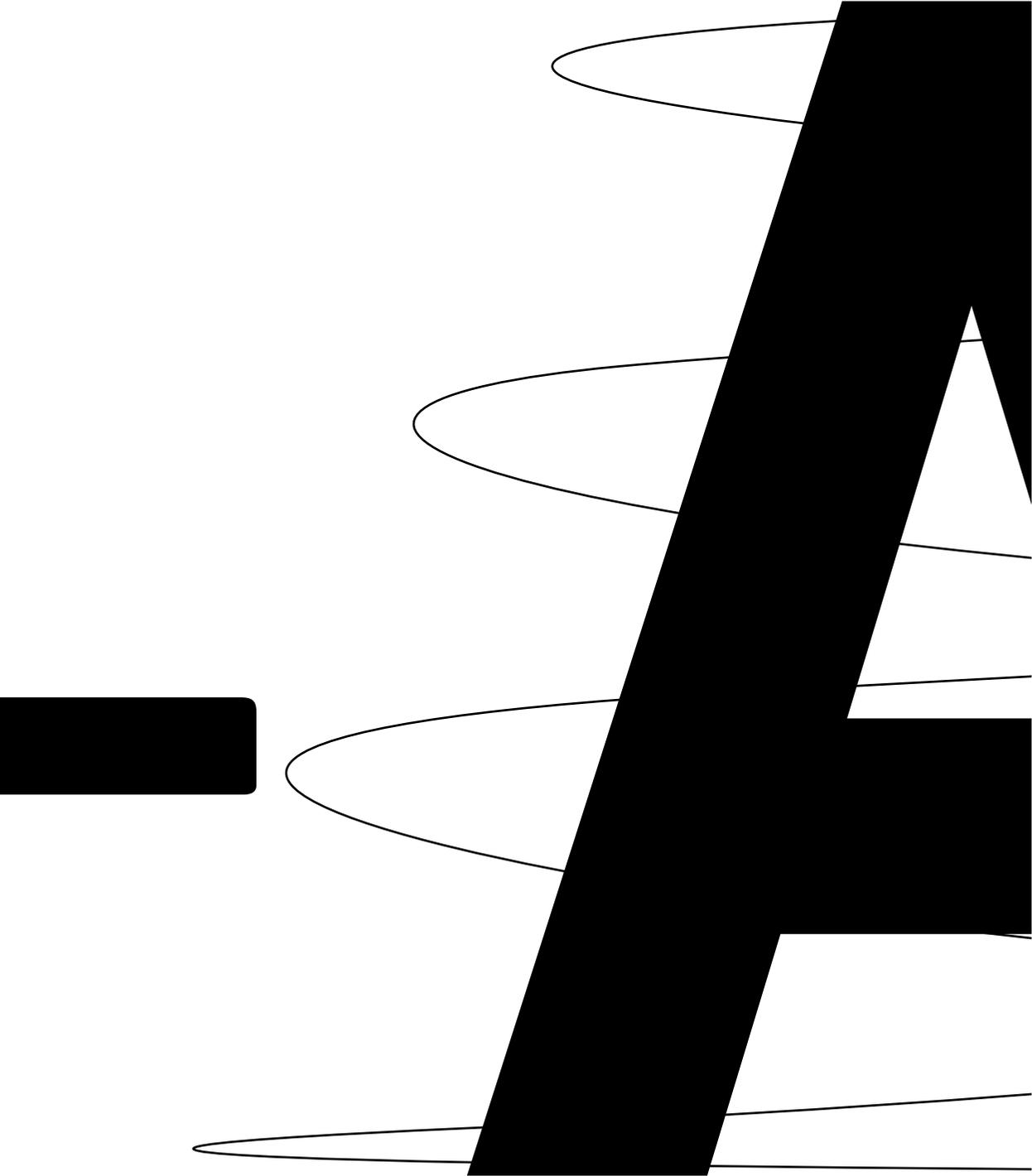


GAZ



”



De quoi GAZA EST-IL LE NOM ?



par Frank Eskenazi

On le sait maintenant. Ils sont entrés dans les maisons, ils ont déféqués dans les frigos et dans chacune des pièces. Ils ont bombé sur les murs des phrases humiliantes contre l'Islam, ils ont écrit que Dieu était de leur côté. On le sait maintenant, ils se sont servis des hommes et des femmes comme boucliers humains, les menant devant eux avant d'ouvrir les portes pour qu'ils prennent, le cas échéant, les premières balles. On le sait maintenant, ils ont emmené dans la nuit des hommes jeunes encore et puis des moins jeunes, et ils ne sont jamais réapparus. On le sait maintenant, ils avaient *une machine* qui envoyait la nuit des messages incessants par téléphone en arabe, disant que leur maison, leur appartement, allaient être bientôt bombardés. Pour les protéger en quelque sorte. Chacune des maisons était leur maison. Gaza tout entier était leur maison. D'ailleurs, après être entrés, ils ont refermé la porte derrière eux. Pour ne pas être dérangés en quelque sorte. On le sait maintenant : les tunnels reliant à l'Égypte, et qu'il s'agissait de détruire, sont reconstruits. Ils servaient d'abord, ils servent encore à faire rentrer des vivres. Les tirs de Kassam, qu'il s'agissait de rendre impossibles, reprendront demain. On le sait maintenant, quand ils n'ont pas approuvé, quand ils ne sont pas restés silencieux, certains Israéliens montaient le samedi après-midi sur une petite colline d'où l'on avait un bon point de vue sur Gaza sous les bombes. Ils prenaient des photos comme d'autres parfois d'un feu d'artifice. Ils jetaient les boîtes de Coca vides dans les corbeilles. Ils engueulaient leurs enfants si ceux-ci disaient des gros mots. Les amoureux se tenaient par la main.

De quoi Gaza est-il le nom ? De rien. Donner un nom à Gaza serait accepter de lui conférer un sens. Or Gaza n'existe qu'en creux, en négatif. Gaza est un trou noir. Un renoncement. Lui donner du sens serait reconnaître qu'il s'est agit d'autre chose que d'un infernal acte d'oubli de soi. Les gosses envoyés à Gaza ont fait un long voyage, les voilà près d'Oradour, tout près. Rentrés victorieux, ils s'y seront totalement perdus. Il n'y a pas eu de guerre à Gaza, mais le mime de la fin des Juifs. Il n'y a pas eu de guerre à Gaza, mais des massacres à la fois technologiques et puissamment archaïques. Les drones et la merde.

Ceux qui parlent de la « guerre de Gaza » ont un cadavre dans la bouche.

SOMMAIRE

INTERVIEW

p. 10

Judith Butler

« Aimer les juifs ou les haïr, c'est s'engager exactement dans la même opération suspecte »

DOSSIER

GAZA

- p. 32** Dormir dans la maison vide
par ARIELLA AZOULAY
- p. 44** On dirait le Sud
par OSNAT TRABELSI
- p. 48** Les funérailles de la gauche sioniste
par MICHEL WARSCHAWSKI
- p. 54** L'Europe n'a rien à se reprocher
par EYAL SIVAN
- p. 58** Acheter du temps
par LEV LUIS GREENBERG
- p. 62** Nous n'avon rien gagné et tout perdu
par GIDEON LEVY

DOSSIER

islame

- p. 70** L'islam féministe
par ZAHRA ALI
- p. 82** Asma Lamrabet,
une féministe musulmane
par ZAHRA ALI
- p. 86** Contre l'ignorance
par ASMA LAMRABET
- p. 92** Écoutez-les
par NAHLA CHAHAL



p. 106
Cette idée binationale
par KAWTHAR GUEDIRI

p. 120
À propos de Rachel
par SIMONE BITTON

p. 126
Les leçons de racisme
par NURIT PELED-ELHANAN



p. 142 Gaza-Palestine,
de crime en crime, une limite franchie ?
par Michèle Sibony

p. 148 *Six jours de crime* de guerre
par Mireille Fanon-Mendes France

p. 156 Effacez le nom de mon grand-père
à Yad Vashem
par Jean-Moïse Braitberg

p. 159 **Notes sur un voyage à Gaza**
par Jacques Jedwab

p. 166 **DEBAT SUR LE SIONISME**
Forum internet

JUDITH BUTLER

« *Aimer les juifs
ou les haïr,*

**c'est
s'engager**

**exactement
dans la même opération
suspecte »**

propos recueillis par FRANK ESKENAZI et JOËLLE MARELLI
Paris, 11 décembre 2008

Philosophe, professeur à l'université de Californie à Berkeley, Judith Butler s'est rendue célèbre pour ses travaux sur l'identité de genre, notion qui substitue au naturalisme de la différence sexuelle une analyse des déterminations sociales des assignations sexuées. Elle a consacré plusieurs ouvrages à ces *gender studies*, le plus connu étant *Trouble dans le genre (Gender Trouble)*, paru aux États-Unis en 1990, prélude à une série de livres consacrés à cette question. Ces travaux l'ont conduite à aborder la question du pouvoir et des normes (*La vie psychique du pouvoir, Antigone, Le récit de soi*). Après le 11 septembre et le début des guerres contre l'Afghanistan puis l'Irak, elle aborde plus directement des questions de politique contemporaine avec notamment *Vie précaire*, ainsi que dans un livre d'entretiens (*Humain, inhumain*). Elle se confronte alors à la question de la violence d'État et des normes particulières qui, en tant de guerre, semblent destinées à rendre acceptables certaines conduites. Judith

INTERVIEW

Butler cherche aussi à penser la question des alliances, parfois difficiles mais nécessaires, entre les différentes minorités, notamment sexuelles et religieuses. Dans *Frames of War*, qui vient de paraître aux États-Unis (à paraître en France en 2010), elle poursuit son examen des normes qui conditionnent l'exercice de la violence d'État. De manière plus inattendue sans doute pour ses lecteurs, elle travaille actuellement sur la critique de la violence d'État dans la pensée juive. Judith Butler est membre du Conseil consultatif de Jewish Voice for Peace (JVFP), organisation américaine dont les positions et l'action sont proches de celles de l'UJFP en France. Elle siège au Conseil d'administration de la Faculty for Israeli Palestinian Peace (FIPP) ; enfin, elle est membre du Tribunal Russell récemment créé à Bruxelles, qui examine les contraventions au droit international dans le traitement réservé aux Palestiniens par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

La question des identités, comme formations et comme fonctions politiques, est l'un des pivots de votre pensée. Aujourd'hui plus que jamais, parler publiquement c'est d'abord dire « d'où l'on parle », comme on disait naguère, c'est d'abord décliner une identité, ou refuser de le faire tout en étant conscient de décevoir une attente. Y a-t-il une distinction à faire entre *politique de l'identité* et *politique identitaire* ?

Certaines formations politiques exigent que l'on ait recours à l'identité comme partie intégrante de ce que l'on fait. C'est autre chose qu'une politique qui porte « sur » l'identité, qui prend l'identité comme objet ou qui exige une certaine position identitaire comme point de départ pour tout ce que l'on pourrait dire. Une politique de l'identité peut

porter sur d'autres objets, mais elle en parlera du point de vue de l'identité. Prenons l'idée de binationalisme. On peut défendre cette idée parce qu'on la croit juste, parce qu'on croit en des principes de justice universelle ou en une certaine conception de la citoyenneté. Peu importe « qui l'on est », le présupposé est qu'un raisonnement juste doit pouvoir être accepté par n'importe qui et que ce n'est donc pas « en tant que juif », ou « en tant que Palestinien », ou « en tant que chrétien » ou quoi que ce soit d'autre, qu'on le propose, mais parce que c'est juste ou raisonnable. Beaucoup de gens de gauche, y compris en Israël/Palestine, disent simplement : « Je n'argumente pas *« en tant que »* quoi que ce soit, je considère que mon argumentation est juste et mérite être reconnue comme telle par n'importe qui de rationnel ou qui se préoccupe de justice ». Mais faire ça, n'est-ce pas contourner la question de l'identité ? Certes, quelqu'un de gauche et de laïc, dans ce qu'on appelle Israël, quelqu'un qui se trouve en même temps être juif par sa naissance ou par son statut, pourrait tenir un tel raisonnement sans se référer au judaïsme ni au fait d'être juif. Mais non seulement cela n'échappe à personne, cela finit en réalité par constituer une dimension marquée de cette argumentation. Est-ce qu'on peut se contenter de dire que cette personne esquive la question de l'identité ou bien est-ce qu'elle *occupe* la question de l'identité d'une certaine manière : « *Je suis un juif qui ne raisonne pas en tant que juif* » ou bien « *je suis un juif qui met de côté la question de savoir si je suis juif ou pas pour faire*

ce raisonnement que je crois juste » ? C'est un geste, c'est quelque chose qui a une signification, y compris politique. Mettre cela de côté, c'est une prérogative qui appartient à cette personne. C'est une certaine relation à sa judéité. Et peut-être, dans certaines circonstances, est-ce exactement l'attitude qu'il convient de prendre. Quant à moi, il me semble plus fort de voir quelqu'un dire : « *Je suis juive ou juif et je suis pour le binationalisme* » ou « *Je suis juif et antisioniste* ». Ça a sa propre force, une force différente de celle qui consiste à dire : « Le nationalisme, ou le post-sionisme, ou l'antisionisme, c'est tout simplement juste et il importe peu de savoir qui est la personne qui le dit. Quiconque le dit a raison. » Il y a là une tension, mais on est face à un problème d'identité, même si *l'objet* de notre réflexion est en réalité un nouvel ordre politique pour la Palestine. L'objet de notre politique n'est pas l'identité et de ce point de vue ce n'est pas une politique identitaire. Mais la manière dont on occupe ou pas l'identité dans la façon de formuler cela, la manière dont on mobilise la catégorie de l'identité, ça c'est intéressant.

Quelle différence feriez-vous entre votre identité juive californienne et celle des juifs israéliens ? Que partagez-vous avec eux ?

Eh bien, c'est une vaste question ! Il y a des gens, surtout des nationalistes israéliens, qui disent que les juifs américains ne peuvent absolument pas comprendre ce qui se passe en Israël parce qu'ils vivent dans une société qui n'est pas exposée aux mêmes risques. C'est un certain type de raisonnement conservateur contre les juifs américains, qui leur interdit d'émettre une opinion sur la politique israélienne... à moins bien sûr de faire partie de l'AIPAC¹ ou de l'American Jewish Committee, par exemple, mais dans ce cas, vous êtes évidemment censé apporter un soutien financier et politique, pas des critiques ! À gauche c'est plus compliqué. J'y entends parfois le même genre d'arguments sous une autre forme. On nous explique que les juifs américains entretiennent une sorte d'identification romantique ou une relation tellement indirecte avec Israël qu'ils ne comprennent pas sa politique et que leurs principes ne correspondent à rien de tangible. D'autres encore, notamment au sein de la gauche israélienne opposée au boycott, veulent qu'il y ait davantage de contacts entre la gauche américaine et la gauche israélienne, afin de former une coalition pour la paix. Nous sommes censés apporter une légitimité internationale, tout en représentant une alternative à l'AIPAC aux États-Unis – ce qui est peut-être en effet ce que nous pouvons faire de plus important. Mais pour revenir à votre question, qu'est-ce que je partage moi-même avec les juifs israéliens ?

En tant que juive ashkénaze, je partage certainement une histoire européenne avec ceux qui vivent en Israël, y compris le fait d'être originaire du même *shtetl* que certains d'entre eux, ou d'avoir grandi en entendant certains récits sur le génocide nazi et ses conséquences pour l'accession au statut d'État-nation (*statehood*), ou bien ses conséquences sur la culture juive. J'ai grandi à Cleveland, dans l'État d'Ohio, dans une communauté qui n'était pas seulement fortement sioniste, mais qui a joué un rôle dans la fondation de l'État d'Israël. Le père du rabbin de ma synagogue, le rabbin Hillel Silver, avait par exemple contribué à l'élaboration des documents fondateurs de l'État d'Israël. Ma famille était membre de l'American Jewish Committee, ma mère était présidente de sa section. J'étais donc profondément impliquée dans tout ça. On m'a envoyée en Israël deux fois quand j'étais enfant. J'allais à l'école juive où l'on nous enseignait des éléments religieux. Je suis passée d'une synagogue orthodoxe à une synagogue conservatrice puis à la synagogue réformée et aujourd'hui, je continue à aller à l'occasion dans une synagogue d'un groupe qui s'appelle Jewish Renewal (« Renouveau juif »). C'est quelque chose qui n'est pas très connu à mon sujet, mais c'est ainsi. Or cette éducation n'était pas seulement religieuse, elle était aussi politique. On vous apprenait les camps de concentration, on vous montrait quantité de films, dès l'âge de dix ans, onze ans, douze ans ! On vous présentait la culture israélienne, on célébrait la naissance d'Israël, on recevait cette formation, du

moins cela a-t-il été mon cas et celui de beaucoup de gens qui faisaient partie de mon monde. J'ai commencé à rompre avec tout cela assez tôt, à l'âge de dix-neuf ou vingt ans. Cela a été considéré comme un acte extrêmement violent de ma part. Mes parents, ma mère en particulier, en ont été bouleversés. Quant aux gens de la communauté, c'était quelque chose d'incroyable à leurs yeux. Quand par la suite je suis allée étudier en Allemagne, cette décision aussi a été considérée comme quelque chose de très, très difficile à admettre. Des parents et des amis de ma famille ont dit que c'était une sorte de folle trahison, comment pouvais-je « retourner là-bas »!? Je répondais : « *Nous sommes en 1979 et il se trouve que je m'intéresse à Hegel!* » C'était très difficile à expliquer! Il m'a donc fallu réaliser certaines ruptures à la fois pour suivre les études que je souhaitais en Europe, mais aussi pour accéder à une vision politique très fortement antisioniste. Je connais plusieurs personnes, dans la gauche israélienne, qui ont eu aussi à traverser des histoires de ruptures et ont dû subir une véritable exclusion de la part de leurs familles! Pour ma génération, la formation sioniste et la manière dont elle mettait en avant certains aspects religieux et certains types d'interprétations politiques étaient quelque chose d'écrasant. De ce point de vue, comment pourrais-je ne pas avoir quelque chose en commun avec les juifs israéliens? Certes, ce n'est pas la même chose. Mais j'ai été nourrie par les mêmes éléments, à bien des égards. Et je dois dire qu'en comparaison de cette rupture-là, « sortir

du placard » en tant que lesbienne a été infiniment plus facile! [rires] Vous savez, je peux faire autant de bruit que je veux comme lesbienne, je peux endosser toutes les identités perverses qu'on voudra et de manière provocante s'il le faut. Cela me vaut des attaques bien sûr, mais ce n'est rien, absolument rien, à côté des attaques que je subis pour mes positions antisionistes! On m'attaque en me disant que j'ai trahi ma famille, mon peuple. Je dois alors expliquer que non, je ne suis pas déloyale, que bien loin de trahir quiconque, je fais fonctionner au contraire certaines des valeurs qui m'ont été transmises dans une direction qui me paraît plus juste! Et il me tient à cœur de dire qu'il y a tout une tradition juive qui conduit au binationalisme! Il y a toutes sortes de mouvements sociaux ou politiques dans le judaïsme, il y a même des courants religieux, qui ne sont pas de droite, mais progressistes et antisionistes! Une partie de mon travail actuel porte d'ailleurs sur les ressources qu'offre le judaïsme pour penser l'antisionisme et la critique de la violence d'État. Il est important pour moi de montrer que c'est un aspect de ce système de valeurs; mais aussi que ce n'est pas un ensemble de valeurs autonomes. Car l'une des dimensions les plus importantes à mes yeux de l'*éthos* juif est celle qui concerne la cohabitation avec le non-juif. D'une certaine manière, l'aspect le plus important du judaïsme me paraît être non pas l'aspect identitaire, mais bien celui qui porte sur la cohabitation avec d'autres qui n'ont pas la même formation. Et si l'on a à l'esprit le contexte israélien, cela veut dire aussi qu'il

faut penser les *mizrahi*, les sépharades, les ashkenazes, en rapport avec les Israéliens, les Palestiniens israéliens, les Palestiniens non-israéliens, les chrétiens non israéliens, tout ce monde qui cohabite sans cohabiter.

Que partagez-vous alors avec les juifs orientaux qu'on appelle en Israël mizrahim, ou bien avec les juifs sépharades, du pourtour méditerranéen?

Je suis allée à Tel-Aviv il y a environ six ans. J'ai rencontré là-bas plusieurs groupes, c'était extrêmement intéressant. Parmi eux il y avait un certain nombre de féministes *mizrahi* qui s'étaient mobilisées pour contester la domination ashkénaze dans le système d'éducation, en particulier dans la manière dont on enseigne « l'histoire des juifs » et notamment l'histoire du XX^{ème} siècle. Énormément de *mizrahim* sont arrivés en Israël/Palestine riches d'autres histoires, qui n'étaient pas centrées autour du génocide nazi. J'ai aussi été très étonnée de ce que tant de juifs ashkénazes de gauche supposent d'emblée que les *mizrahim* et les *sephardim* sont fondamentalement de droite, ce qui n'est absolument pas vrai! Il y a bien une sorte d'arrogance européenne dans le présumé que la gauche critique provient forcément d'un *background* européen. Cela ne peut pas être vrai, et ça ne l'est pas, bien sûr. Aux États-Unis, il y a un certain antiracisme qui est partie intégrante de toute politique de gauche un peu radicale, c'est une précondition absolue, peut-être à cause du mouvement des droits civiques. Quand un groupement fait l'impasse, il est immédiatement critiqué sur ce point

précis. Mais je n'ai pas trouvé dans la gauche ashkénaze israélienne la même préoccupation au sujet du racisme. S'il y a une préoccupation antiraciste, elle porte sur l'« autre », le Palestinien, du moins celui qui vit au-delà des frontières – quelles qu'elles soient – de l'État d'Israël. Mais on se soucie beaucoup moins des discriminations qui visent les Palestiniens, citoyens israéliens, et encore moins des considérables différences en termes de pauvreté et de niveau d'éducation entre les *ashkenazim* et les *mizrahim* ou toutes les communautés originaires d'Afrique du nord. C'est peut-être cela que j'ai de commun avec les *mizrahim* et les *sephardim* israéliens, la lutte contre le racisme ou, pour le dire autrement, mon désir de vivre dans un monde où les différences culturelles et nationales ne se traduisent pas par des relations de domination ou de subordination. Cela fait partie du mot « cohabitation » tel que je le comprends. Cela n'implique pas que je vienne nécessairement du même endroit ou que je m'identifie aux mêmes pratiques ou que nous ayons une communauté de religion.

« Juif » et « femme » sont deux identités de minorités, au sens politique. Or l'une et l'autre sont en passe de devenir des identités majoritaires, toujours au sens politique. Ces deux identités sont aujourd'hui engagées dans un processus très similaire. Un peu partout en Europe et aux États-Unis, en effet, les droits des femmes – comme ceux des homosexuels d'ailleurs – sont utilisés pour faire apparaître les populations immigrées comme des populations arriérées. Dans notre partie du monde, en quelques années seulement, « tout le monde » est devenu féministe de la même manière que « tout le monde » est devenu philosémite. On ne peut qu'être frappé par la similitude dans la manière dont les femmes et les juifs sont aujourd'hui instrumentalisés contre les musulmans.

Oui, c'est certainement vrai. Les catégories identitaires sont parfois mobilisées dans le discours public pour soutenir certains types d'objectifs politiques, qu'il s'agisse d'effort de guerre, de politique d'oppression au nom de la sécurité ou encore pour nourrir un discours civilisationnel, pour l'hégémonie ou la pureté européenne, que sais-je... Ce sont des objectifs qui ne semblent pas fixés sur le *genre* ou la religion, mais dont la rationalité est apologétique. Il nous faut donc à chaque fois examiner qui utilise quelles catégories, comment et dans quel but. Il y a une espèce de concurrence ouverte pour le contrôle de ces catégories. Appartiennent-elle vraiment aux courants qui les instrumentalisent ? « L'amour des juifs » dont vous parlez à juste titre n'est pas moins suspect que la « haine des juifs ». Aimer les juifs ou les haïr, c'est s'engager exactement dans la même opération suspecte, de mon point

de vue. Qui sont « les juifs » ? Et comment peut-on les prendre pour objet de son amour ? On n'est pas près de savoir ce que c'est que « les juifs » ! On ne va quand même pas prendre la définition de l'État d'Israël ! Pas plus d'ailleurs que la définition rabbinique ! Il y a bien une hétérogénéité culturelle et une diversité historique de ce qui est et n'est pas « juif », qui prendrait très longtemps à cartographier. Et non seulement on n'en aurait jamais fini, mais on ne s'entendrait jamais sur la carte ainsi tracée ! Jamais ! Ce ne peut être que le lieu d'une contestation interminable et inévitable ! Alors si quelqu'un sait tout d'un coup qui sont « les juifs » et si en plus il sait qu'il « les » aime !... [rires]

Aujourd'hui, « tout le monde » veut avoir « une identité ». Mais celle-ci suffit-elle à me définir ? Il est inquiétant de constater que les juifs d'Israël finissent par avoir une identité fermée au monde, refermée sur elle-même. Malheureusement, il semble que les juifs savent de plus en plus qui ils veulent être et ce n'est plus une identité mêlée. Cela s'est intensifié depuis le 11 septembre. Chacun doit faire un choix, se demander quelle est son identité. Si on peut se définir d'une bonne manière, avec les bons mots, alors ça va. Sinon, on a un problème.

C'est vrai. Mais en parlant de l'identité, il me semble que vous êtes aussi en train de parler d'un certain type d'exigence de conformité par rapport à un statut légal ou une position définie politiquement. Est-ce que la catégorie « identité » ne devient pas, alors, le nom de code d'un ensemble de positions, d'affiliations, de loyautés politiques ? On ne parle plus de formations

géographique et historiques particulières, on ne parle plus des provenances ni des itinéraires des gens. On parle de loyauté à l'égard d'un ensemble de positions politiques, qui peuvent éventuellement porter sur une certaine idée de ce que devrait être la population, ce qu'on appelle la « question démographique », et on sait que c'est une immense question dans ce qu'on appelle Israël, n'est-ce pas ? Et ce dont on parle quand on parle d'identité dans ce sens n'est parfois rien d'autre qu'une manière de se soumettre aux autorités qui souhaitent définir l'identité pour des questions politiques très, très spécifiques. Alors ce n'est pas nécessairement que l'on se *reconnait* dans une catégorie identitaire. Dans ce cas précis, on fait allégeance à une certaine position politique qui se donne le nom d'identité. C'est quelque chose de nocif, à mon avis. Parce que si quelqu'un vous dit : « Toi, tu n'es pas vraiment juif, parce que tu n'es pas sioniste ! » ou bien : « Tu as abandonné ton identité juive, tu l'as détruite en adoptant une certaine position politique au sujet de la Palestine ! », s'agit-il toujours d'identité ? Ne s'agit-il pas plutôt de la manière dont l'identité est utilisée pour réguler des points de vue et l'affiliation politique ? C'est quelque chose de très différent, je crois.

Ne croyez-vous pas qu'aujourd'hui de nombreux juifs adhèrent à cela ? Il y a cette tendance à nier ce dont vous parliez tout à l'heure, qu'être juif c'est fondamentalement avoir affaire à l'autre, et d'adhérer au contraire à l'idée qu'on connaît sa propre identité et qu'on apprécie de pouvoir occuper cette position, parce maintenant on nous aime et on nous cite en exemple contre ceux qui nous haïssent. Et il y a de nouveau un parallèle possible avec la situation des femmes. De nombreuses femmes apprécient cette position privilégiée qui est aujourd'hui la leur dans une certaine mesure – « nous sommes les femmes libérées, nous sommes émancipées »...

Oui ! Je crois que la candidature de Sarah Palin à la vice-présidence en a été un bon exemple, « Je suis une femme, je suis libre, je suis égale, j'ai ma famille, je suis anti-avortement, pour la guerre et, somme toute, je suis anti-féministe ! »

Même des féministes très actives apprécient d'occuper cette position privilégiée, témoin le rôle politique qu'elles ont accepté de jouer dans l'affaire du voile en France !

Oh oui, je sais, je les connais bien, je suis allée à certains de leurs meetings ! C'est incroyable ! Vous ne croiriez pas ce que j'ai entendu ! Et c'est bien vrai, on peut être instrumentalisé et en tirer de la satisfaction. Cela permet de tirer le bénéfice moral d'être une minorité acceptée, d'être la minorité acceptable, fût-ce contre les minorités qui ne le sont pas. Ce qui donne ce genre d'énoncé : « Je représente la minorité acceptable des femmes » ou « Je représente la minorité acceptable des juifs, et je peux vous montrer à quoi ça ressemble de faire partie de la République ! »

Ce qui fait que l'on accepte de servir à « montrer » cela aux immigrés d'Afrique du nord, aux ouvriers turcs, aux personnes issues de l'immigration dont le milieu d'origine est religieux, musulman, à toutes ces nouvelles minorités inacceptables qui menacent tellement la République et ses principes d'égalité, d'universalité et de liberté. Si bien qu'on finit par trouver dans cette « menace » des arguments en faveur de l'inégalité, de l'absence de liberté et de l'exclusion de l'universalité de tout un groupe de gens, toujours à partir de l'idée qu'on est, soi-même, en position de définir l'universalité, l'égalité et la liberté de manière paradigmatique ! C'est terriblement nuisible !

Nous avons ce problème en Europe notamment, mais c'est le cas ailleurs aussi, avec la manière dont nous, hommes occidentaux, considérons la situation des femmes dans l'islam. Il y a une manière très patriarcale de s'adresser à elles en affirmant : « Vous devez vous libérer de cet esclavage ! » Un certain discours pseudo-féministe, partagé par les hommes, emboîte le pas en disant que l'islam opprime les femmes, donc on a un problème avec l'islam. En France, cela conduit à forcer les femmes à se dévoiler, à exclure les femmes voilées, à déscolariser les filles voilées. C'est à la fois très oppressif et très majoritaire. Nous avons créé une grande différence entre la femme européenne – libérée ! – et la femme musulmane – prisonnière !

Je viens de lire un article d'une féministe musulmane de premier plan pour qui ce qui distingue le féminisme musulman des formes d'islam plus traditionnelles, c'est la pratique de la lecture. Ca peut

nous sembler curieux ou un peu académique, mais elle explique que la loi coranique peut être interprétée de nombreuses manières et que, ne serait-ce qu'au Caire, il y a quatre écoles dirigées par des femmes qui travaillent à interpréter la loi coranique. Certaines sont plus féministes que d'autres, mais toutes essaient de poser la question de savoir comment vivre d'après la loi coranique tout en travaillant, en ayant une vie sexuelle, en exerçant sa liberté dans des espaces cosmopolites et elles proposent toutes sortes de solutions intéressantes, toutes sortes de nouvelles manières de conduire sa vie. Le simple fait qu'une femme porte un voile – on sait qu'il y a toutes sortes de voiles – ne nous dit pas si elle est en situation d'esclavage ou non. En fait, cela nous dit très peu de choses, si ce n'est qu'elle observe une certaine dimension d'une culture traditionnelle. On ne sait pas ce qu'elle en fait, on ne sait pas comment elle vit, on n'a même pas encore commencé à penser à la manière dont elle conduit sa vie. Il y a donc une sorte d'ignorance sur la conduite et la pratique religieuse musulmane chez ceux qui supposent que les femmes en Islam sont en esclavage. Bien sûr, il y a des faits très graves de sujétion, d'inégalité et de mauvais traitements, mais cela se produit aussi dans le V^{ème} arrondissement parmi les familles chrétiennes et blanches les plus aisées. Dirions-nous par exemple que toutes les femmes qui s'efforcent de se conformer à un certain type corporel sont en état d'esclavage ? Non, mais elles sont aux prises avec leur relation intérieure et compulsive à une certaine norme sociale.

On pourrait donc poser une question plus large : qu'est-ce que cela veut dire de se trouver dans un rapport de compulsion avec une norme sociale et comment cela s'interprète-t-il, comment cela se vit-il ? Comment cela se vit-il en relation avec d'autres types de normes qui opèrent simultanément ? Je connais, par exemple, des gens à Amsterdam ou à Utrecht qui travaillent sur des sites dédiés à la mode musulmane ! On peut acheter toutes sortes de voiles et il y a toutes sortes de manières de les porter, certaines étant plus modernes ou plus sexy, d'autres plus traditionnelles... Si l'on prend quelqu'un comme Saba Mahmood² qui est une amie proche, eh bien voilà quelqu'un qui parle des différentes manières dont une femme musulmane peut exercer activement sa liberté à travers des pratiques qui ne relèvent pas des paradigmes dominants, en Occident, de ce que nous comprenons comme la liberté. Une autre femme, Suad Joseph³, a dirigé une colossale encyclopédie sur les femmes dans l'islam⁴, avec des centaines de contributions et des débats passionnants. Il faut se demander de quel islam on parle, n'est-ce pas. Il ne se passe pas la même chose au Caire qu'à Istanbul, dans les différentes parties de l'Afrique du Nord ou encore dans les villes cosmopolites d'Europe occidentale ! On peut dire à ce propos la même chose que sur les juifs : « la femme dans l'islam », ça ne veut rien dire ! Il existe en revanche tout un champ très intéressant de situations et d'enjeux qui se transforment historiquement. Les gens qui veulent vraiment savoir, il leur suffit de s'informer ! Il me semble qu'Éli-

sabeth Roudinesco aurait pu, par exemple, se rendre à Barcelone, passer trois jours à écouter ces discussions autour de l'islam et s'instruire ! À ce niveau, c'est de l'ignorance grossière qui consiste à se dire : « Je n'ai pas besoin de savoir puisque je sais déjà » ou « je ne veux pas savoir parce que je ne veux pas m'approcher de cette chose que j'abhorre ! » ou « ça, c'est la *non-liberté*, moi je suis la liberté ! ». Ce sont des positions phobiques.

Dire qu'une femme voilée ne peut pas être une femme libre, est-ce une position violente contre l'islam ou contre les femmes ?

Je crois que la question qu'il faut poser, c'est d'où le locuteur qui dit cela tire le droit de définir ce qui est de la liberté pour les femmes et ce qui n'en est pas. Ça me fait penser à Georges Bush disant que sa guerre contre l'Afghanistan était une guerre en faveur des femmes afghanes ! Les gens de RAWA⁵ ont rétorqué : « Pardon, mais pourquoi ne pas nous consulter d'abord ? Nous existons sur le terrain, il y a des mouvements féministes en Afghanistan qui réunissent beaucoup de monde, comment se fait-il que personne ne nous ait téléphoné ? ! » Là encore, c'est la même chose qu'à propos des juifs : qui contrôle ces définitions ? Ce que les personnes ainsi définies ont à dire sur leur propre situation, cela n'a-t-il aucune importance ? Sommes-nous disposés à apprendre leur langue ? Non ! Sommes-nous prêts à nous engager dans des pratiques de traduction culturelle qui nous aideraient à repenser ce que c'est que la liberté, ce que c'est que l'interprétation,

ce que c'est qu'une conduite religieuse? Après tout, certaines personnes pensent que toute conduite religieuse est forcément de l'esclavage, sans même réaliser que nos formes d'interprétation de la loi dérivent presque toutes de l'herméneutique théologique!

Vous avez pris des positions très claires sur la question du boycott et du désinvestissement, notamment dans un article paru en 2003 dans la *London Review of Books*⁶. On peut établir certains parallèles entre la politique israélienne à l'égard des Palestiniens et la politique sud-africaine de l'apartheid. Or le boycott a eu un effet certain sur la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, mais cela fait encore très peur et toutes sortes d'arguments s'y opposent, qui vont de l'amalgame consistant à dénoncer un prétendu antisémitisme, au rejet du boycott sous prétexte qu'il affecterait les populations et non les gouvernements. Quand on demande le boycott en tant que juifs, on en revient à ces accusations de déloyauté qui peuvent être si blessantes, voire à la « haine de soi ».

Le PACBI, la campagne pour le boycott et le désinvestissement, pilotée par Omar Barghouti, et organisée d'abord par des Palestiniens, me frappe comme quelque chose d'à la fois douloureux et intéressant. C'est une alternative non-violente. Mais dès que l'on parle de boycott au sujet d'Israël et notamment dès qu'on en parle en Europe, ça devient une question qui tourne autour de la discrimination, qu'il s'agisse du boycott universitaire, qui vise les institutions, ou du boycott économique, qui vise les marchandises israéliennes. Une action destinée à isoler Israël dans le

but de conduire ce pays à réviser ses pratiques discriminatoires est ainsi dénoncée comme une action elle-même discriminatoire. Ce sont deux paradigmes entre lesquels la communication est quasiment impossible. Le premier consiste à trouver un moyen non-violent d'exprimer une indignation au niveau mondial quant aux différentes politiques israéliennes et à la poursuite de l'occupation. Le second se situe dans une sorte de discours libéral qui prétend se soucier de ce que quelqu'un risque de subir une discrimination à cause de sa nationalité. Ce sont des discours presque incompatibles, étant donné surtout que l'option n'existe même pas, pour ceux qui vivent sous occupation, de bénéficier d'une nationalité palestinienne! Quel sens cela a-t-il de s'engager dans une défense libérale de gens qui appartiennent à des États-nations reconnus, pour qu'ils ne soient pas discriminés à cause de leur nationalité, alors que ce dont on parle, c'est d'une population qui n'a même pas les droits élémentaires liés à la nationalité? Il est vraisemblable que dans l'Union européenne, comme aux États-Unis j'imagine, la réticence que suscite la campagne de boycott contre Israël est liée à la crainte qu'il finisse par viser aussi les juifs en général. Et alors on est paralysé, parce qu'on ne veut pas que le boycott puisse prêter le flanc à l'accusation d'antisémitisme, ce qui est la pire accusation que l'on puisse envisager. Et pourtant il me semble que chaque fois qu'on pose une analogie raisonnable, par exemple entre ce qui se passe à Gaza ou en Cisjordanie et ce qui se passait sous l'apartheid en Afrique du

Sud, les gens suivent l'argumentation, ils peuvent même tomber d'accord avec vous. Mais ils ne veulent pas accepter la conclusion qui en découle, parce qu'ils ont peur de ce à quoi ça ressemblera. Moi-même, je pense que si l'on veut que le boycott fonctionne, il faut éviter la discrimination à l'égard des individus. D'un point de vue tactique, le boycott anglais s'est un peu fourvoyé à cet égard : « Je ne travaille pas avec vous parce que vous êtes israélien et que vous appartenez donc à un État engagé dans des crimes de guerre ou qui prive systématiquement la population minoritaire de certains droits ». Je crois que c'est une sorte d'individualisme moraliste qui se pare de vertu. « Je » prends position individuellement envers tel individu particulier. Je crois qu'il faut par exemple composer des coalitions avec des Israéliens de gauche. Nous ne pouvons pas nous passer de ces coalitions. En revanche, certains types de boycott économique pourraient être très efficaces. Il est particulièrement regrettable que l'Union européenne ne parvienne pas à adopter cette position, mais l'Europe est le lieu de l'histoire traumatique de l'antisémitisme et de nombreux pays européens se définissent toujours comme ayant été du bon côté contre le fascisme. Leur *standing* moral dans le monde se nourrit partiellement d'une certaine manière de synthétiser une position symbolique par rapport au passé fasciste. Ils en sont encore à cette configuration, ils ne veulent pas accepter une nouvelle cartographie du pouvoir.

Et le boycott universitaire ?

Je crois qu'il faut boycotter les institutions universitaires, mais je ne peux pas m'imaginer boycotter les individus! Parce qu'on veut aussi soutenir la résistance et la subversion radicales, à l'intérieur de ce qu'on appelle Israël. Je ne peux pas m'imaginer m'interdire de travailler avec certaines personnes! Ça n'aurait aucun sens pour moi. L'erreur que j'ai faite il y a quelques années a été de donner une conférence à l'université de Tel-Aviv, c'est une erreur que je ne referais plus aujourd'hui. Ce que je ferais en revanche, c'est d'aller à Jénine ou à Ramallah, ou bien je pourrais faire quelque chose avec un groupe de gens dont je soutiens le travail politique, si ma présence peut y être utile. Mais cette conférence était une erreur.

Vous avez écrit sur le 11 septembre, sur la peur, le deuil... Nous avons à vivre aujourd'hui avec une peur qui semblait réservée à certaines minorités, à certaines personnes ou à certains peuples particulièrement vulnérables ou opprimés. Et voilà que ce que nous appelons terrorisme est utilisé pour désigner une nouvelle forme de peur, qui existait peut-être avant mais pas si précisément, du moins pour nous.

Certaines mesures d'exception ont été passées après le 11 septembre, des gens étaient détenus sans inculpation, et puis bien sûr il y a eu Guantanamo, le *Patriot Act* dont heureusement la plupart des dispositions n'ont pas été appliquées et qui donnaient au gouvernement licence de surveiller les bibliothèques, l'internet, de voir ce que vous lisez, c'était vraiment redoutable. Si effrayants que puissent être

certain attentats, et bien sûr, en Europe, vous êtes vous aussi très vulnérable à des violences politiques qui pourraient prendre pour cible le métro ou les aéroports ou ce genre de choses, il me semble que nous devons poser certaines questions quant à la manière dont l'État se sert de la peur pour rationaliser la suspension des libertés et des procédures civiles. Dans quelles conditions l'État peut-il fouiller une maison, arrêter et détenir quelqu'un sans procès ou sans justification légale? Plus il y a de ces décisions extra-légales, sécuritaires ou centrées sur l'État, plus la population se croit protégée par un État fort contre la possibilité des attentats terroristes. Alors pour un État qui veut plus de pouvoir, il suffit de produire plus de peur afin de rationaliser la suspension des lois et des procédures civiles. Ce qui est difficile, c'est de résister à cette peur. Il serait d'ailleurs plus juste de dire qu'il nous faut apprendre à résister à l'exploitation de notre propre peur. Vous savez, c'est toujours le cas à propos de Guantanamo par exemple. Il y a des gens qui disent : «Si Barack Obama fait fermer Guantanamo comme il l'a promis, que fera-t-on alors de certains détenus qui ne peuvent être renvoyés nulle part, puisqu'ils n'appartiennent à aucun pays?» Il y a une telle peur de ces groupes de gens dont on ne sait rien, ni qui ils sont, ni ce qu'ils ont fait, ni ce qu'ils projettent éventuellement de faire, qu'on entend dire : «Gardez-les indéfiniment sous les verrous!» Mais pourquoi craindre un procès qui puisse être reconnu comme légitime? S'il y a des preuves, s'il y a des raisons d'avoir peur de

quelqu'un en particulier, un procès n'est-il pas précisément le lieu de découvrir si ces peurs sont fondées ou non? Mais leur permettre, à ces peurs, de nous faire accepter ce genre d'opérations fasciste de l'État, un pouvoir d'État qui se place au-dessus de la loi, qui opère contre la loi, voilà qui est beaucoup plus effrayant à mes yeux. Et là encore, nous devrions penser un peu à la manière dont le discours sécuritaire israélien est devenu la norme dans d'autres pays aussi et même la norme pour les méthodes d'enquête à Guantanamo. C'est un vrai problème.

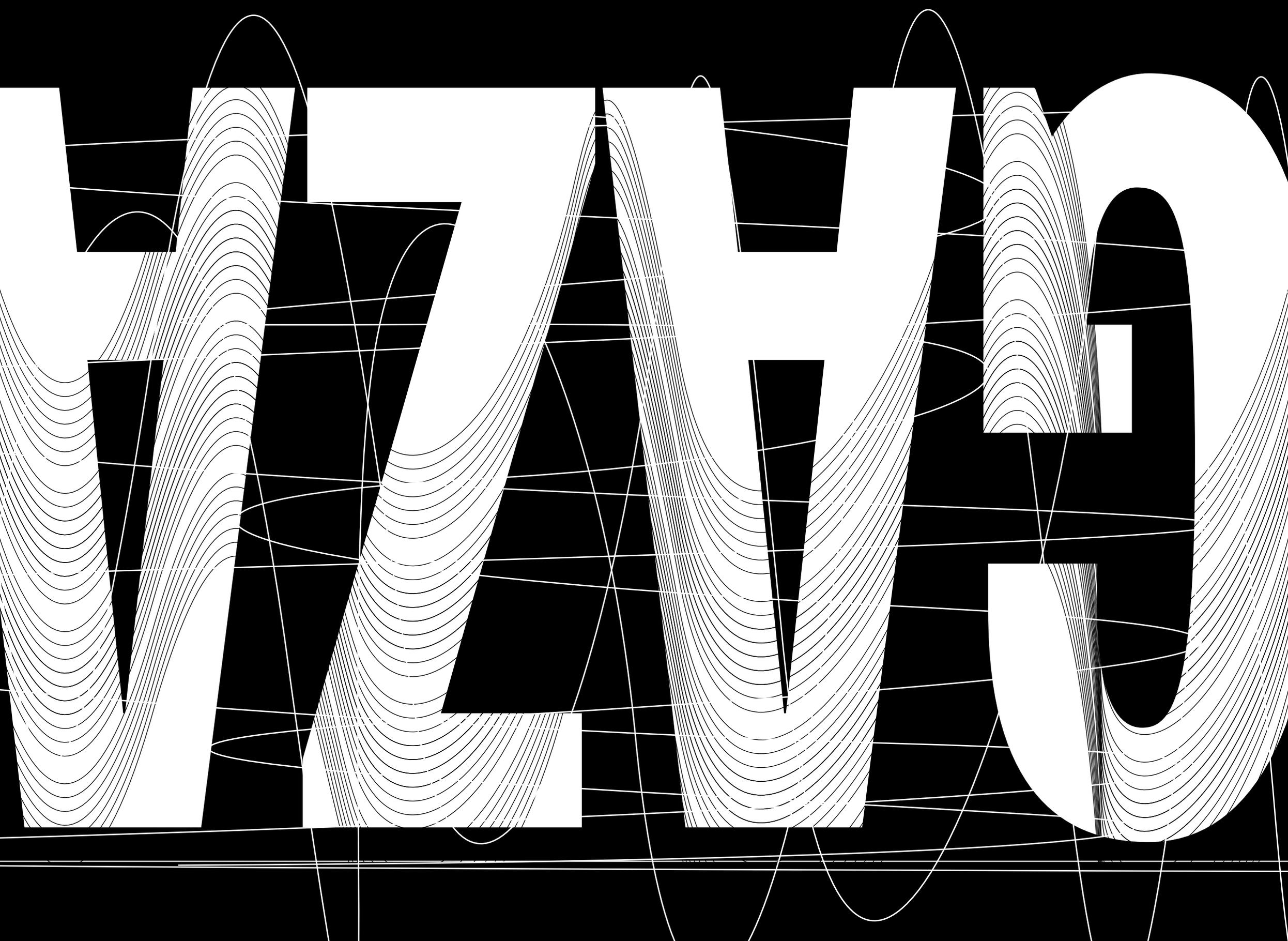
notes

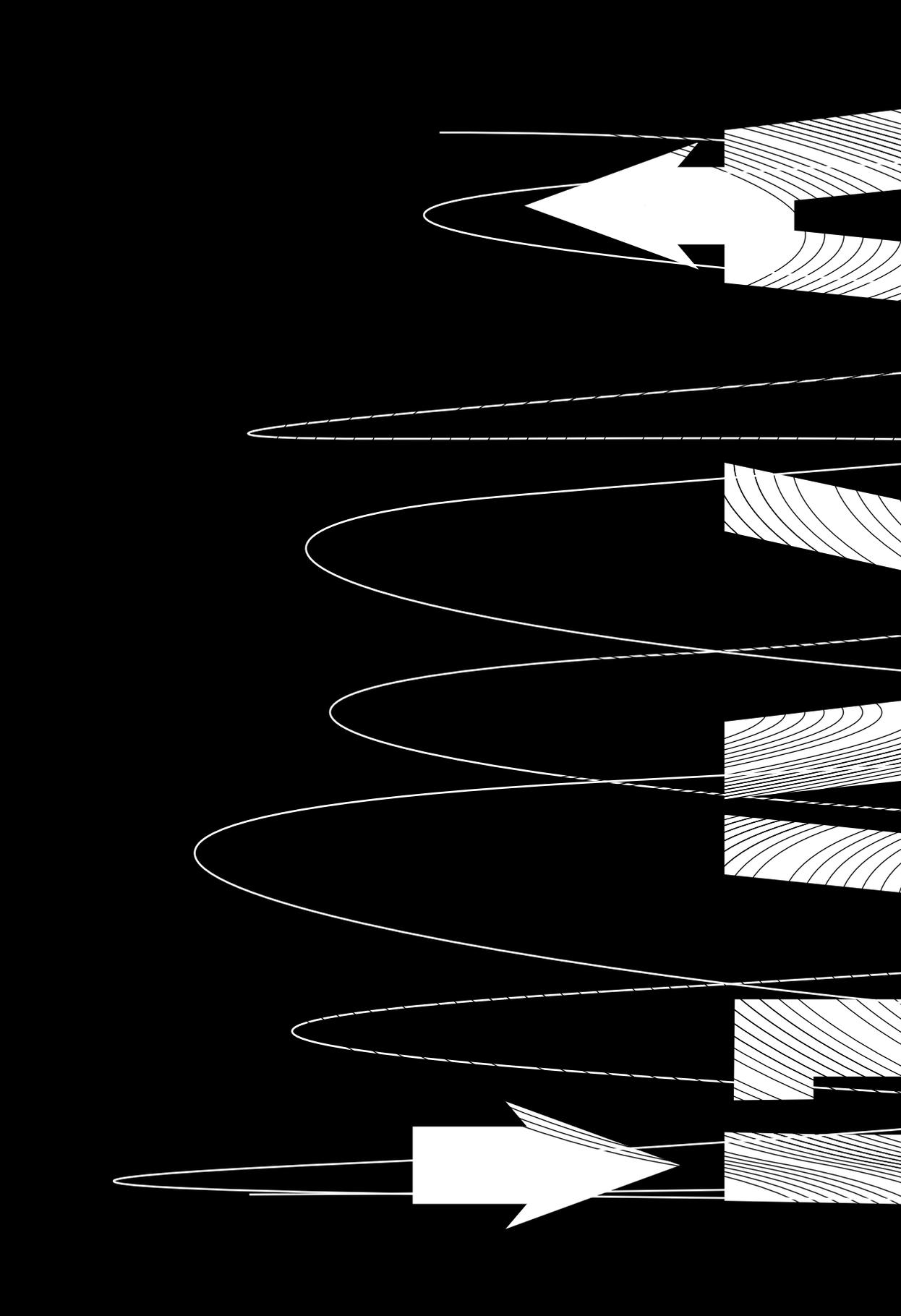
- 1— AIPAC, American Israel Public Affairs Committee. Créé en 1951, il est le principal lobby juif américain de soutien à la droite israélienne.
- 2— Saba Mahmood enseigne l'anthropologie sociale culturelle à Berkeley (Californie). Elle est notamment l'auteur de *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject*, Princeton University Press, Princeton, 2005.
- 3— Suad Joseph est professeur d'anthropologie et d'études de genre à Davis (Californie).
- 4— *Encyclopedia of Women & Islamic Cultures*, 6 volumes, Brill, Leiden, Boston, 2003.
- 5— RAWA, Revolutionary Association of the Women of Afghanistan. <http://www.rawa.org/index.php>
- 6— «No, its not anti-semitic», *London Review of Books*, 21 août 2003.

Bibliographie

en français

- Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte, 2006
- Défaire le genre*, Amsterdam, 2006
- Vie précaire : les pouvoirs du deuil et de la violence après le 11 septembre 2001*, Amsterdam, 2005
- Le pouvoir des mots, politique du performatif*, Amsterdam, 2004
- La vie psychique du pouvoir : l'assujettissement en théories*, Léo Scheer, 2002
- Le récit de soi*, Presses universitaires de France, 2007
- Antigone : la parenté entre vie et mort*, EPEL, 2003
- Humain, inhumain : le travail critique des normes (entretiens)*, Amsterdam, 2005
- Ces corps qui comptent*, Amsterdam, 2009





De quoi Gaza est-il le nom ?
Certainement pas d'une guerre.
Contre quelle armée ?
Gaza n'est le nom de rien du tout.
Gaza est une date, celle qui aura vu
des massacres aériens et terrestres
s'accomplir au seul motif qu'ils ont été
possibles.
C'est aussi la date d'un renoncement
moral sans précédent. Les Israéliens qui,
depuis la colline surplombant Gaza,
ont acclamé les bombardements,
auraient pu acclamer à chaque immeuble
effondré, ce qui, en réalité, s'écroulait dans
leur propre société.
Mort du « camp de la paix », silencieux ou
complice, silencieux donc complice ;
mort de la gauche sioniste agonisante ;
mort d'une perspective politique ;
mort de la conscience de mon voisin.
D'Israël, nous avons suscité une
autre lecture de l'événement Gaza,
photographique, politique, morale.
C'est l'avenir qui s'est effondré à Gaza.

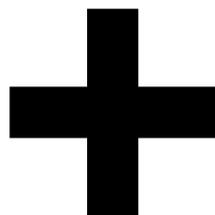


OSNAT TRABELSI

Osnat Trabelsi a 43 ans. Elle est née à Ahdod d'une mère irakienne et d'un père tunisien, tous deux arrivés en Israël dans les années 50. À 21 ans, elle étudie au département cinéma et télévision de l'université de Tel Aviv. Elle a créé en 1999 Trabelsi Productions, qui produit des films documentaires d'auteurs engagés dans la critique sociale et politique. Ainsi, *Les enfants d'Arna*, *Ashkenaz* ou *Pizza in Auschwitz*, sont quelques-uns de ces films qui questionnent la société israélienne dans son incapacité à intégrer son passé, à penser son avenir, sinon pour le pire. «*Les films que je produis explique Osnat, ont à voir avec les problèmes politiques et sociaux et montrent, chacun à leur façon, les mécanismes d'oppression et de pouvoir qui organisent cet ordre culturel et politique appelé «société israélienne». Ces mécanismes agissent tout autant sur les groupes les plus faibles de la société juive que sur les Palestiniens».*

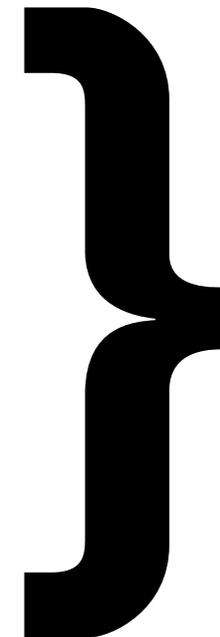
ARIELLA AZOULAY

Ariella Azoulay enseigne la philosophie politique et la culture visuelle à l'université de Bar Ilan. Elle a notamment publié *Once Upon A Time : Photography following Walter Benjamin* (Bar Ilan University Press, 2006). Son prochain livre *The Civil Contract of Photography* (Zone Books, mai 2008) analyse le rapport entre la photographie et la citoyenneté. Elle réalise également des films documentaires. Son dernier film *I also dwell among your own people* est basé sur une série de conversations avec Azmi Bishara.



EYAL SIVAN

Né à Haïfa en 1964, Eyal Sivan est cinéaste, producteur et essayiste. Il s'installe à Paris en 1985 où il entame sa carrière de cinéaste documentariste, réalisant plus de dix long-métrages documentaires politiques [notamment *Izkor*, *Un spécialiste* – avec Rony Brauman, *Route 181* – avec Michel Khleifi]. Il publie régulièrement des articles et donne des conférences à propos du conflit israélo-palestinien, du cinéma politique, du crime politique et de sa représentation. Il est professeur de recherche à la faculté de Humanities and Social Sciences de l'Université d'East-London, et à la faculté de cinéma du Collège Universitaire Sapir, à Sdérot.





MICHEL WARSCHAWSKI

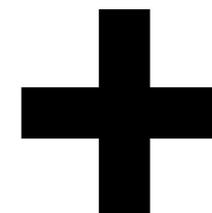
Est-ce le fait qu'il soit né à Strasbourg qui a fait de Michel Warschawski un passeur de frontières? Est-ce le fait qu'il ait grandi dans une famille juive pratiquante qui a fait de Michel Warschawski un agnostique respectueux de la foi des croyants? Venu à Jérusalem à l'âge de 16 ans pour y poursuivre des études talmudiques, celui que l'on appelle communément Mikado, s'est engagé, dès 1967, dans le combat contre l'occupation et pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. Juste, c'est, dit-il, une paix basée sur le droit, l'égalité et la réparation des torts commis. Ce combat, il le mène dans sa société, comme citoyen israélien, comme militant anti-colonialiste, comme internationaliste fortement impliqué dans le processus des forums sociaux. Comme Juif aussi, aspirant à un retour identitaire vers les racines de l'histoire juive, qu'elle soit européenne ou arabe. Michel Warschawski est aujourd'hui le président du Centre d'informations alternatives, une association palestinienne-Israélienne œuvrant à promouvoir la coopération entre Israéliens et Arabes et le dialogue judéo-musulman.

LEV LUIS GREENBERG

Lev Luis Greenberg est professeur de sociologie politique à l'Université Ben Gourion. Il est notamment l'auteur de *Politics and violence in Israel/Palestine* (Routledge, Juillet 2009).

GIDEON LEVY

Né en 1955 à Tel Aviv, Gideon Levy a été conseiller et porte parole de Shimon Pérès de 1978 à 1982. Il travaille depuis lors pour le quotidien Haaret'z dont il est membre de la direction. Il y tient sa propre chronique hebdomadaire consacrée à la vie des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, attaquant avec un esprit amer et ironique la politique israélienne d'occupation.



Une fois de plus,
la maison des Palestiniens n'appartient à personne,
donc aux Israéliens.

domm dans la maison vide

par ARIELLA AZOULAY

traduit de l'anglais par Frank Eskenazi

Une vue familière d'une pièce palestinienne. Des couvertures multicolores enveloppent les dormeurs couchés sur le sol, serrés les uns contre les autres. Une manche kaki attire mon regard. Un rai de lumière traversant le cadre depuis la droite me guide vers elle. Il devient alors plus facile de remarquer une paire de rangers qui dépasse d'une autre couverture, un genou en uniforme replié ou un casque posé à l'envers. Ces dormeurs sont des soldats israéliens. Ils sont assoupis dans une maison palestinienne à Gaza. Il n'y a nulle trace des habitants. Ils ont dû fuir, une fois de plus.

Cette photographie est parvenue, avec une vingtaine d'autres, dans ma boîte mail dès les premiers jours de la campagne de Gaza. Le texte les accompagnant précisait : « *Nous devons tous être fiers de notre armée...*

Ces braves garçons défendent notre pays ». Suivait un encouragement à faire circuler ces images. Ce courriel était signé du responsable de la branche israélienne d'une grande société européenne. Ses coordonnées personnelles étaient indiquées en signature du courriel....

Cette photo est la plus abstraite d'une série très dure, les deux dernières étant d'ailleurs accompagnées d'un avertissement : *Ne pas montrer aux enfants*. Selon l'expéditeur, les autres pouvaient sans doute être partagées avec eux, comme un butin de guerre.

Ce genre de photos n'était jusqu'à présent diffusé que par des soldats membres du mouvement *Rompre le silence (Shovrim Shtika)*, comme un processus de dégrisement après des missions que l'armée leur avait demandé d'accomplir pour assurer la « sécurité de l'État ». Elles ne sont jamais publiées par la presse et sont plutôt montrées dans des lieux alternatifs. En Israël, l'occupation d'une maison palestinienne afin que des soldats puissent s'y reposer n'est pas un sujet pour les médias. Si un photographe de presse s'avisait de prendre une telle photo, son chef d'édition ne la laisserait jamais passer car elle n'a aucun intérêt pour le public. Cette fois encore, la presse a été tenue à l'écart de Gaza et la provision d'images a été bien maigre pour autant d'horreurs. Israël a autorisé les photographes à s'installer sur une colline surplombant la bande de Gaza et à photographier – de loin – des nuages de fumée faisant comme un écran à l'enfer.

Cette colline d'où l'on peut observer Gaza est aussi accessible aux civils. Pour leur confort : des bancs, des poubelles et un panneau avec quelques informations sur le paysage environnant. Durant les semaines qu'a duré l'opération israélienne, ils venaient ici, avec jumelles et caméscopes et,

DOSSIER



tout en bavardant, pouvaient entretenir ou affiner leur bon sens militaire à propos des missiles, de leurs catégories, de la précision des tirs, de celle des impacts. Comme ils avaient été, eux ou leurs proches, à l'armée, c'était bien là l'occasion de faire connaître leur savoir-faire. Ce qu'ils voyaient de leur point d'observation est l'exacte image qu'Israël souhaitait produire : une guerre opposant deux fronts. Des missiles tirés depuis Gaza touchent Israël et Israël riposte. Les gens qui conduisaient leurs enfants sur cette colline pour voir Gaza sous les bombes le faisaient avec cet étonnement fasciné devant les assertions israéliennes. Ils pouvaient montrer aux enfants à la fois la symétrie des combats justifiant la destruction de Gaza et le spectacle du déploiement de forces israélien. Leurs regards suivaient la course des missiles et des hélicoptères de combat, ils essayaient de deviner la nature des tirs et pouvaient applaudir à la vue des nuages de fumée. « *Yes! Bien joué! Nique-les! On les massacre! Yes! On va leur montrer!* » Dans un élan de camaraderie patriote, des individus, des couples, des familles, pouvaient à présent rentrer à la maison, sûrs de leur bon droit, de celui de leur gouvernement et de leur armée, fiers d'avoir pris le moral du front et d'être venus soutenir la guerre.

Le signe de la Victoire face à la caméra

Le bourrage de crânes effectué par la coalition gouvernement-armée-médias sur la terreur provoquée par les missiles tirés sur Sderot a été si systématique et si efficace qu'elle n'a pas laissé place à l'ombre d'un doute : il fallait en finir avec Gaza. La classe politique et militaire a compté sur ses soldats pour mener à bien cette mission, et sur ce genre de citoyens, aimant à se montrer en train d'applaudir la mobilisation, pour dévaster Gaza. Rien de neuf sous le soleil. Seule, l'ampleur de la destruction est clairement en hausse. Les vieux modèles sont prêts à fonctionner, que ce soit dans le jargon politique : « *Gaza d'abord* » ou militaire : « *Infrastructure terroriste* ». Pas besoin de photos de Gaza pour cela. Ce qu'ils peuvent voir depuis la colline est bien suffisant. 1 300 morts ? « *Ils le méritent* ». « *Ils n'avaient qu'à ne pas tirer sur des installations civiles* ». Quand cet homme qui nous tourne le dos rentrera chez lui et chargera ses photos sur son ordinateur, il pourra voir, et envoyer à ses amis, sa propre photo de lui avec Gaza en flammes dans son dos, pendant qu'il fait le signe de la Victoire face à la caméra.

De temps en temps, cet écran qui nous isole de Gaza se morcelle grâce à des images que nous transmettent des photographes gazaouis, des photos insupportables montrant d'atroces douleurs frappant des civils et

leur environnement immédiat. Très peu sont reproduites par la presse quotidienne israélienne. Celles qui le sont proviennent de Reuters (dont le bureau à Gaza a été bombardé aux premiers jours de la campagne) ou d'Associated Press. Certaines de ces photos parviennent probablement à ces agences via Ramatan, l'agence de Gaza qui emploie 150 journalistes et photographes et qui est devenue un fournisseur indispensable de photos d'actualité de Gaza à travers le monde (à l'exception d'Israël). La personne qui, fièrement, m'a fait suivre ces photos n'a pas vu en elles ce que les soldats de *Briser le silence* voyaient dans celles qu'ils publiaient par le passé. Eux-mêmes, ou d'autres, avaient refusé cette fois-ci d'aller se battre. Ils avaient été jugés et mis en prison. Et la presse israélienne n'en parlait pas. Le silence des médias à ce sujet est le même que celui sur les manifestations des Juifs d'Israël contre la guerre ou sur leurs arrestations par douzaines. Mais personne ne poursuivra ces soldats sur la photo – ni le photographe, soldat lui aussi – qui ont pourtant envahi une maison et chassé ses habitants afin de trouver un endroit pour dormir. Il s'agit d'un acte d'État.

J'ai choisi cette photo qui n'est pas particulièrement difficile à regarder : elle montre des soldats qui dorment à Gaza. Même au milieu d'une bataille, les soldats ont besoin de repos... La difficulté survient lorsque l'on s'aperçoit que les couvertures dans lesquelles ils sont enveloppés ne sont pas les leurs, que les habitants de cette maison dans laquelle ils dorment sont à présent des sans-abris. L'un de ces soldats, réveillé par les premières lueurs du matin, photographie ses camarades – pour eux et leur famille, comme un souvenir – l'image d'une nuit de sommeil à Gaza.

L'image d'une nuit de sommeil à Gaza, comme un souvenir

Mais après tout, Gaza, c'est ça. Comment les soldats israéliens qui participent à sa destruction – la dévastation d'immeubles, de quartiers entiers, la destruction des infrastructures vitales, des hôpitaux, des abris, des écoles, faisant des milliers de blessés, plus d'un millier d'êtres humains tués – comment ces soldats, qui ne sont pas exactement les bienvenus à Gaza, peuvent-ils dormir ainsi en paix, au milieu d'un enfer qu'ils ont provoqué, sans se sentir eux-mêmes en danger ? La réponse tient dans l'une des pratiques habituelles de l'Occupation : la création d'une « zone stérile »... Qu'est-ce qu'une zone stérile ? Une aire vidée des Arabes, afin que l'armée puisse mener à bien ses missions. Dans cette image, nous sommes comme des témoins au cœur d'une zone stérile. Nous ne connaissons pas sa catégorie, son périmètre, mais, pour que ces soldats puissent dormir



photo : Miki Kratsman

aussi sereinement, avec un tel sentiment de sécurité, c'est que ce ne sont pas seulement les habitants de cette maison qui ont été déplacés, mais tous les habitants de la zone.

Pour les soldats israéliens, une maison palestinienne est un espace à prendre et cela ne date pas de cette campagne de Gaza. Cela nous ramène en fait à 60 ans en arrière. À cette époque, les voix s'opposant aux expulsions des Palestiniens furent étouffées par celles des dirigeants politiques et militaires qui firent de l'expulsion de 750 000 Arabes du territoire du Mandat britannique un fait accompli. Cela n'était que chuchoté dans les déclarations officielles mais n'en était pas moins très clair dans les aspects pratiques. Pendant une année entière, les soldats juifs allèrent de village en village et, quand il le fallait, de maison en maison, sortant les Arabes de leurs habitations et de leurs terres. Parfois ils usaient de violences ou de menaces directes, ou bien de moyens indirects : rumeurs sur le massacre qui les attendait et convois de camions pour les inciter à prendre la route. Depuis, la maison palestinienne n'a pas cessé d'être menacée par cette logique opérationnelle, si bien que, pour l'opinion israélienne, comme d'ailleurs pour l'opinion publique mondiale, l'existence même de cette maison est présentée comme une menace.

La « bande de Gaza » est née comme un problème

Les habitants des villes arabes de Al Ramle, Bir Al-Saba, Al Majdal et Isdud, occupées par les forces israéliennes durant la guerre de 1948, se sont enfuis ou bien ont été expulsés de force et pour la plupart transférés à Gaza, multipliant d'un coup par trois sa population. À la fin de la guerre, les Égyptiens contrôlèrent Gaza et y installèrent leur propre administration militaire. Israël n'a pas concrétisé cette dernière victoire militaire – la conquête de Gaza – avant d'avoir signé des accords de cessez-le-feu avec l'Égypte en 1949, donnant ainsi naissance à cette « bande » étroite et conflictuelle au bord de l'État d'Israël. Une « bande » est une expression politico-militaire qui exprime un aspect temporaire et désigne une région qui doit être traitée comme indéterminée, sa situation restant à régler. La « bande de Gaza » est née ainsi comme un problème, pour lequel Israël n'a jamais cessé de proposer des « solutions ». En 1949, elle consistait à annexer la bande en même temps qu'un certain nombre

de réfugiés qu'elle hébergeait. Mais cette « solution » politique, avec son parfum militaire, fut rejetée par les parties concernées. Israël imposa son administration militaire.

Cela ne dura pas et, sous la pression des Russes et des Américains, il dut se retirer. La bande de Gaza fut à nouveau reconquise en 1967 et les réfugiés de 1948 passèrent sous le contrôle des Israéliens une fois de

plus. Depuis lors, Israël maintient sous son contrôle la population palestinienne de Gaza. Depuis sa fermeture générale imposée durant la première guerre du Golfe en 1991, ce territoire est totalement coupé de la Cisjordanie et le contrôle est sévère tant sur les entrées que sur les sorties. En gérant les allées et venues, Israël dirige la vie à Gaza. Depuis la seconde Intifada, et encore plus étroitement depuis le « désengagement » de l'État d'Israël en 2005, celui-ci entretient un désastre chronique et sous contrôle, toujours vigilant à ne pas franchir la ligne étroite le séparant de la « catastrophe humanitaire », en interdisant ou en autorisant le flux des marchandises, des personnes et des biens.

Depuis 1948, la maison palestinienne n'est plus un domicile privé protégeant ses habitants des invasions ou des étrangers. Les Israéliens ne se conçoivent pas comme des étrangers ou des occupants, et les Palestiniens ne sont pas considérés comme des propriétaires au sens premier du terme. Leurs maisons sont vulnérables aux incursions nocturnes, aux bulldozers, aux bombes lâchées depuis le ciel, aux pluies de missiles ou simplement aux tirs qui les rendent inhabitables, les vident pour créer des avant-postes militaires, des quartiers généraux, tout cela au gré des circonstances et des nécessités toujours croissantes de la « sécurité ». Les explications données à ce genre d'actions si banales prétendent qu'elles sont nécessaires afin de « virer les terroristes de leur nid », « d'étouffer la résistance » ou de « détruire les infrastructures des insurgés ». Ainsi, la maison palestinienne est présentée comme un avant-poste ennemi qui requiert une intervention militaire. La maison palestinienne constitue un problème et l'intervention est un moyen de le régler. Plus précisément, cette maison devient pénétrable et promise à être violée, parce qu'elle a été perçue, par quelque commandant israélien local, comme la cause, ou la solution, d'un problème de sécurité. Mais c'est parce qu'elle a toujours été vue comme étant à prendre qu'elle est envisagée, encore et encore, comme un problème.

La plupart du temps, Israël s'arrange pour maintenir le *statu quo* et mener

à bien cette destruction dans le silence du public, sans écho dans le pays ou dans les discours internationaux. Lorsque ses opérations sont intenses et étendues, et que les Palestiniens persistent à résister avec leurs maigres moyens, Israël en appelle alors « au monde » pour stopper l'opération qu'il a lui-même engendrée et initier un accord de « cessez-le-feu ». La plupart du temps, tout en participant aux négociations, il poursuit d'autres opérations militaires et détruit davantage de maisons. Chaque nouvelle campagne renoue avec l'état d'urgence, en justifie la nécessité toujours renouvelée depuis 1948, tout en faisant oublier le précédent état d'urgence. Cette course sans fin interdit aux citoyens d'identifier l'origine de cet état d'urgence, à savoir le régime lui-même. Ce régime a besoin de l'état d'urgence. Il ne peut pas survivre sans lui. À cette fin, il a mobilisé ses citoyens depuis ces dernières quarante années et plus encore, pour continuer à combattre ses sujets non citoyens qu'il gouverne depuis 1967. L'origine de cette situation est l'existence d'un régime qui dénie à tous ses sujets – citoyens ou non citoyens – la possibilité de se construire pour eux-mêmes un cadre commun pour vivre dans la région. Un régime qui ne leur permet pas de se libérer du langage de l'occupation dans lequel chaque Arabe est, au choix, membre potentiel d'un « gang de tueurs », ainsi qu'ils furent qualifiés dans les années 40, un « infiltré » dans les années 50, un « militant » dans les années 60 et 70 et enfin un membre d'une « organisation terroriste » depuis les années 80.

« Un cessez-le-feu nous suffit, écrivait Ben Gourion en 1949. Si nous recherchons la paix, les Arabes attendront que nous en payions le prix en termes de frontières, de réfugiés ou les deux. Attendons quelques années ». Ben Gourion écrivit cela l'année-même où l'État d'Israël fut accepté comme membre des Nations unies. En dépit des expulsions de masse des Palestiniens et de la destruction de leurs habitations, Israël fut reconnu comme un État recherchant la paix.

C'est à l'intérieur de ce cadre, dans l'attente d'une solution – qu'il s'agisse de la paix, de la guerre ou d'expulsions de masse –, tout en continuant à exercer une oppression violente contre la résistance des Palestiniens devenus des réfugiés, que se déroule la campagne contre Gaza.

Gaza



Après les avoir relégués pendant des décennies,
les Israéliens découvrent les habitants du Sud :
pour les va-t-en-guerre, toutes les ficelles sont bonnes.

On dirait le Sud.

par OSNAT TRABELSI

traduit de l'hébreu par Michel Bilis

Un missile Grad est tombé, hier, à 50 mètres de la maison de mes parents à Ashdod. J'ai eu le cœur brisé d'entendre ma mère pleurer au téléphone et en voyant mon père interviewé sur Canal 10 : son corps était tout crispé et le traumatisme qu'il avait éprouvé quelques instants avant l'interview se lisait encore dans son regard. La majorité de ma famille vit entre Nétivot et Gidéra. Elle s'est fixée dans cette région du sud d'Israël après y avoir été amenée par le gouvernement de l'époque, afin de servir de tampon entre les habitants du centre du pays et les Arabes résidant à Gaza, arrivés là comme réfugiés – faut-il le rappeler ? – à la suite de leur expulsion en 1948.

Les habitants de Sdérot dont les témoignages ont été recueillis, en janvier et février 2009 sur Internet pour le projet « Gaza-Sdérot » qu'a diffusé Arte, se souviennent d'autres jours. Comme ceux de 1967 où, après l'occupation de Gaza, ils allaient déambuler dans ses rues, y faire des achats, y apprendre à conduire ; ils allaient aussi à la plage et avaient instauré un mode de vie en commun : du jamais vu dans la région du centre ! Même si les habitants du sud faisaient partie des « maîtres », ils ne se ressentaient pas ainsi. Il n'est pas sûr qu'ils aient éprouvé un sentiment d'appartenance, et encore moins de propriété de l'État qui les avait « jetés » au sud puis les avaient oubliés jusqu'à ce qu'après 40 ans d'occupation, ils deviennent la cible des missiles Kassam.

J'ai du mal à croire que des habitants d'autres régions d'Israël puissent partager avec nous des souvenirs semblables. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu beaucoup d'articles exprimant une quelconque compassion pour les habitants du sud au cours des décennies d'abandon dans lequel ils ont été maintenus, avant qu'on ne les découvre, enfin, parce qu'ils prenaient des Kassams sur la tête. Maintenant que leur vie est devenue insupportable et qu'ils paient l'impôt de sang exigé pour devenir partie prenante de la société israélienne, de nombreux journalistes et écrivains juifs se découvrent de l'affection pour eux, tout en injuriant copieusement quiconque émettrait un doute sur le bien fondé de cette guerre !

Eh bien oui, je m'oppose de toutes mes forces à cette guerre criminelle et je me refuse à établir une égale culpabilité entre les deux côtés ! J'y vois un coupable principal : le gouvernement israélien, responsable de la mort de

centaines de civils, de femmes et d'enfants à Gaza, de milliers de blessés et responsable, aussi, de ce que mes parents ont dû quitter leur maison pour un lieu plus sûr. Ils y reviendront emplis d'inquiétude.

Contrairement à ceux qui se nourrissent de l'information émanant de l'appareil de communication perfectionné du gouvernement israélien, je connais de près la Bande de Gaza, par mon travail de cinéaste et par les nombreuses visites que j'y ai effectuées entre 1999 et 2005. En 2006, l'année où le gouvernement israélien a organisé la prétendue séparation d'avec Gaza, j'ai produit *Champs rouges* qui témoigne de l'étranglement, du blocus et des bombardements israéliens qui ont pu se donner libre cours après le départ des quelques milliers de juifs, dont quelques membres de ma famille, de Goush Katif.

Il est dit, avec condescendance, que les Palestiniens ont galvaudé l'occasion qui leur était donnée d'un pouvoir autonome. Le gouvernement, des journalistes et des auteurs israéliens : nombreux sont ceux qui s'autorisent à décider pour les Palestiniens quel usage ceux-ci doivent faire de cette prétendue « occasion » ! De quel droit décideriez-vous pour qui les Palestiniens devraient voter lors d'élections démocratiques ? Le gouvernement israélien a effectivement matérialisé « son droit » en imposant trois mois de blocus sur la bande de Gaza pour punir ses habitants d'avoir fait « mauvais usage » de leur droit électoral. Le blocus était un signe annonciateur de ce qui allait suivre : une succession de punitions, de bombardements, et d'assassinats à la suite desquels le Hamas a tiré des missiles Kassam comme moyen de résistance d'un mouvement de libération nationale.

N'est-il pas étrange qu'Israël, cette démocratie, n'ait jamais tenté de dialoguer avec le Hamas ? Qui a osé poser la question du pourquoi de cette situation ? Comment un État se lance-t-il dans la guerre sans avoir réellement essayé, au préalable, l'option du dialogue ? Comment cet État peut-il tuer et blesser tant de gens et risquer la vie de ses soldats et de sa population civile sans avoir, une seule fois, discuté avec le pouvoir élu du peuple palestinien à Gaza ?

Quel mépris de penser qu'il ne se trouve pas d'habitant du sud pour s'opposer à cette guerre et à ses crimes ! Maintenant qu'enfin ils existent, maintenant qu'on les interviewe, qu'on recueille leur point de vue, comment pourrait-on renoncer à vivre ici. Mais le droit de s'opposer,

Comment renoncer

existe-t-il vraiment pour eux ? Et d'ailleurs, comment s'opposer lorsque tous les médias glorifient unanimement la qualité de cette campagne meurtrière, et s'extasient devant la précision qui tue des familles entières et devant le courage des pilotes dans cette action de pilonnage de la vie d'un million et demi de personnes ? Quelle possibilité de s'opposer leur reste-t-il ?

J'ai participé ces derniers samedis aux manifestations contre cette guerre criminelle. Aujourd'hui, j'ai rendu visite à mes parents hébergés chez ma sœur, à Gidéra. J'avais le cœur brisé en voyant ma mère réagir, à sa façon, la chute près de sa maison d'un missile tiré à 50 kilomètres. Je ne pouvais m'empêcher de penser à ce qu'ont éprouvé mes amis et les habitants de Gaza qui se trouvent, jour et nuit, sous les bombes sans avoir le moindre lieu sécurisé où se cacher. Mon opposition à la guerre se fonde sur mon affection pour les habitants du sud et non pas sur la haine. Telle est la complexité de ma vie depuis le déclenchement de la guerre, et j'ai du mal à croire que les bellicistes, qui vivent confortablement au centre de Tel-Aviv, puissent le comprendre.

Ehoud Barak a fait pire que la droite israélienne.
Et le pire du pire, c'est que l'ancien ministre de la Défense
en est fier...

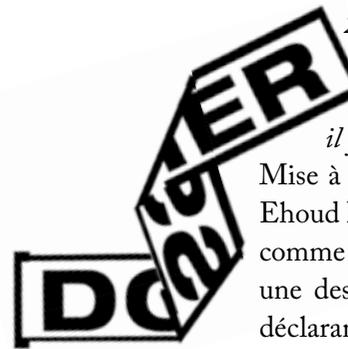
Les funérailles de la gauche SIONISTE

par MICHEL WARSCHAWSKI
mars 2009

«*La gauche israélienne est morte en 2000. Depuis lors, son cadavre a traîné là, sans être enterré, jusqu'à ce que son certificat de décès ait finalement été promulgué, signé, scellé et livré ce mardi*». [Le 10 décembre, jour des élections législatives]. Ce constat sévère ne vient pas du site du Centre d'information alternative ou des Anarchistes contre le Mur, mais du très respectable journaliste Gideon Lévy (ancien porte-parole de Shimon Pérès), dans le non moins respectable quotidien *Haaretz*¹. Contrairement à la majorité des autres analystes qui accusent les Palestiniens (sic) de porter la responsabilité de l'effondrement de la gauche israélienne en lançant ce qu'on a appelé la seconde Intifada, Gideon Lévy sait et dit clairement et honnêtement qui l'a assassiné : «*le bourreau de 2000 est aussi le fossoyeur de 2009 : le ministre de la Défense Ehoud Barak. L'homme qui a réussi à répandre le mensonge selon lequel il n'y avait aucun partenaire, a récolté le fruit de ses actes dans ces élections. Les funérailles ont eu lieu il y a deux jours*».

Mise à part la courte et triste parenthèse que représentait Amir Peretz, Ehoud Barak a été le dernier dirigeant de l'ancienne gauche sioniste, avec comme seul et unique programme d'en être le fossoyeur. C'est d'ailleurs une des rares fois où ce médiocre politicien a réalisé son objectif. En déclarant – après avoir lui-même saboté les négociations de Camp David, ce dont il s'est plus tard vanté – qu'il n'y avait pas de partenaire et que l'objectif caché de Yasser Arafat était de jeter les Juifs à la mer, Ehoud Barak a légitimé pour longtemps le discours politique de la droite et coupé la branche sur laquelle la gauche sioniste était perchée. Logiquement, Barak aurait dû rejoindre le Likoud, mais sa mégalomanie l'a empêché de faire le pas, refusant d'être le numéro deux dans la formation de Benjamin Netanyahu. Maintenant il le pourra, en vendant à Netanyahu la dépouille de son parti contre un poste de vice-ministre de la Poste ou des Travaux publics (vu son score, il ne mérite pas mieux).

Gideon Lévy poursuit son éloge : «*pendant les neuf dernières années, la gauche, a pris en vain le nom de «Camp de la paix». Le Parti travailliste, Meretz et Kadima prétendaient parler en son nom, mais c'était trompeur et mensonger. Les travaillistes et Kadima ont mené deux guerres et poursuivi la construction des colonies juives en Cisjordanie; Meretz a soutenu ces deux guerres. La paix est devenue orpheline. Les électeurs israéliens, auxquels on a fait croire à tort qu'il n'y avait personne à qui parler et que la seule réponse était la force – guerres, assassinats ciblés et implantations – ont clairement eu leur mot à dire dans cette élection : une fin de non-recevoir pour les travaillistes et pour Meretz. Ce n'est que la force de l'inertie qui a permis à ces deux partis de*



récolter quelques voix. Il n'y avait aucune raison pour qu'il en soit autrement. Après de nombreuses et longues années où pratiquement aucune protestation n'est venue de la gauche et où la rue, cette même rue qui avait exprimé sa colère après Sabra et Chatila, est restée silencieuse. Cette absence de protestation s'est également reflétée dans les urnes. Le Liban, Gaza, les enfants tués, les bombes à fragmentation, le phosphore blanc et toutes les atrocités de l'occupation – rien de cela n'a fait descendre dans la rue cette gauche indifférente et lâche».

La même rengaine depuis 1956

Comment expliquer cette démission, cette disparition de la gauche sioniste? Le fait qu'elle ait soutenu «la guerre» n'est pas nouveau. Depuis toujours, elle a soutenu les guerres, même celles qu'elle dénonçait la veille encore, comme le Mapam qui, en 1956, critiquait le ralliement de Ben Gourion à ce que ses dirigeants appelaient «une aventure coloniale franco-britannique». Mais sitôt la mobilisation générale décrétée, la gauche sioniste s'est mise au garde-à-vous, reprenant, parfois même en y rajoutant une bonne louche, l'argumentaire gouvernemental. Mais cette même gauche savait retrouver ses esprits, surtout quand l'aventure militaire tournait mal, comme ça avait été le cas après les massacres de Sabra et Chatila en 1982. Cette fois-ci ce revirement du dernier moment n'a pas eu lieu.

Arrêtons-nous un instant sur cet oxymore qu'est «gauche sioniste». Est sioniste qui partage le projet de colonisation de la Palestine afin d'y constituer un État (démographiquement) Juif, en général dans le but de répondre au problème de l'antisémitisme. Colonisation et État ethnique ne sont pas des valeurs que l'on situe généralement à gauche, même si dans le mouvement sioniste et jusqu'à aujourd'hui dans la société israélienne, il y a des femmes et des hommes qui les partagent tout en se définissant de gauche, sur des questions économique-sociales, voire sur le colonialisme... en Afrique. En général aussi, les sionistes de gauche rejettent le maximalisme territorial et défendent un compromis avec les Palestiniens en ce qui concerne la question de la souveraineté en Palestine.

Vivre des contradictions idéologiques est assez commun; le problème est qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question idéologique mais de choix politiques très concrets. Car pour exister, l'État Juif entre en confrontation avec l'environnement arabe, et plus particulièrement avec les Indigènes de Palestine. Il est donc contraint de s'appuyer sur une ou plusieurs grandes puissances (depuis 1967, c'est l'alliance stratégique avec les États-Unis d'Amérique) et de servir leurs intérêts stratégiques, y compris par des

moyens militaires, en échange de leur soutien militaire et économique. Le primat de l'existence nationale fait que pour les sionistes modérés, les valeurs de gauche sont presque toujours sacrifiées sur l'autel de la défense nationale et des alliances internationales qu'elle impose.

Ceci ne signifie pas que la société israélienne n'a pas connu de cassures profondes en son sein. Dans les années 80 et 90, Israël a été littéralement divisé en deux, à la fois autour de projets de société contradictoires (état juif ou état démocratique) et de la question d'un compromis territorial avec les Palestiniens, une division que certains ont même défini comme une guerre civile larvée. L'assassinat de Yitshak Rabin a démontré jusqu'où pouvait aller l'hostilité entre ces deux camps. Mais il a aussi marqué le début de la reconstruction d'un consensus national, sous l'égide de Shimon Pérès qui a fait le choix de la réconciliation nationale au détriment de la réconciliation avec les Palestiniens. Cette réconciliation s'est faite grâce à la démission de la gauche et à son renoncement à ses valeurs propres. Pourtant, pour mettre définitivement fin à la cassure interne et imposer les valeurs de la droite, il était nécessaire de créer un choc permettant de justifier cette démission.

Autodéfense contre les « nouveaux barbares »

Ce choc ne pouvait venir que de la gauche, et c'est à Ehoud Barak qu'a incombé de le provoquer [les méga-mensonges de Camp David, « nous leur proposons la moitié de Jérusalem, nous n'avons pas d'interlocuteur», etc?] afin de recréer un consensus, sur les valeurs de la droite.

Le consensus israélien que Barak a réussi à rebâtir avec son mensonge s'appuie sur une philosophie globale, celle du « choc des civilisations ». La dite civilisation judéo-chrétienne serait menacée par un ennemi global qu'on a d'abord défini comme le terrorisme islamiste pour devenir tout simplement l'Islam, comme religion, comme civilisation. Contre cette menace existentielle, la guerre préventive et permanente s'impose. C'est une guerre (préventive) d'autodéfense de la civilisation contre les nouveaux barbares, pour la démocratie, pour la laïcité, pour les femmes. Ce grand démocrate qu'est, comme on sait, Avigdor Liebermann se bat pour les Droits de l'homme, le rabbin intégriste Elie Yishai pour la laïcité et le vice-Premier ministre Haim Ramon – condamné pour harcèlement sexuel – pour les femmes! Ces valeurs méritent bien une guerre, et courageux mais pas téméraires, on s'en prend à la population civile de Gaza plutôt qu'à l'Iran...

Attaquer Gaza, c'était attaquer le Hamas, participer à la croisade néo-conservatrice contre l'Islam, d'autant plus que Barak Obama allait bientôt prendre le contrôle de la Maison-Blanche, et ce démocrate, Noir et d'ascendance musulmane n'est pas 100% fiable, surtout quand il annonce vouloir rencontrer le plus rapidement possible Hitler-Ahmadinejad. Cette conception du monde et de ses enjeux, est entièrement partagée par la gauche sioniste, et explique son soutien au carnage de Gaza. Cette gauche partage également une perception largement répandue dans la société israélienne de ce qu'est Gaza. Gaza n'est pas un territoire situé au sud-ouest de la Palestine, à quelques kilomètres d'Ashkelon; ce n'est pas non plus un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants. Gaza est un concept qui décrit une «entité», définie d'ailleurs officiellement par le gouvernement israélien comme «entité terroriste», il y a une demi-douzaine d'années. Quand on veut dire à quelqu'un «*va au diable!*» on dit, en Israël, «*va à Gaza!*»... Face à cette «entité», il n'y a pas de place pour le Droit ou pour les droits humains. Gaza a été officiellement «dé-civilisé»: pas de civils, pas de femmes et d'enfants, uniquement des terroristes qui se terrent dans leur entité terroriste.

C'est cette idéologie, partagée par tout le spectre politique israélien, qui a mis fin à l'existence d'une gauche sioniste israélienne, de ce qu'on a appelé «le mouvement de la Paix». Certes, comme l'écrit encore Gideon Lévy, «*en marge de ce bal masqué, il existe une autre gauche, la gauche marginale – déterminée et courageuse, mais minuscule et illégitime*». Mais précisément, à cause de la disparition de la gauche modérée, l'efficacité de cette gauche radicale a disparu. Entre 1982 et 2000, cette gauche radicale savait faire pression sur la gauche sioniste, et celle-ci, une fois mobilisée avait un réel impact sur les décisions gouvernementales. Sans la gauche sioniste, l'aile radicale, qui n'a pas disparu, loin s'en faut, redevient un mouvement de protestation, sans influence sur les choix politiques des dirigeants.

Le vide créé par la disparition définitive du mouvement de la paix sioniste impose de nouvelles responsabilités à l'aile radicale, en particulier celle qui consiste à savoir accueillir les nombreux militants de l'ex-mouvement de la paix qui refusent de suivre Ehoud Barak dans sa politique suicidaire. Le fait que la Paix Maintenant ait, pour la première fois, accepté de rejoindre la Coalition des mouvements (radicaux) contre l'occupation est à la fois un mauvais signe (preuve de sa faiblesse) et un bon présage pour l'avenir. Le fait qu'une partie de la direction du Meretz – ceux qui avaient défendu la position minoritaire qui s'opposait à l'agression contre

Gaza – ait rejoint nos rassemblements en est un autre. Il s'agit maintenant d'œuvrer à une reconstruction du mouvement contestataire, sans sectarisme mais, comme l'écrit encore Gideon Lévy, un mouvement qui devra cette fois «*remiser le sionisme au grenier*».

grenier

{note}

1 — Numéro du 12 février 2009

Le choix désastreux – et fort ancien – des sionistes de lier leur sort à l'Occident permet à Israël de justifier ses crimes à Gaza, fief « islamo-fasciste ».

L'Europe n'a rien à se reprocher

par EYAL SIVAN
février 2009

Alors que le cessez-le-feu s'installe progressivement dans la bande de Gaza en ruines, l'heure est venue de réfléchir aux images de la dernière manche sanglante qui s'est jouée entre Israéliens et Palestiniens. Deux images, séparées par les trois semaines de l'attaque israélienne sur la bande de Gaza, méritent l'analyse.

La première date du 28 décembre 2008, le premier jour de l'attaque israélienne sur Gaza. C'est la une du *Yedioth Aharonoth*, le journal le plus populaire d'Israël. En pleine page s'étale la photo d'un quartier en ruines, ses habitants affolés courant en tous sens. Un immense titre en caractères rouges : « 500 000 Israéliens sous bombardement ». Pourtant la photo a été prise dans un quartier de Gaza. Mais, ne trouvant pas d'image assez forte pour illustrer les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, le rédacteur en chef n'a pas hésité à faire cette mise en page. Bien avant toutes les images d'horreur en provenance de la bande de Gaza, cette composition macabre donnait le ton. Cette bataille-là se ferait sous le signe du cynisme.

La seconde photo a été prise le 19 janvier 2009, au lendemain de l'annonce du cessez-le-feu unilatéral par le gouvernement israélien. Alors même que les brasiers de Gaza brûlent encore, que les blessés crient leur douleur et que les morts n'ont pas tous été inhumés, on y voit Ehud Olmert, souriant, entouré de six chefs d'États européens venus apporter leur soutien à l'État d'Israël. Au-delà du cynisme, on peut comprendre le sens profond de cette image si on se souvient que déjà, à la fin du XIX^{ème} siècle, Theodor Herzl, père du sionisme politique, écrivait dans son livre programme *L'État des Juifs* : « Pour l'Europe, nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie. Nous serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie ».

Les États européens nous ont en effet réservé une place d'honneur parmi eux. « Juste retour de l'histoire » diront certains, à qui je réponds « négation totale de l'histoire ». Car en honorant le « nouveau Juif », celui rêvé par les sionistes et réalisé en Israël, le Juif combattant de la raison contre



l'obscurantisme, ces chefs d'États espèrent faire disparaître définitivement de l'espace européen la mémoire du Sémite, cet étranger venu de l'Est, juif barbu oriental, irrationnel et orthodoxe, pour ne pas dire fondamentaliste, qui fut persécuté et anéanti parce que non-européen, et donc sous-homme.

Si nous, Israéliens, avons la faveur des gouvernements européens et de la majorité de leurs populations, c'est grâce à notre intégrisme européen, à notre volonté de nous intégrer à tout prix dans l'Europe et d'adopter ses valeurs. Pour cela, nous sommes prêts à renier nos aïeux, dits sémites, autrefois stigmatisés comme judéo-bolchéviques, et à adopter des valeurs européennes qui prônent aujourd'hui une guerre sans merci contre les islamo-fascistes.

Les Européens, qui connaissent le « problème arabe » et sa radicalisation, compatissent avec les difficultés de l'État hébreu. Les cortèges des manifestations populaires dans les capitales européennes font craindre que de petites bandes de Gaza ne se constituent aux portes de ces grandes villes. Et qui mieux que les Européens sait à quel point un « problème sémite » peut fragiliser la stabilité du continent ?

Les nations européennes n'ont plus de culpabilité à avoir vis-à-vis des étrangers d'hier, ces barbus orientaux, car leurs descendants ont prouvé, enfin, qu'ils pouvaient eux aussi partager, comme on aime à dire aujourd'hui, les « valeurs judéo-chrétiennes ». Herzl le visionnaire avait prédit que « ... lorsque nous serons là-bas (en Orient), les Allemands seront bien obligés de constater que nous sommes des Allemands, et que nous avons toujours été des Allemands ». Bien avant la Seconde Guerre mondiale et ses horreurs, plusieurs années avant le ralliement massif de l'Europe au discours antisémite allemand, Herzl voyait dans l'Allemagne le paradigme du monde européen. Aujourd'hui, constatant le soutien des gouvernements européens, nous pouvons affirmer : « *Maintenant que nous sommes là-bas, ils voient que nous sommes des Européens et que nous l'avons toujours été* »...

Car nous aspirons à la paix. Nous agissons avec patience et rationalité. Nous ne faisons la guerre que lorsque nous n'avons plus d'autre choix. Quand nous tuons, c'est par légitime défense. Nous ne faisons que réagir et nous le faisons comme le ferait n'importe quel autre État normal. Nous agissons dans le cadre des conventions internationales. Nous n'utilisons

pas d'autres armes que celles employées par l'OTAN en Afghanistan, l'armée américaine à Faloujia ou l'armée russe en Tchetchénie. Nous déplorons toute perte civile et d'ailleurs nous avons nommé un secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, car l'humanitaire fait partie de nos principes. Seule démocratie européenne dans le Moyen-Orient arabe, nous tolérons que des voix s'élèvent contre notre majorité, entretenant ainsi à peu de frais notre fierté démocratique.

À tous ces intégristes juifs, israéliens ou non, qui tournent le dos au monde arabo-musulman pour s'intégrer à l'Europe, alors qu'il est peut-être déjà trop tard pour que la génération des enfants que nous avons humiliés, torturés, mutilés, rendus orphelins accepte de vivre en paix près de nos enfants, nous pourrions répéter les paroles du grand penseur juif Gershom Sholem mettant en garde les sionistes, dans les années 1920, contre le choix désastreux de se rallier à l'Occident. À propos de la révolution nationaliste arabe qui s'éveillait et à laquelle il appelait à se joindre, il écrivait : « *Même si les flammes de la révolution nous consomment, mieux vaut périr du bon côté des barricades* ».

barricades

Après Gaza, la région a besoin de temps pour retrouver les chemins de la politique et ouvrir les esprits à des idées neuves

Acheter du temps

par LEV LUIS GREENBERG
traduit par Frank Eskenazi

En 1998, je donnais, à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), un cours consacré à l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Après le débat, un professeur iranien en séjour à UCLA vint me voir et m'expliqua comment cet assassinat avait fait reculer les perspectives démocratiques dans son pays. Après l'élection de Bill Clinton et la reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens en 1993, les forces politiques libérales iraniennes furent autorisées à s'opposer aux religieux fondamentalistes anti-occidentaux. Mais le meurtre de Rabin avait entièrement modifié le climat politique iranien.

Cette conversation m'est revenue il y a quelques jours, en écoutant un prêtre catholique nigérian à l'institut Van Leer de Jérusalem. Il expliquait à l'assistance comment son travail pour la paix intérieure au Nigéria consistait, entre autres, à prier pour la paix entre Israéliens et Palestiniens. « *Quand vous éternuez ici, nous attrapons froid au Nigéria* » disait-il. « *Les musulmans s'identifient avec les Palestiniens et les chrétiens avec Israël. La guerre chez vous accroît immédiatement la tension au Nigéria.* »

Ce ne sont que deux exemples des innombrables répercussions du conflit israélo-palestinien, et pas seulement pour les pays arabes voisins. La guerre de Bush contre « l'axe du Mal » et le rôle central d'Israël dans celle-ci n'ont fait qu'aggraver la situation. Clairement, l'une des tâches les plus urgentes d'Obama, pour faire baisser la tension dans la région, est de calmer le conflit israélo-palestinien. S'il tient sa promesse de retirer les forces américaines d'Irak, mais échoue à apaiser les tensions ici, les plus extrémistes des groupes islamiques seront encouragés à poursuivre la lutte contre les alliés des Américains dans l'ensemble de la région. Pourquoi ? Il faut retenir les leçons du retrait israélien unilatéral du Liban en mai 2000 et de Gaza en août 2005 qui n'ont fait que provoquer une escalade de la violence : la seconde Intifada en octobre 2000, la seconde guerre du Liban en juillet 2006 et les récents événements de janvier 2009.

Les retraits unilatéraux ne reposant sur aucun accord politique préalable sont interprétés comme un succès de la résistance violente, plutôt que comme le fruit d'une politique de reconnaissance, de dialogue et de compromis, ce qui provoque de nouvelles confrontations meurtrières. Le retrait de l'Irak ne doit pas être négocié seulement avec les hommes politiques irakiens, il doit être le résultat d'une vision plus large du Moyen-Orient, en raison de l'influence américaine sur toute cette zone. Cette vision doit inclure l'Iran, la Syrie, le Liban, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie



Saoudite, la Turquie et bien sûr Israël et la Palestine. Sans une nouvelle vision américaine de la paix dans notre région, le retrait d'Irak peut être un désastre et provoquer une escalade de la violence, tout comme l'ont fait les différents retraits israéliens. La leçon à retenir d'Israël, c'est que les troupes américaines doivent bien sûr quitter l'Irak. Mais la question est de savoir comment.

Il y a un débat entre deux écoles à l'intérieur de la nouvelle administration américaine sur les chances de succès d'une médiation entre Israéliens et Palestiniens dans la conjoncture politique actuelle. L'école la plus pessimiste¹ argumente non sans raison que les relations entre Israël et Palestine et les changements régionaux, ces huit dernières années, rendent impossible pour l'heure un compromis historique. Par contre, une approche plus optimiste² recommande fermement que les États-Unis appuient une solution à deux États tout en menant des négociations avec l'Iran. Selon ses avocats, un double mouvement diplomatique est nécessaire afin de prévenir les dangers d'un retrait unilatéral d'Irak. Pour moi, ces deux écoles ont en partie raison. L'école optimiste a raison de dire que, sans un accord israélo-palestinien, un retrait américain d'Irak est dangereux ; mais les pessimistes ne peuvent être contredits lorsqu'ils affirment que, dans la situation politique actuelle, les chances de la paix sont minces.

Si l'on observe les résultats des récentes élections en Israël, aucun des grands partis politiques n'est prêt à reconnaître le gouvernement élu palestinien, dirigé par le Hamas, ni à négocier avec lui, et encore moins à faire des compromis. En outre, les Palestiniens sont divisés physiquement et politiquement sans perspective proche de réconciliation. Sans une intervention internationale massive, la tension pourrait être aisément réanimée, menant à d'autres morts et destructions. Quoi qu'il en soit, se précipiter pour envoyer le sénateur Mitchell sur place et accepter le boycott israélien du Hamas semble être un mauvais signal. La principale question n'est pas de savoir si quelque chose doit être rapidement fait, mais quoi.

Dans la conjoncture actuelle, toute pression pour des négociations directes pour un règlement permanent du conflit et la création d'un État palestinien ne peut qu'échouer. D'ailleurs, si les Israéliens continuent à régner sur les Palestiniens, à exproprier leurs terres, contrôler leurs mouvements et empêcher l'entrée des marchandises, la résurrection de la résistance palestinienne n'est qu'une question de temps. Dans cette situation, le Moyen-Orient a besoin de temps jusqu'à ce que des négociations sereines puissent être envisagées. Une période significative de non-violence est

nécessaire pour faire de la politique, pour faciliter la réflexion, pour ouvrir les esprits à des idées neuves, à des visions, et consolider les coalitions pacifiques des deux côtés. Afin d'y parvenir, un cessez-le-feu n'est pas suffisant, un accord de non-agression sur deux à trois ans est nécessaire. Pendant cette période, beaucoup de choses peuvent être accomplies : un « Plan Marshall » pour la reconstruction de la Palestine doit être lancé, un nouveau deal économique doit permettre aux Palestiniens d'importer librement des marchandises, le développement des colonies et du mur de séparation israélien doit être stoppé et un désarmement complet des territoires doit être accepté afin de faciliter l'entrée de forces internationales d'interposition.

Si l'on n'apaise pas les sentiments de peur, de haine et de revanche, aucune reconnaissance ni aucun compromis ne seront possibles. Obama a besoin d'acheter du temps afin d'aider Israéliens et Palestiniens à guérir de huit années de violence, de mort et de désespoir.

désespoir

notes

1 — Représentée récemment par Robert Malley et Hussein Agha (www.nybooks.com/articles/22230)

2 — Richard N. Haass & Martin Indyk *Beyond Iraq in Foreign Affairs*, janvier/février 2009.

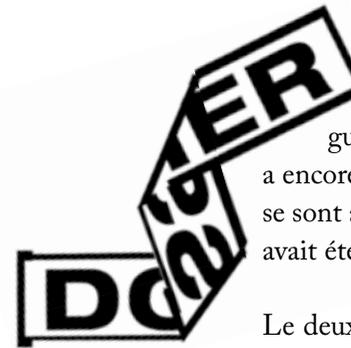
NOUS N'AVONS RIEN GAGNE ET TOUT PERDU

Militaire, stratégique, politique, technique :
au delà du rideau de fumée de la propagande israélienne,
l'échec de l'expédition de Gaza est absolu.

par GIDEON LEVY

publié dans Haaret'z, 22 janvier 2009
traduit de l'hébreu par Catherine Neuve-Église

Le dernier de nos soldats est à peine rentré de Gaza, mais on peut être déjà sûr d'une chose : ils sont allés là-bas pour rien. Cette guerre s'est soldée par un échec total pour Israël. Il ne s'agit pas seulement de sa profonde défaillance morale, ce qui en soi est déjà gravissime, mais aussi de son incapacité à atteindre les objectifs annoncés. Autrement dit, nous n'avons rien gagné et tout perdu. Nous n'avons rien gagné dans cette guerre sinon des centaines de tombes, dont certaines sont toutes petites, des milliers d'invalides, des destructions massives et une image d'Israël ternie. Cette défaite, annoncée par une minorité au début de la guerre, va apparaître dans toute son ampleur dès que les trompettes de la victoire se seront tues.



Le premier objectif de cette guerre était de mettre fin aux tirs de Kassam. Or ils se sont poursuivis jusqu'au dernier jour de la guerre et les responsables de la Sécurité estiment que le Hamas en a encore un millier en sa possession. Dans le passé, les tirs de Kassam ne se sont arrêtés qu'à la suite d'un accord de cessez-le-feu. Or un tel accord avait été obtenu en juin dernier sans qu'il soit besoin de guerre.

Le deuxième objectif de cette guerre – mettre fin à la contrebande – n'a pas été atteint non plus. La direction du Service de Sécurité générale (Shabak) a déjà estimé qu'elle allait reprendre dans les deux mois. Cette contrebande s'est organisée avant tout pour pallier la pénurie dont souffre la population étranglée par le blocus, et accessoirement pour faire passer des armes. Même en prenant pour argent comptant la campagne d'intoxication qui exagère le danger qu'elle représente, il faut bien reconnaître que la guerre a apporté la preuve que les armes qui transitaient par les tunnels¹ étaient rudimentaires et peu nombreuses. Elles continueront à passer en dépit de tous les mémorandums ridicules échangés avec les États-Unis.

On peut douter qu'Israël ait atteint son troisième objectif. La dissuasion ? Mon œil ! La Seconde guerre du Liban, qui se voulait dissuasive, n'a pas infléchi le Hamas d'un poil. L'effet dissuasif de nos récentes opérations à Gaza est tout aussi illusoire : il y a toujours des tirs sporadiques [depuis Gaza], y compris ces derniers jours.

Le quatrième objectif, non avoué celui-là, n'a pas été atteint non plus : Tsahal n'a pas restauré sa puissance. L'armée a été incapable de faire preuve

d'efficacité dans une guerre qui n'en était pas une, contre une organisation de va-nu-pieds équipés d'armes artisanales et n'opposant guère de résistance frontale, une armée à la David [contre Goliath]. Les récits héroïques et les hymnes à la gloire de la « victoire militaire » n'y changeront rien : les pilotes n'ont fait que des vols d'entraînement, et l'armée de terre, des exercices de mobilisation et de maniement d'armes. Le fait que les généraux et les analystes qualifient une telle opération de « réussite militaire » est tout simplement grotesque.

Nous n'avons pas affaibli le Hamas. La grande majorité de ses combattants est indemne et le soutien populaire dont il bénéficie ne pourra que croître. Cette guerre a renforcé l'esprit de solidarité et la détermination. Notre pays qui a formé des générations dans l'esprit « du petit groupe face aux nombreux ennemis ligués contre lui » est bien placé pour apprécier ces valeurs. Dans cette guerre, il n'est pas difficile de savoir qui était David et qui était Goliath. Après avoir encaissé un coup si brutal, la population de Gaza ne risque pas de se montrer plus modérée, au contraire. Le sentiment national va se focaliser encore plus contre ce qui le brime cruellement : l'État d'Israël. Chez nous, l'opinion publique vire un peu plus à droite après chaque attentat. Il en ira de même là-bas, surtout après le « méga attentat » que nous venons de leur infliger.

Si quelqu'un est sorti affaibli de cette guerre, c'est bien le Fatah. Le fait qu'il ait quitté et abandonné Gaza acquiert une portée supplémentaire. À la liste des échecs de la guerre, il faut ajouter celui de la politique du blocus et du boycott de Gaza. On savait depuis longtemps que ça ne changerait rien : le monde la boycottait, Israël l'assiégeait et mais le Hamas la dirigeait (et le fait toujours).

Mais du point de vue d'Israël, le bilan de cette guerre ne se limite pas à l'absence de résultats. Le pays a déjà payé un lourd tribut et ce n'est pas fini. Quant à la place d'Israël sur la scène internationale, ne nous laissons pas leurrer par la démonstration de soutien des dirigeants européens venus poser avec Ehoud Olmert pour une photo de presse. Les actes commis par Israël ont gravement entamé le soutien dont nous jouissons dans l'opinion publique internationale. Même si cela ne s'est pas immédiatement traduit sur le plan politique, le retour de bâton ne manquera pas de se faire sentir un jour. Le monde entier a vu les images. Elles ont choqué tout le monde même si la plupart des Israéliens sont restés de

insatiables

marbre. La conclusion est claire : Israël est un pays agressif et dangereux, dénué de toute retenue, un État qui ignore ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et méprise le droit international. Les enquêtes sont en cours. Le pire sera l'atteinte à notre image morale quand on aura répondu aux questions difficiles sur ce que Tsahal a fait à Gaza, des questions qu'on commence à se poser ici malgré une campagne de communication destinée à orienter et brouiller l'information.

Finalement, qu'est-ce que nous retirons de tout ça ? Pour une guerre déclenchée d'abord pour des raisons de politique intérieure, nous avons réussi au-delà de toute espérance. Pourquoi Benyamin Netanyahu progresse-t-il dans les sondages ? Parce qu'en matière de guerre, nous sommes insatiables.

Extrait de *Gaza, 2006-2009*,
Chroniques pour Haaretz
À paraître aux éditions La Fabrique

{note

1 — Ces tunnels, creusés au sud de Gaza et débouchant en Égypte, passent sous le couloir de Philadelphie — une bande de terre à la frontière égyptienne placée sous contrôle militaire israélien en vertu des accords d'Oslo de 1993.

islame

Un groupe de 65 députés français a souhaité l'interdiction du port de la burqa. Il s'agit une fois de plus de parler au nom d'autrui, c'est-à-dire d'abord au nom des femmes, au nom des musulmanes. Mais les femmes arabes ou musulmanes occupent-elles une place si mineure dans leurs sociétés ?

Est-ce dû à la position de l'Islam envers les femmes ? La femme musulmane est devenue un emblème dont elle a sans cesse à se justifier. Face à l'Islam et face à notre « modernité ». Dans tous les pays musulmans pourtant, des pensées féministes développent une intelligence et une sensibilité que nous ferions bien d'écouter. À quelles conditions un féminisme islamique est-il possible ? Derrière nos vieux débats, c'est le monde de demain qui s'écrit ici.

NAHLA CHAHAL

Professeur de sociologie politique, chercheur et éditorialiste dans des journaux arabes (*al Hayat*, *Assafir*, *al Akhbar*), elle a été un des directeurs de la publication du journal *Al Hurria*, et membre du bureau politique de l'organisation d'action communiste au Liban (OACL).

Elle est actuellement la coordinatrice de la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP).

Elle a notamment publié :

- *La tourmente et l'oubli* dans *Femmes et guerres*, N°17 de *Confluences méditerranéennes*, 1996.
- *Constat sur le cas syrien* dans *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Masson, 1997.
- *La formidable capacité d'intégration du système libanais*, dans *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale*, CERI, Paris, 2003.
- *Une irakité latente et en devenir*, dans *Irak, le Moyen-Orient sous le choc*, l'Harmattan, Paris, 2004.

ASMA LAMRABET

Figure majeure du féminisme islamique, marocaine, médecin à Rabat, Asma Lamrabet a fondé en 2008 et préside le Groupe international d'étude et de réflexion sur la femme en Islam (GIERFI)¹. Elle a publié *Musulmane tout simplement* en 2002, et *Aïcha, épouse du Prophète ou l'Islam au féminin*² en 2003, ainsi que de nombreux articles sur la problématique de la femme en islam. Son dernier ouvrage, publié en 2007, *Le Coran et les femmes : une lecture de libération*³ révèle une pensée féministe musulmane ancrée tant dans la perspective d'un féminisme universel pluriel que dans une démarche de proximité et de retour aux sources⁴ de l'islam. Sa pensée et son engagement expriment une volonté de réappropriation du savoir et du discours sur les femmes par elles-mêmes, tant dans le domaine des sciences islamiques qu'à l'intérieur de la pensée féministe dans son ensemble.

1 — <http://www.gierfi.com>

2 — Aux éditions Tawhid.

3 — Aux éditions Tawhid.

4 — Coran et Sunna (tradition prophétique)

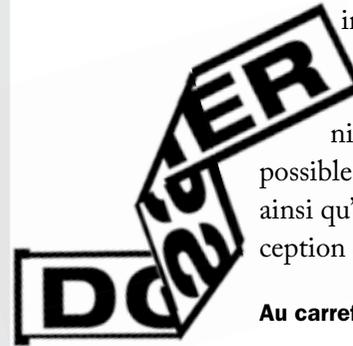
ZAHRA ALI

Zahra Ali préside depuis 2006 l'association Al Houda, l'Association des Femmes Musulmanes de Rennes, qui existe depuis 1995, et s'inscrit dans la dynamique *Présence Musulmane* qui œuvre pour une contribution et une participation citoyenne active des musulmans à l'essor de la société. Elle a été la première vice-présidente, au côté de Christine Delphy, du Collectif des Féministes pour l'Égalité et a participé au collectif une École Pour Tou-tes-s, créés en réaction au projet de loi adoptée le 15 mars 2004 interdisant les signes religieux, notamment le foulard islamique, à l'école. Elle poursuit actuellement un Master 2 de sociologie mention « Genre » à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Ses recherches portent sur l'émergence d'une conscience féministe musulmane en France.

L'islam féministe

Tout comme le féminisme occidental, «l'Islam originel» porte un message libérateur et émancipateur pour les femmes.

par ZAHRA ALI



Au confluent d'histoires et de luttes qui semblent se contredire, à la croisée d'identités perçues comme paradoxales, les féministes musulmanes interrogent, et dérangent. Ici, on questionne le caractère «féministe» d'une religiosité revendiquée, là le caractère «islamique» d'un concept appartenant à l'Autre occidental. Ainsi le «féminisme islamique» ne se pose qu'en terme interrogatif: «est-t-il possible?», «existe-t-il?». Il s'agit ici de répondre à ces questionnements ainsi qu'à leurs présupposés, à partir de notre expérience et de notre conception du féminisme islamique.

Au carrefour de plusieurs héritages

Entre dogmatisme et essentialisme

Ouvrir le débat autour de la question des femmes en islam se heurte à de nombreux écueils. Cette question de civilisation, pointée du doigt durant la colonisation pour justifier l'ambition civilisatrice de l'Occident en terre musulmane, est aujourd'hui traitée à travers le prisme de l'actualité internationale, il est ainsi difficile d'aborder la question du statut et des droits des femmes musulmanes de manière objective et au-delà des postures idéologiques. D'un côté, de nombreux musulmans affirment qu'à ce sujet, tout a déjà été fait et dit par les *savants* du passé, aucune évolution n'étant nécessaire ni possible. De l'autre, c'est l'islam qui doit «évoluer» et se plier aux exigences du monde et de la modernité occidentale. Entre ces deux postures, des féministes musulmanes protestent contre l'instrumentalisation de leur cause et tentent de s'approprier le discours sur leur identité et leurs droits. Elles mettent en avant la nécessité d'une réforme de fond du discours et de la pensée islamique sur leur statut, réforme à laquelle elles souhaitent participer activement et à tous les niveaux. Elles souhaitent être *sujet* et non plus *objet* de leur propre cause et de leur propre histoire, en étant critique vis-à-vis de ceux qui, d'Occident ou d'ailleurs, musulmans ou non-musulmans, tentent de leur imposer un modèle de vie et de comportement.

Notre conception du féminisme islamique se place dans la continuité de la pensée *réformiste* musulmane, qui a tenté par la pratique de l'*ijtihad*¹ de permettre aux musulmans de faire face aux défis et évolutions du monde tout en restant fidèle aux valeurs de l'islam. C'est le dogmatisme, la sacralisation des interprétations et des lectures forgées à travers le temps et l'histoire par des savants musulmans que nous remettons en question, au

profit d'une lecture dynamique et contextuelle de l'islam. Cette démarche considère les textes scripturaires et la raison comme deux éléments indissociables et complémentaires, l'*ijtihad* permettant la lecture des textes religieux dans l'intelligence du contexte. L'attachement est à la fidélité aux principes généraux, au sens, aux objectifs exprimés par les sources de l'islam², et non à la littéralité de celles-ci, à la *Shari'a* au sens de *Voie* et non de *Loi*³. Il s'agit de remettre en question les avis et interprétations religieuses imprégnés de sexisme, formulés dans des contextes patriarcaux. C'est par le *retour aux sources religieuses originelles* que nous trouvons les moyens de notre émancipation, dans la remise en question des essentialismes et dogmatismes attribuant au religieux ce qui n'est que le fruit de contextes culturels imprégnés de domination masculine.

L'expression *féministe* de notre engagement a pour effet de déconstruire une posture essentialiste, celle qui d'une part attribuerait au *féminisme* un sens et une réalité proprement occidentaux, et qui d'autre part partant de cette considération appréhende l'islam comme antinomique au féminisme, ou devant parachever *son retard d'évolution* pour atteindre le modèle occidental. Ainsi, les discours relayant le choc des civilisations trouvent des échos sur l'une et l'autre rive. Ceux parmi les musulmans considérant *féminisme* et *islam* comme antinomiques de par l'origine occidentale du premier, et de nombreux occidentaux, ou occidentalisés, qui considèrent que la seule voie possible pour une intégration de l'islam à l'occident et sa modernité est son évolution vers la désacralisation de ses sources et par là même de ses autorités. Or, considérer de fait l'islam et le féminisme comme paradoxaux est une posture qui essentialise l'un et l'autre : l'islam serait une réalité statique, fondamentalement dogmatique, intrinsèquement sexiste, le féminisme un modèle unique, avatar d'une modernité normative. Les présupposés de ces postures cristallisent les tensions, et mettent fin à toute autre conception de l'islam, du féminisme, de la modernité et de l'Occident de manière générale.

Avant toute chose, nous considérons le féminisme comme une *pratique*, et non un concept théorique, une manière d'être et d'agir visant à promouvoir l'émancipation des femmes à travers la lutte autour de valeurs universelles de justice et d'égalité, nous ne pouvons donc souscrire à l'idée qu'il serait l'apanage de l'histoire occidentale. De la même manière, nous contestons la définition normative de la modernité, l'opposant à toutes expressions religieuses et faisant du modèle occidental l'ultime voie à

suivre pour le reste du monde, ou au contraire l'Autre contre lequel il faudrait à tout prix s'opposer.

Féministe musulmane d'occident

Le féminisme occidental est le mouvement collectif de lutte pour les droits des femmes dans la reconnaissance du caractère systémique de leur oppression, et du fait que l'infériorisation des femmes n'est pas justifiable par la nature, mais peut être renversée par la lutte politique. Le féminisme en tant que tel existe depuis la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et naît d'une critique de l'écart existant entre la revendication universelle des droits humains et la réalité des inégalités subies par les femmes. Ainsi, le féminisme occidental s'inscrit dans les théories de la formulation juridique des droits à la personne, à relier avec les révolutions américaines et françaises. Il est ainsi né avec les idéaux des déclarations universelles des droits humains, et donc avec une modernité construite autour de la reconnaissance de l'individualité et de l'autonomie du sujet, qui dans le contexte occidental s'est articulé avec une forme de libération de l'autorité religieuse et de ses dogmatismes. Bien que des femmes catholiques et juives aient articulé un féminisme imprégné de croyance religieuse, il serait faux de ne pas reconnaître que cette dynamique historique s'est caractérisée par un rejet du religieux, au moins dans ses formes institutionnelles. Cette remise en cause de l'ordre religieux a permis l'affirmation de l'autonomie des individus, de leur naturelle égalité⁴, et la formulation de lois issues de la rationalité humaine.

Le *féminisme* comme expression de la modernité occidentale est dès lors rejeté comme l'a été un temps le terme de *démocratie* par de nombreux musulmans⁵. Il serait synonyme de cette modernité qui s'est exprimée par le rejet de la Transcendance, et qui de ce fait devrait être rejeté car opposé à la conception musulmane fondée sur le fait que c'est Dieu qui fixe les *principes supérieurs* qui orientent la vie humaine. Pour rester fidèle à la conception musulmane, on ne pourrait donc pas utiliser des concepts issus d'un cadre idéologique fondé sur le primat de la raison humaine au-dessus de toute chose. Il est certain que la conception musulmane diffère en de nombreux aspects de la conception occidentale, les processus historiques étant différents. Les musulmans considèrent l'attachement aux sources⁶ qui fixent la *Voie* qui oriente la vie humaine. C'est Dieu qui possède l'autorité suprême, qui fixe des principes généraux et non pas tolère mais *nécessite* la raison humaine pour comprendre et appliquer ces

principes. Ainsi, la conception islamique considère que textes et raison se complètent et l'histoire musulmane, jalonnée par cette complémentarité religion-raison, a encouragé la démarche expérimentale et scientifique. L'histoire occidentale, elle, s'est construite dans un cadre où le religieux a opprimé par son dogmatisme, par son refus du plein exercice de la raison humaine et donc du progrès scientifique, à partir de l'opposition paradigmatique religion/raison.

Cependant, en tant que femme musulmane d'Occident, nous nous plaçons au confluent de ces deux héritages : nous considérons nôtre l'héritage intellectuel et culturel de la modernité et du féminisme occidental, tout comme l'héritage spirituel et religieux de l'islam et de sa civilisation. Mais nous ne nous plaçons pas en simple *réceptrice*, notre vision de la modernité et de l'islam est dynamique, et nous sommes critiques quant aux lectures et interprétations du religieux qui dénaturent ce que nous considérons être le message d'égalité et de justice prôné par l'islam. De la même manière, nous faisons nôtre ce qui dans la modernité nous paraît être en cohérence avec nos valeurs et principes spirituels. D'un côté, la religion musulmane est le cadre culturel, philosophique et spirituel auquel nous sommes attachés et dont la fidélité exige un constant effort de la raison pour vivre en intelligence avec notre temps. De l'autre, l'Europe est notre cadre culturel, notre espace d'appartenance et d'identité citoyenne, dans lequel nous souhaitons vivre dans la contribution et l'appropriation critique quant à ce qui contredirait nos valeurs.

Ainsi, notre *ijtihad* s'applique tant sur l'islam que sur la modernité, notre féminisme étant à la fois héritier du féminisme occidental et des valeurs d'égalité et de justice qu'il véhicule, et à la fois de l'islam dit *originel*. Cet islam qui, contextualisé et débarrassé d'une lecture littéraliste, prône des principes fondamentalement égalitaristes issus du Coran et de la tradition prophétique, porteurs d'un message libérateur et émancipateur pour les femmes. Et nous sommes à la fois critique de la pensée musulmane fondée sur des présupposés sexistes, et de l'histoire féministe en rupture avec les aspirations religieuses et spirituelles.

Féministes musulmanes européennes ou le questionnement conceptuel de la modernité occidentale

Le féminisme islamique porté par des femmes musulmanes européennes a pour effet de recomposer un certain nombre de problématique et de concept. En effet, beaucoup se demandent : qu'en est-il de l'identité occidentale

lorsque des femmes se considèrent musulmanes et européennes ? Et qu'en est-il de la modernité séculière lorsque des femmes revendiquent une démarche féministe fondée sur le religieux ? Force est de constater que ces questions présupposent l'opposition séculier/religieux et Occident/Islam, et traduisent la confusion régnante entre le subjectif et l'objectif, l'identitaire et le politique, le relatif et le normatif. Ainsi, tout en approuvant le cadre séculier, des femmes musulmanes s'engagent en mobilisant un registre de justification de leurs actions émanant de convictions religieuses, au même titre que des personnes mobilisant un référentiel politique, philosophique détaché de toute religiosité.

Ainsi, le séculier ne s'oppose pas au religieux, il est un cadre politico-philosophique qui place le religieux à égalité avec d'autres registres d'appartenance et de motivation. Dans le cas contraire, le séculier serait un cadre normatif qui par définition s'opposerait à toutes expressions publiques de convictions religieuses, impliquant l'imposition d'un modèle défini comme a-religieux. De manière générale, si l'Occident se définit par opposition à l'Islam, le principe de la non-religiosité musulmane comme condition d'appartenance est posé tel un modèle normatif de son identité. L'Islam – en tant que civilisation⁷ – et l'islam – en tant que religion – seraient des réalités essentiellement et ontologiquement opposées à la modernité occidentale qui serait soit à *un stade supérieur d'évolution*, soit un modèle prédéfini et statique.

Le fait que de nombreux citoyens affirment être musulmans européens est une prise en considération de la pluralité et de la diversité des registres d'appartenance qui peuvent composer la modernité occidentale. L'islam est ainsi appréhendé comme une réalité dynamique s'appropriant la modernité, mais étant aussi approprié par elle. D'un point de vue sociologique, on peut citer les travaux de Nilüfer Göle⁸ qui à travers l'exemple de la Turquie illustre l'« interpénétration » et l'appropriation mutuelle entre l'islam et l'Europe, notamment à travers la question du genre et de l'engagement des femmes musulmanes voilées dans les espaces de la modernité. Pour Göle, tout comme le mouvement féministe occidental a recomposé les sphères public/privé en affirmant que *le personnel est politique*, les « personnalités féminines musulmanes » en posant l'espace du *mahram*⁹ dans l'espace public à travers le port du voile, contribuent à un questionnement des sphères de la modernité. Du point de vue islamologique, Tariq Ramadan¹⁰ a montré non seulement l'adéquation possible entre l'islam et l'Occident, mais aussi les apports des musulmans occidentaux tant au

projet de modernité qu'à la pensée musulmane dans son ensemble. La présence musulmane en Occident questionne et redéfinit sa modernité dans une perspective intégratrice du religieux et non plus oppositionnel. L'islam, par sa réalité occidentale, se pense comme un cadre dynamique, s'adaptant au contexte, et se posant comme force de proposition et de transformation de la modernité occidentale.

Des postures féministes musulmanes

Postures égalitaristes et champ islamique

On peut ramener au nombre de trois les postures égalitaristes existant à l'intérieur du champ islamique contemporain : la première posture que nous qualifierons de *réformiste traditionnelle* ou *classique*¹¹ est la plus répandue et majoritaire parmi les *savants musulmans aux vues les plus égalitaristes*. Elle consiste à dire que le statut des femmes est clairement exprimé par les sources religieuses qui affirment qu'hommes et femmes sont égaux *spirituellement*, mais que leurs particularités biologiques les poussent à assumer des rôles différents, et à avoir des *droits* et des *devoirs* non pas égaux, mais *équivalents*. Cette posture exprime le plus souvent les rapports sociaux de sexe à l'intérieur du cadre familial, et en terme de *fonctions* et *rôles* sexuels. Parmi les tenants de cette posture, des penseurs et savants du monde musulman ont réaffirmé le caractère dynamique et évolutif de la jurisprudence musulmane. On peut retenir de cette génération de savants une œuvre pionnière, parue dans les années 1990 : *Tahrir al-mar'a fi 'asr al-rissala – La libération de la femme au temps de la révélation* – de 'Abdel-Halim Abou Chouqqa¹². De cet ouvrage majeur, ainsi que des écrits de nombreux savants contemporains, on peut clairement identifier le souci, à travers le retour aux sources originelles de l'islam, de faire émerger des principes fondamentalement égalitaristes.

Nous appellerons la seconde posture, qui est celle que nous défendons, *réformiste radicale*¹³ : se considérant héritière de la pensée *réformiste classique*, elle appelle à une réforme de fond intégrant les sciences sociales à l'élaboration de la jurisprudence islamique concernant la question féminine. Cette posture est tout autant attachée aux sources religieuses et à leur sacralité que la première, mais elle pousse la réflexion jusqu'aux questionnements des sources du *fiqh* (droit et jurisprudence) et non plus seulement sur le droit lui-même, cherchant à donner une définition plus complexe des *principes supérieurs* qui orientent l'élaboration de la

jurisprudence¹⁴ (*maqasid ash-shari'a*). Ici, la question du statut des femmes est appréhendée de manière radicalement différente de la pensée religieuse classique : il n'est plus question de *droits* et *devoirs*, ni de *rôles* ou *fonctions* sociales de sexe, mais d'*être*, de *sujet* de sexe féminin et masculin fondamentalement égaux au-delà des contextes culturels et sociaux. Ici est formulée une remise en question de l'imprégnation patriarcale et sexiste de la constitution même de la jurisprudence musulmane, une critique en amont des grilles de lectures culturelles et contextuelles à travers lesquelles se sont pensées la conception et les prescriptions religieuses relatives aux rapports sociaux de sexe.

Nous qualifierons la troisième de *réformiste libérale*¹⁵, c'est plus fréquemment la posture des féministes de culture musulmane, c'est-à-dire de femmes musulmanes féministes socialisées dans un cadre religieux musulman sans en revendiquer nécessairement une pratique telle que définie par l'orthodoxie, mais se considérant de culture et/ou de religion musulmane. Cette posture est plus ou moins attachée aux textes religieux, elle appréhende l'islam comme un ensemble de principes philosophiques et éthiques ne nécessitant pas obligatoirement une jurisprudence, se vivant et se formulant de manière subjective au-delà des prescriptions légales et formelles. Les tenants de cette posture appréhendent les rapports sociaux de sexe comme des construits sociaux, et la conception musulmane traditionnelle comme une déformation patriarcale du fondement égalitariste des sexes. Ici, à travers l'usage de l'anthropologie notamment, on remet en question la genèse de la différence et de la hiérarchisation des sexes, relayées par le système religieux patriarcal.

Postures islamiques et champ occidental

À l'intérieur du paysage féministe musulman, les positionnements par rapport au féminisme développée en Occident sont multiples, on peut identifier encore une fois trois postures. La première est le *rejet* pur et simple du féminisme occidental dans son ensemble, comme un mouvement et un concept formulés à l'intérieur d'un cadre de pensée matérialiste. À cette critique paradigmatique s'ajoute une remise en question politique par la dénonciation du féminisme colonial, c'est-à-dire de l'instrumentalisation du féminisme au profit de la domination politique et culturelle occidentale. Les tenants de ce positionnement refusent l'usage du terme *féminisme* et de son qualificatif considérant qu'il ne reflète pas leur démarche tant sur le plan spirituel que politique et culturel. Ici, c'est en

tant qu'issu d'un cadre global que le *féminisme* est rejeté, il est appréhendé de manière assez simpliste comme le mouvement de « la guerre des sexes » faisant la promotion de la débauche sexuelle et non dans sa pluralité et ses divers courants de pensée par des musulmans conservateurs et des tenants de la pensée *réformiste classique*. On trouve aussi cette posture de rejet, avec plus de nuance, chez certains tenants de la posture *réformiste radicale*, dès lors le qualificatif *féministe* est utilisé de manière générique, comme une pratique, une lutte pour les droits des femmes ne renvoyant pas au féminisme occidental.

Le second positionnement se retrouve le plus souvent dans la posture *réformiste radicale*, les figures de cette posture n'insistant pas nécessairement, ni ne rejetant radicalement le terme *féminisme*. Les féministes musulmanes occidentales se revendiquent héritières du féminisme dans sa globalité, comme une lutte posant des questionnements pertinents sur les représentations et pratiques infériorisantes des femmes, et prennent en compte le féminisme occidental dans sa complexité et la pluralité de ses courants. Elles se considèrent proches du courant féministe « différentialiste »¹⁶ et leur solidarité de principe avec les féministes occidentales n'empêche pas leur critique du féminisme colonial et postcolonial, ainsi que de la tendance matérialiste du féminisme en Occident. Elles se disent ou non féministes en fonction de leurs interlocuteurs et de la pédagogie nécessaire à la compréhension de leur démarche. Plus globalement, au delà des frontières occidentales, des féministes musulmanes considèrent comme un héritage commun toutes les formes de luttes contre la domination masculine, qu'elles soient ou non formulées et conceptualisées en Occident.

Enfin, nous retrouvons la posture des féministes musulmanes occidentales et occidentalisées considérant les formes et modalités empruntées par les féministes en Occident comme exemplaires. Les tenantes de ce positionnement se retrouvent souvent dans la posture *réformiste libérale*, elles considèrent que l'islam doit pour se débarrasser de sa logique patriarcale se libérer de l'autorité de ses sources et de son cadre juridique. L'islam étant un cadre philosophique et éthique, il serait vain d'y chercher des ressources juridiques quant aux rapports sociaux de sexe, la jurisprudence établie étant un cadre humain construit sur la base de la domination masculine, dont la remise en cause passe par la désacralisation de ses sources.

Un féminisme de l'universel et des mouvements féministes

Entre ceux qui refusent l'usage du terme, et ceux qui le revendiquent, en passant par ceux qui en font un usage critique, il est clair qu'au-delà de la terminologie il s'agit de prendre acte des différentes définitions et appréhensions du concept de féminisme. Les définitions oscillent entre le fait de considérer le féminisme comme un mouvement historique daté, avatar d'une modernité occidentale construite dans le rejet du religieux, ou comme une *pratique* visant à promouvoir l'émancipation féminine dont les élaborations théoriques proviennent essentiellement du monde occidental qui a fourni un modèle de référence en terme de conceptualisation politique. Pour nous, la question de l'oppression des femmes n'étant pas l'apanage d'une société ou d'une aire culturelle, elle a bien une réalité universelle, ce qui implique l'universalité de toutes les formes de résistance à cette oppression. Mais cette oppression prend aussi des formes différentes selon les contextes et les sociétés, ce qui implique que les luttes féministes soient par définition plurielles. Ainsi malgré la diversité de ses formes et de ses expressions, le féminisme se définirait comme une *dynamique* cherchant à remettre en question la domination masculine dans des mouvements de lutte pour l'émancipation et l'égalité. Le féminisme est donc une *cause universelle* qui appartient à toutes les femmes, qui l'articulent dans des contextes sociaux et culturels différents. Selon les contextes, le féminisme prendrait des modalités multiples, s'articuleraient autour de revendications différentes, certaines axées sur des questions plus sociales, ethniques ou religieuses, comportant différentes conceptions de la différence des sexes. *Les mouvements féministes* ne représentent pas un bloc monolithique, mais regroupent plutôt une multiplicité de conceptions allant de la plus universaliste à la plus différentialiste, de la plus matérialiste à la plus spirituelle.

La question de l'imbrication de la lutte contre le racisme à celle contre le sexisme est prioritaire dans certains contextes, auxquels s'ajoute la lutte contre la domination de classe. À cet égard, les féministes noires américaines ont articulé différemment leur engagement des féministes blanches américaines et françaises, de même que les mouvements féministes du Sud ont pris des formes bien différentes des mouvements féministes occidentaux. Les femmes algériennes, et égyptiennes ont quant à elles articulé leurs revendications féministes avec les luttes anti-coloniales, leurs revendications avaient toujours d'une manière ou d'une autre des racines

et des expressions religieuses. Ainsi, affirmer qu'il existe et qu'il a bel et bien existé plusieurs modèles, et modalités de luttes pour l'émancipation des femmes qui peuvent prendre d'autres formes que celles développées en Occident, c'est-à-dire des formes religieuses, politiques et culturelles différentes est fondamental dans la remise en question des rapports de domination et dans la volonté de dépasser les binarités telles que celles relevant de l'opposition Occident/Islam.

Pour conclure, il nous semble important de mettre en évidence la nécessité de la prise en considération de la complexité, voire de l'hybridité des identités contemporaines : il n'y a pas d'un côté les femmes occidentales, et de l'autre les femmes non-occidentales, les frontières sont aujourd'hui poreuses, ni les femmes musulmanes, ni les femmes non-musulmanes ne forment un bloc monolithique et homogène. Les mouvements féministes sont traversés par différents courants propres à la diversité des appartenances culturelles, politiques et religieuses qui les composent, de la même manière les féministes musulmanes ne sont pas un groupe homogène. La reconnaissance de la pluralité des formes de lutte pour l'émancipation féminine, de la multiplicité des référentiels possibles est ainsi un préalable important. Mais pour nous, il doit s'accompagner d'une pratique de la solidarité entre les femmes. Le fait de *décoloniser* le féminisme doit aboutir à ce que Chandra Talpade Mohanty a appelé un « féminisme sans frontières »¹⁷, ancré dans les réalités particulières et fort de solidarités collectives.

(notes)

1 — Effort rationnel effectué par le juriste musulman pour extraire une prescription en l'absence de sources religieuses ou à leur lumière lorsqu'elles ne sont pas explicites. De manière plus générique, c'est l'effort réflexif et intellectuel visant à penser l'islam dans son contexte.

2 — Coran et Sunna (tradition prophétique). Voir aussi au sujet des sources du droit la première partie du livre de Abdal-Wahhab Khallaf *Les fondements du droit musulman*, ed. Al Qalam 1997, p. 33 à 140.

3 — Pour une illustration des courants de pensée musulmans à travers le rapport Textes-raison, voir la Figure 1 p. 59 de l'ouvrage de Tariq Ramadan *Les musulmans d'Occident et l'avenir de l'Islam*, ed. Sindbad Actes Sud, 2003, et pour la compréhension de Shari'a au sens de Voie : le chapitre intitulé *La Voie* du même ouvrage p. 61 à 111.

4 — Au moins pour les hommes riches et blancs dans ses premières expressions.

5 — Ce n'est évidemment pas le principe démocratique qui a été rejeté, mais le cadre qui l'a pré-supposé, à savoir la rupture avec la volonté transcendante, au profit du primat absolue de la volonté humaine.

6 — Coran et Sunna (tradition prophétique).

7 — Les interpénétrations entre la civilisation occidentale et la civilisation musulmane sont aujourd'hui bien connus, ne serait-ce qu'à travers l'exemple de la glorieuse époque d'Al Andalus.

8 — *Musulmanes et modernes – voile et civilisation en Turquie*, ed. La Découverte, 1993 et *Interpénétrations : l'Islam et l'Europe*, Galaade, 2005.

9 — Qui est le privé, l'intime, l'espace de l'interdit sacralisé.

10 — *Être musulman européen*, ed. Tawhid, 1999 ; *Islam : le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ?*, ed. Tawhid, 2001 ; *Les musulmans d'Occident et l'avenir de l'Islam*, ed. Sindbad Actes Sud, 2003.

11 — Parmi les figures et les tenants de cette posture on peut identifier Zaynab Al-Ghazali (fondatrice en 1935 de l'association égyptienne Jamaa'at al-Sayyidaat al-Muslimaat (l'association des Femmes Musulmanes) auteure d'une autobiographie *Des jours de ma vie*, ed. Al-Bouraq, 1996 ; Fatima Nassef auteure de *Droits et devoirs de la femme en Islam, à la lumière du Coran et de la Sunna*, ed. Tawhid, 1997.

12 — Préface par Youssouf Al-Qardhawi et Muhammed Al-Ghazali, traduit en français par Claude Dabbak sous le titre *L'Encyclopédie de la femme en islam*, ed. Al Qalam, 1998.

13 — On peut identifier des figures féministes musulmanes qui seraient plus ou moins représentatives de cette posture, comme Asma Lamrabet (médecin et essayiste marocaine présidente et fondatrice du Groupe International d'Etude et de Réflexion sur la Femme en Islam) auteure de *Le Coran et les femmes : une lecture de libération*, ed. Tawhid, 2007 ; Nadia Yassine (membre du mouvement marocain Al 'Adl-wal-Ihsan – Justice et Spiritualité –) auteure de *Toutes voiles dehors*, ed. Alter Edition, 2003. De manière assez différente des premières car attachées de manière plus exclusive au Coran qu'à la Sunna (ou remettant clairement en question l'autorité de la seconde), mais partageant la posture intégrant les outils des sciences sociales à la conception islamique des femmes, on peut aussi identifier Amina Wadud auteure de *Qur'an and Woman. Rereading the Sacred Text from a Woman's Perspective*, Oxford University Press, 1999, et *Inside the gender Jihad, women's reform in islam*, ed. Oneworld, 2006 ; Asma Barlas auteure de *Believing Women in Islam. Unreading Patriarchal Interpretations of the Qur'an*, University of Texas Press, 2002.

14 — Ouvrage majeur qui a conceptualisé cette posture est *Islam, la réforme radicale : Ethique et libération* de l'islamologue et philosophe européen Tariq Ramadan. Il propose une redistribution de l'autorité religieuse : il n'y aurait plus de savants religieux au dessus de tous, mais des savants des textes religieux, spécialisés dans les sciences des textes religieux (exégèse, authentification...) et les savants du contexte, spécialisé dans les sciences naturelles et sociales. Les uns et les autres participant également à la constitution de la jurisprudence et ses sources, fixant une nouvelle géographie, plus complexe et plus élaborée des principes supérieurs et finalités éthiques de l'islam.

15 — On peut identifier dans cette posture Fatima Mernissi auteure de *Sexe, Idéologie, Islam*, ed. Tierce, 1983 et *Le Harem politique. Le Prophète et les femmes*, ed. Albin Michel, 1984 ; Leila Ahmed auteure de *Women and Gender in Islam. Historical Roots of a Modern Debate*, Yale University Press, 1992.

16 — Ce courant féministe prend en considération les catégories « féminin » et « masculin » dans leurs expressions non-hiérarchisantes, à la différence du féminisme universaliste qui les considère obsolètes et à déconstruire.

17 — Dans son ouvrage *Feminism Without Borders : Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Duke University Press, 2003.

Asma Lamrabet,

une *f*éministe musulmane

Figure du féminisme musulman, Asma Lamrabet œuvre pour que les femmes s'emparent du savoir et du discours sur elles-mêmes.

par ZAHRA ALI

Musulmane... tout simplement¹

La réflexion d'Asma Lamrabet a débuté par un témoignage, celui d'une femme protestant contre les lectures patriarcales de l'islam, infantilisant les femmes et omettant toute une frange de l'histoire musulmane qui leur est favorable. Elle insiste sur le *souffle libérateur* qu'a été la révélation coranique pour les femmes, et tente de réhabiliter une *mémoire collective féminine*, partant des récits coraniques et de l'expérience des femmes à l'époque du Prophète Muhammed. Elle constate que le fondement égalitariste de l'islam a été dénaturé par des siècles de lectures misogynes et patriarcales. Ainsi, les femmes musulmanes ont subi un déni du droit, une oppression au nom de l'islam, alors même qu'un *retour aux sources religieuses* leur permettrait de trouver, ou plutôt de retrouver les moyens et outils de leur émancipation.

Elle met l'accent sur le dilemme dans lequel elles se trouvent, coincées entre, d'un côté, une volonté d'attachement à leur religiosité et, de l'autre, l'aspiration à une liberté et une autonomie qui les pousse à regarder du côté occidental.

L'islam ou l'occident? le premier leur paraît être un monde de règles, de normes et d'interdits discriminants, et le second, un espace d'émancipation, d'égalité et de droits. La démarche d'Asma Lamrabet déconstruit ce dilemme. Elle dénonce l'instrumentalisation du religieux dans l'oppression des femmes, tout autant qu'une lecture enchantée de l'Occident. Si les femmes musulmanes sont effectivement parmi les plus soumises à l'ordre patriarcal, ce n'est pas le fait de l'islam, mais de son instrumentalisation par le pouvoir et l'ordre masculin. Si l'Occident est effectivement un espace où elles ont acquis des droits, il n'est pas le modèle unique d'émancipation et de libération. Les femmes musulmanes peuvent, non seulement sans renier leur religiosité, mais à travers la réappropriation du religieux, trouver des voies de reconquête de leurs droits et de leur émancipation.

Ainsi, la question n'est plus : « Avec l'islam ou avec la modernité », mais : « Avec l'islam dans les expressions plurielles de la modernité ». Se définissant elle-même comme issue d'une culture « hybride » alliant valeurs



occidentales et musulmanes, elle met en avant le caractère pluriel et complexe des identités contemporaines. Elle souhaite pouvoir être *musulmane tout simplement*, c'est-à-dire pouvoir vivre sa foi musulmane en tant que femme aspirant à l'égalité et l'autonomie sans être tiraillée entre deux modèles présentés comme opposés.

Une démarche spirituelle

Au côté d'autres féministes musulmanes, Asma Lamrabet remet en question le postulat qui consiste à considérer de fait toute démarche d'émancipation humaine comme caractérisée par le refus ou la diminution de la religiosité. Si les hommes, à travers l'histoire occidentale, ont dû passer par la remise en question du religieux pour aboutir à l'affirmation des droits humains, toute lutte pour l'accès aux droits n'est pas nécessairement anti- ou a-religieuse. La religion peut aussi être un levier d'émancipation humaine, et c'est par l'attachement au message spirituel de l'islam qu'elle articule son engagement pour les droits des femmes.

La spiritualité est considérée comme le pivot de l'engagement féministe d'Asma Lamrabet, et, en cela, elle se retrouve en proximité avec la sensibilité de la religion juive ou chrétienne. Sa démarche fait la distinction entre le message spirituel religieux, et l'ordre (souvent institutionnel) religieux qui, pensé par les hommes à travers l'histoire, peut attribuer à la volonté divine toutes sortes d'injustices. Dans la continuité des penseurs du réformisme musulman, sa réflexion met en évidence l'attachement au sens, aux principes et valeurs exprimés par les sources de l'islam, plutôt qu'à la littéralité de celles-ci.

Un féminisme universel pluriel

La démarche d'Asma Lamrabet part d'une préoccupation majeure, celle de la quête d'une identité féminine musulmane. Son féminisme prend une définition plurielle et non-normative, Ainsi, ce n'est pas tant le qualificatif « féministe » qui est défendu, mais bien plutôt la mise en évidence d'une *pratique féminine et féministe* de revendications de droit pour toutes les femmes.

Son féminisme islamique s'inscrit dans le mouvement global de lutte pour les droits des femmes, tout en gardant ses spécificités et ses particularismes. Il se trouvera en convergence avec l'ensemble des mouvements féministes sur des points fondamentaux comme la remise en question de

l'ordre patriarcal, de l'infantilisation des femmes, de leur réduction au fait biologique etc. Mais il aura des points de divergences avec certains courants féministes, notamment le courant matérialiste, en ce qui concerne la conception du féminin et du masculin par exemple.

Entre doxa féministe et doxa musulmane

Musulmane voilée et féministe, elle dérange celles et ceux qui considèrent le modèle occidental comme la seule voie légitime d'émancipation, mais aussi une certaine orthodoxie musulmane qui rejette toute remise en question du statut des femmes en islam. Sa pensée initie une *troisième voie*, entre l'exigence de rupture avec le religieux développée par certaines féministes occidentales, et l'impossibilité de questionner les inégalités quant au statut juridique des femmes en islam.

Bien qu'il existe en Occident des courants féministes de sensibilité religieuse, chrétienne et juive, la dynamique occidentale demeure une posture de rupture avec le religieux, ses textes scripturaires et ses institutions, pour amorcer un engagement de défense des droits des femmes. Ainsi, nombreuses sont les féministes à être sceptiques quant à la revendication d'invoquer le religieux dans un engagement pour les droits des femmes. L'incompréhension est de taille dans un contexte où, pendant des siècles de domination, l'Église, en particulier, a opprimé par son dogmatisme et empêché toute expression axée sur la rationalité, notamment en ce qui concerne les femmes. Ce que revendique Asma Lamrabet, c'est une possibilité d'articuler un féminisme qui inclut, et non pas exclut, les aspirations religieuses, et l'attachement aux textes religieux pris dans leur sacralité.

(note)

1 — Titre de son premier ouvrage.

Contre , *ignorance*

Pourquoi j'ai écrit mon livre
« Le Coran et les femmes :
une lecture de libération »

par ASMA LAMRABET

Pourquoi avoir écrit ce livre¹ ?

C'est une question que l'on m'a souvent posée et que je me suis moi-même posée, même après l'avoir terminé. Je me suis aussi demandée en quoi il serait utile de parler du Coran et des femmes en ce moment même de l'histoire où, justement, la femme musulmane est devenue « l'icône » culturelle de l'oppression religieuse.

Ce « métadiscours » sur la femme et l'islam est accablant, non pas par la réalité qu'il sous-tend et que l'on peut relativiser sans conteste, mais par l'importance et l'irréductibilité des amalgames et présupposés qui se sont accumulés dans l'imaginaire collectif contemporain.

En tant que femme musulmane élevée dans une culture « hybride » où les valeurs occidentales et musulmanes font partie d'un référentiel quotidien que j'essaie d'assumer personnellement, cette aspiration à vivre sereinement cette double culture est souvent rudement mise à l'épreuve par ce « malentendu » culturel vis-à-vis de la femme musulmane.

En effet, il devient à la longue pesant, parfois même douloureux, de percevoir cette imputation récurrente dans certains discours dénonciateurs qui nous « somment », nous femmes musulmanes, de nous justifier, de nous confondre en explications et quelquefois même en excuses devant la situation des femmes en terre d'islam. Que cela soit au Nigeria, au Soudan ou en Afghanistan, qu'importe : l'actualité conjugée au discours médiatico-politique simpliste fait que nous sommes toutes, autant que nous sommes, représentatives désormais de la même symbolique culturelle.

Il n'est pas question ici de renier ou même de minimiser le statut précaire voire déplorable dans lequel se retrouvent les femmes dans la majorité des sociétés musulmanes et de « faire dans la victimisation intellectuelle » en inculquant de tous les maux un Occident « accusateur » et donc « perturbateur » de nos mentalités musulmanes très mal à l'aise par rapport à cette question de la femme. Il ne s'agit pas non plus d'accepter le discours dominant et essentialiste sur cette question et de cautionner l'instrumentalisation douteuse de ce bouc émissaire culturel idéal qu'est devenue pour certains la femme musulmane.

La critique concerne une certaine idéologie occidentale érigée en « centre » dispensateur de leçons sur la modernité et qui, à travers un universalisme « abstrait », s'arroge le droit de dénier aux autres cultures, relevant d'une « périphérie » évidemment barbare, toute tentative d'auto-émancipation, puisque cela remettrait en cause la suprématie de sa propre civilisation.

DOSSIER

Il reste cependant vrai qu'un certain nombre de critiques, particulièrement celles qui concernent l'absence de démocratie et la question des femmes musulmanes, émanent d'un constat patent des sociétés musulmanes... Et ce n'est pas au nom d'un certain relativisme culturel – lui aussi bien abstrait – et de la défense d'une identité islamique, comme par hasard toujours symbolisée par les femmes, que l'on devrait refuser ces critiques, les rejeter ou les démentir.

C'est donc loin de ces deux approches, celle d'une certaine idéologie hégémonique occidentale et celle d'une vision islamique exclusiviste – qui alimentent toutes les deux sournoisement le sempiternel conflit des civilisations – qu'il est urgent aujourd'hui de soutenir celle qui privilégie la clairvoyance et l'empathie et qui perçoit dans la pluralité – et complexité – des luttes culturelles, sociales et politiques, la richesse de notre civilisation humaine tout simplement.

Au cœur de cette convergence culturelle et à l'intérieur du processus de transition vers la modernité que vivent les sociétés majoritairement islamiques, s'articule actuellement le débat sur les femmes et l'islam. Et c'est dans ce cadre-là que s'inscrit cet essai qui en réalité a été l'aboutissement d'une série de motivations.

Le choc de la Théologie de la libération

D'abord et avant tout, une motivation personnelle qui reflète une étape dans mon cheminement intérieur. Evoquant cela justement, je ne pourrais omettre de parler de ces femmes et hommes de traditions religieuses diverses – notamment juive et chrétienne – que j'ai rencontrés sur mon chemin et qui ont été pour moi l'occasion de m'enrichir de façon extraordinaire de l'apport spirituel de l'Autre. Ma rencontre, en Amérique latine, avec la Théologie de libération fut un choc émotionnel bénéfique, et j'avoue avoir retrouvé dans cette lutte de libération un souffle nouveau tout à fait adaptable à la spiritualité musulmane.

C'est donc à partir d'un certain ressourcement, certes ancré au cœur de l'islam mais néanmoins ouvert à toutes les autres sensibilités spirituelles, que je m'exprime. Celui d'un Islam qui, tel que je tente de le comprendre aujourd'hui, tel que je tente de le vivre spirituellement et humainement aussi, ne saurait être source d'oppression de la femme ni de l'homme. À l'instar des autres révélations monothéistes, l'Islam a été justement révélé afin de libérer les êtres humains, tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de race, ou de classe sociale, de toutes les servitudes, quelle que soit leurs natures.

Il y avait aussi, comme source de motivation et en toile de fond, la passion d'en savoir chaque jour un peu plus sur la réalité historique de la tradition musulmane qui, à force d'être instrumentalisée par des discours officiels creux, platement moralisateurs et autocensurés, ont fait perdre à beaucoup de musulmans le goût de la curiosité historique.

Concernant les femmes, il faudrait reconnaître justement que les compilations historiques classiques ont été d'une misogynie particulièrement affligeante. Il fallait donc d'abord relire notre passé parce que c'est au nom de ce même passé qu'on nous a imposé une lecture figée de notre mémoire... Parce qu'on a aussi trop souvent utilisé l'ignorance des musulmanes – et des musulmans – de leur référentiel religieux et historique, pour leur imposer des lectures littéralistes fixées une fois pour toutes et qui ont fini par scléroser toute pensée ou réflexion critique.

Il reste que ma rencontre avec des femmes musulmanes de France a été la force émotionnelle qui a fini par me convaincre de la nécessité urgente d'une réflexion par rapport à cette problématique. N'étaient-elles pas quelque part le prolongement culturel de ce double héritage – particulier à l'identité maghrébine – source parfois de crises identitaires profondes mais aussi d'une fécondation culturelle infinie si l'on sait dédramatiser voire dépasser les blocages affectifs et historiques propres à une mémoire coloniale malheureusement non encore réhabilitée?

C'est donc devant tous ces défis que l'idée d'un livre m'est venue...

Il s'agissait avant tout de proposer une « relecture féminine » des textes scripturaires de l'islam afin de retrouver le souffle libérateur qui les a inspirés initialement tout en déconstruisant la lecture « d'enfermement » à laquelle est restée soumise cette question à travers des siècles de lecture patriarcale.

En effet, relire les textes sacrés de l'islam à partir d'une perspective féminine c'est tenter de revaloriser la femme en tant qu'être humain à part entière et de redonner à la symbolique féminine son langage propre, sa dignité, son autonomie et sa liberté d'être.

Il s'agissait aussi de montrer que d'autres choix sont possibles, pour les femmes qui expriment le souhait de vivre une spiritualité apaisée et en harmonie avec leur vie de tous les jours, celles qui font le choix de donner un sens spirituel à leur existence, mais qui sont déroutées par un discours islamique qui tend à les inférioriser et à les marginaliser au nom du religieux.

Je voulais aussi à travers ce livre redonner la parole aux femmes...

Tenter de leur dire que leurs voix en tant que femmes dans ce monde musulman tellement masculin doivent se faire entendre. Qu'elles en ont pleinement le droit et même l'obligation et que prendre la parole pour revendiquer des droits, cela n'est pas interdit comme le prétend une certaine idéologie islamique qui, au nom du sacré, continue à vouloir imposer une seule voie à la musulmane idéale, celle de la soumission et de l'obéissance à une suprématie masculine supposée érigée par Dieu lui-même.

Il est important de noter aussi que cette relecture a permis d'affirmer que ce n'est pas le Coran qui est intrinsèquement incompatible avec les droits de la femme mais bien l'interprétation sélective et abusive des textes centraux par les autorités savantes patriarcales. En effet, il est effarant de constater l'étendue du décalage entretenu entre le message spirituel et les interprétations qui en ont été faites au cours de l'histoire de la civilisation islamique et qui sont encore de mise dans les cursus universitaires de la majorité des pays musulmans.

Alors que le message coranique et la tradition du prophète ont permis d'instaurer, à leurs débuts, une véritable dynamique de libération des femmes, cette dernière va être détournée par les coutumes tribales. Quant à l'impulsion libératrice de la Révélation, elle va être progressivement confisquée par une exégèse essentiellement masculine et faire preuve avec le temps d'une implacable misogynie.

La dimension politique de l'exclusion des femmes

Alors que le Coran, à travers un langage qui transcende le sexe, parle d'égalité, de responsabilité partagée de la femme et de l'homme, l'exégèse classique réinstalle l'assertion universelle et commune aux autres interprétations religieuses : « *Les femmes ont été créées de et pour les hommes* ». Tous les versets en rapport avec les femmes vont être lus à travers ce présupposé misogyne universel. C'est ainsi que les versets qui valorisent les femmes et les érigent en symboles de la liberté, de l'autonomie, de la bonne et juste gouvernance, de la perfection spirituelle ou de la prophétie, comme le sont l'épouse de Moïse, Hajar, la reine de Saba ou Marie, vont être marginalisés, minimisés voire complètement ignorés afin de s'accommoder plus librement de l'autorité masculine.

Les versets qui répondent à des revendications féminines, franchement courageuses pour l'époque et qui sont clairement retranscrites dans le Coran, sont interprétés de la manière la plus insignifiante afin de minimiser de leur importance et de garder le modèle de l'homme comme la norme et la référence.

Et que dire de cette incitation claire de la part du Coran à la participation politique des femmes au cours des alliances de l'époque, à leur participation sociale, à la mise en œuvre d'une nouvelle dimension sociale acceptant les femmes comme membres à part entière de la communauté musulmane ? Quel contraste avec le discours islamique contemporain qui s'obstine à confiner la femme dans les recoins d'une subordination pathétique et à l'exclure de toute participation effective ?

Cette exclusion des femmes est une dimension politique à prendre en considération à l'heure où on débat de cette question. En effet, tout au long de l'histoire de la civilisation islamique et jusqu'à aujourd'hui, les femmes resteront les victimes de choix d'un double despotisme, à savoir le patriarcat et l'autocratie.

C'est avec toute cette complexité qu'il faudrait savoir aujourd'hui reconsidérer cette problématique, l'extraire des grilles de lecture aussi bien ethnocentrique que culturaliste, et redonner aux femmes musulmanes ce droit qu'on leur a confisqué pendant des siècles : le droit d'être libres.

C'est de cette libération qu'il s'agit et c'est donc aux femmes de choisir de se libérer et aussi la manière de le faire.

Que l'on ne vienne surtout pas leur dire que c'est l'Islam qui les empêche de le faire. Ce discours ne tient plus car de plus en plus de femmes ont pris conscience de la manipulation dont elles ont fait l'objet au nom du sacré.

Libérées *de et par* l'Islam ou en dehors de lui... c'est leur choix ...

C'est à elles seules que revient le droit de choisir et que l'on cesse de parler et de choisir à leur place.

Que l'on cesse aussi de les prendre pour bouc émissaire idéal dans tous les calculs politiques et les stratégies de modernisation et de démocratisation qui se font sur leurs dos, à leur insu et ô combien de fois contre elles...

note

Une approche transgressive :
comprendre la question des femmes
dans le monde arabe.

Écoutez

— Les

par NAHLA CHAHAL

traduit de l'arabe par Hela Yousfi

Cet article a été écrit à partir de notes pour une intervention publique dans ma ville d'origine, Tripoli au Liban, le 14 février 2009, à l'invitation d'un centre culturel local et devant un public tripolitain hétérogène dont certains dignitaires de la ville, le représentant du Mufti, des hommes portant les signes extérieurs de leur attachement à la pratique religieuse, et des femmes, beaucoup de femmes : bourgeoises (majoritairement non voilées), et de plus modeste condition, elles voilées!

Quelle place occupent les femmes arabes ou musulmanes dans leurs sociétés? Est-il vrai que cette place est mineure? Est-il vrai qu'il y a là une spécificité culturelle? Est-ce dû à la position de l'Islam envers les femmes? Ces questionnements sont souvent traités de manière curieuse, décalée. Certains choisissent d'y répondre par un comptage ennuyeux du nombre des députées ou des ministres. D'autres en mettant l'accent sur l'entrave que représente l'extension du port du voile, signe de soumission. Certains concluent que les femmes ne réussissent pas dans la sphère publique, la preuve étant leur échec dans les élections, ou encore le refus des femmes de voter pour les candidates. Ceux qui sont pour plus de présence féminine concluent qu'il y a besoin de « renforcer les femmes » en utilisant la discrimination positive pour dépasser des siècles d'oppression et pour accélérer la réalisation de l'égalité.

Mon approche est loin du confort des positions arrêtées. Au risque d'entretenir la confusion, il me semble qu'un certain nombre d'hypothèses sont fortement liées entre elles.

La question des femmes dans le monde arabe est évoquée à partir d'angles de visions qui donnent l'impression d'être multiples et différents, mais qui, à mon sens, convergent tous vers une même problématique. Tout d'abord, il convient de questionner la nature, les limites et l'ampleur de la contribution des hommes, autant que des femmes, dans l'espace public des pays du monde arabe. Le problème est celui de l'existence de l'espace public. Lorsqu'il existe, les femmes y inscrivent leur contribution. Lorsqu'il est fermé ou perverti, elles en disparaissent, mais dans ce cas, la participation des hommes aussi souffre de régression et de dérives significatives. En d'autres termes, il faudrait partir de la faiblesse, de la crise même de la participation générale de toute la société à l'espace public, liées aux fonctionnements de régimes politiques en place qui allient la répression à la corruption et à l'absence de projets sociétaux ou nationaux.

DOSSIER

Les femmes palestiniennes ont compensé la défaite

Qu'entend-t-on par «la contribution politique des femmes»? À quel niveau? Les postes à responsabilité au niveau de l'État, des gouvernements, des parlements, dans les partis et les syndicats? Suffit-il d'examiner la quantité de femmes à ces postes pour en tirer des conclusions? Cela peut avoir une certaine importance, mais ne permet pas une vision dynamique de la question. Elle dépend d'une notion négligée parce que non quantifiable, qui est la capacité à influencer le cours des choses, surtout à des moments importants de l'histoire.

Au moment de la *Naqba* en 1948, par exemple, une société entière s'est retrouvée brutalement déracinée, jetée en quelques jours hors de sa vie. Tous les récits évoquent des épisodes de résistance, ou s'attardent à décrire la misère de ces déplacés devenus durablement des réfugiés. Mais il serait impossible de comprendre l'histoire palestinienne moderne sans prendre conscience du rôle joué par les femmes pour compenser les effets dévastateurs de cette catastrophe et maintenir un haut niveau de cohésion du tissu social palestinien ainsi malmené. Les femmes palestiniennes ont pris en charge cette société, confrontant l'humiliation ressentie par les hommes face à une telle défaite, et le dénuement de l'exode. Conservatrices de la mémoire uniquement, via la transmission orale des récits de «l'avant» et du «pendant»? Gardiennes des symboles, par l'attachement aux robes brodées ou en affichant autour des cous les clés de leurs maisons perdues, geste plus explicitement politique? Tout cela certes, mais aussi et surtout par leur capacité d'assurer, au quotidien et sur la longue durée, le maintien d'une «société palestinienne». Elles ont été la colonne vertébrale de ce maintien, pas évident au vu des circonstances. L'unité familiale est sauvegardée grâce à une capacité formidable d'adaptation des femmes aux conditions nouvelles : ce sont des tentes ou des taudis qui abritent les réfugiés? Oui, mais des habitations rendues accueillantes autant que possible, où il fallait continuer à être propre, à bien manger, à étudier, et à respecter les codes sociaux (celui de la hiérarchie naturelle des places, celui des liens, et celui de la politesse individuelle). Ceci a donné des sociétés conservatrices? Certes! Mais le chaos et le délitement n'ont pas pu s'y infiltrer.

On pourrait également parler des femmes irakiennes pendant la folle guerre avec l'Iran, où la société mâle était complètement mobilisée sur le front. Au point de susciter l'effroi du régime de Saddam Hussein au moment de l'établissement du cessez-le-feu! Pour réduire l'ampleur de

leur rôle, celui-ci fait établir, entre 1988 et 1990, décret sur décret en défaveur des femmes, allant jusqu'à légitimer les «crimes d'honneur», alors que le code irakien de la famille était l'un des plus avancés concernant leurs droits. Mais, très vite, les longues années d'embargo leur ont donné une nouvelle fois l'occasion de s'affirmer : ce sont surtout les femmes irakiennes qui ont inventé, au niveau de chaque quartier ou village, une économie de survie pour pallier les manques. Cette économie parallèle se substituait aussi aux défaillances d'un régime tout puissant, grâce à la rente pétrolière dont une partie était redistribuée à la société.

En pointe dans les luttes sociales

On peut aussi donner des exemples de la contribution des femmes, à tous les niveaux, aux mobilisations revendicatrices : en Egypte, en 2008, durant la grève et l'occupation des usines de textiles d'el Mahalla, les observateurs reconnaissent aux femmes, ouvrières membres des familles des ouvriers, un rôle décisif dans la réussite de la mobilisation. Il en est de même pour le Maroc (Sidi Ifni) et la Tunisie (le bassin minier à Gafsa). Des leaders femmes sont impliquées dans le travail politique et dans la défense des droits et des libertés dans les pays arabes. Ainsi, il serait faux de parler d'une absence des femmes de la sphère publique. Les formes du rôle joué et de la place occupée sont à définir, face à un «orientalisme» exotique qui adopte un critère d'évaluation bien superficiel.

Cela évoque un autre sujet : les théories relatives aux modalités de réalisation de l'égalité des femmes dans la société se sont longtemps basées sur l'hypothèse de la scolarisation et de l'indépendance financière de celles-ci. Cependant, on découvre après quelques décennies d'avancées sur ces deux terrains, que l'éducation des femmes, et leur accès au monde du travail moderne (il ne faut pas oublier qu'elles ont toujours travaillé!) sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes, selon le langage mathématique. Il en va de même pour les efforts de changement à travers l'amélioration de la situation juridique de la femme. Est-ce que les progrès éducatifs, économiques et juridiques sont suffisants? Ou génèrent-ils automatiquement l'égalité sociétale des femmes? Ces efforts sont indispensables, et les acquis qu'ils procurent sont des droits, mais ils négligent pas la nécessité d'élaborer une conscience «pour soi» de la part des femmes.

Les femmes souffrent de discrimination et de privation au sein de ce qui est considéré comme l'univers masculin. En dépit des différences culturelles, sociales et idéologiques entre les femmes du monde, il y a des points

en commun, manifestes à travers toutes les privations de droits et les multiples formes d'oppression auxquelles elles sont assujetties. Pour cette raison, il devient indispensable d'écouter la voix des femmes, non seulement lorsqu'il s'agit de leurs problèmes spécifiques, mais aussi d'écouter leurs visions de la société, de son organisation, de la vie. C'est cela même la politique dans son sens noble.

Une place à prendre dans la « sphère publique »

Mais pourquoi a-t-on besoin d'une plus grande participation des femmes dans la sphère publique, et plus particulièrement politique ? La première réponse simple et évidente est que la femme est la moitié de la société. Mais est-ce que cette réponse suffit ? Peut-être faudrait-il ajouter une autre dimension souvent mentionnée par les mouvements féministes, à savoir que les femmes constituent un groupe spécifique avec des caractéristiques et une expérience qui leur sont propres. Cela veut dire qu'elles ont des rôles spécifiques, y compris biologiques, qui les distinguent. Leur point de vue n'est pas que celui de la « moitié de la société » – quantitativement – mais il comporte des originalités qu'elles détiennent. Est-ce honteux ou douteux ? Cette reconnaissance de la différence menace-t-elle d'ouvrir la porte à de nouvelles formes de discriminations ; ou de justifications des anciennes discriminations ? Cela dépend des valeurs référentielles ! Si l'enjeu est de s'adapter aux modes de relations sociales établies, aux constructions sociétales existantes, cela peut l'être. Car dans les valeurs référentielles hégémoniques, c'est la performance quantitative qui prime, la loi du marché étendue à la vie. La vision féministe serait bien misérable si elle se limitait à la revendication de l'égalité sur cette base-là ! elle n'aurait rien de révolutionnaire. La position du Coran, à cet égard, est intéressante.

Mais au-delà de toutes ces réflexions, la question des femmes dans le monde arabe comporte une charge émotionnelle forte. Pourquoi donc suscite-t-elle autant de tensions ?

On entend dire que les sociétés arabes sont patriarcales, machistes, au vu de leurs structures historiques tribales. On entend dire aussi que c'est une réaction d'auto-défense qui résulte de la succession des échecs dans les différents domaines et des défaites. Cette situation pousserait ces sociétés à se renfermer au lieu de changer. Un des outils majeurs du renfermement serait le maintien des femmes sous autorité.

Islam des dominants, islam des dominées

D'autres disent que c'est la faute de l'Islam. Si les deux premiers arguments mentionnés s'appuient sur une analyse rationnelle des structures sociales d'une part, et d'un contexte précis d'autre part, (et ce indépendamment du bien fondé des deux arguments), nous observons que cette dernière « explication » – se référant à la responsabilité de l'Islam – qui prévaut. Celle-ci est utilisée plus particulièrement depuis que l'administration américaine a décidé, après la fin de la guerre froide, la fabrication d'un ennemi universel qui justifierait la poursuite d'une mobilisation guerrière. Rappelons-nous de la vague de lamentation sur le sort réservé aux femmes afghanes sous les Talibans. Cet argument a été instrumentalisé pour mobiliser l'opinion publique en Occident et la convaincre de l'importance de la guerre pour libérer les femmes afghanes ! Les revues et les médias se sont alors bousculés pour rapporter l'atrocité de la situation de ces femmes, et plusieurs associations de soutien ont été créées. Cela a été l'un des principaux préliminaires de la guerre ! Rendre l'Islam responsable de tous les maux dont souffrent nos sociétés est un outil de guerre. Cela s'est notamment manifesté à travers la réhabilitation de la thèse du « choc des civilisations » et le parallèle fait après le 11 septembre entre les musulmans et les terroristes. « La guerre permanente et globale contre le terrorisme », et même la guerre préventive. Mais alors, la prise de conscience de l'entreprise occidentale, qui vise à « diaboliser » l'Islam et l'instrumentalise pour légitimer la guerre est-elle suffisante pour clore le débat ? La théorie du complot ne l'est sûrement pas.

Quelle est la faille interne ? L'Islam est la seule religion monothéiste qui n'associe pas le péché originel à Eve, qui ne rend pas la Femme responsable de la déchéance du paradis. Dans le Coran, Adam et Eve ont été tous les deux « dupés par Satan ». Cela constitue une énorme annonce, parce que c'est sur la base du récit de la responsabilité d'Eve que s'est construite la condamnation des femmes et même leur maltraitance, la suspicion à leur égard (toute la mythologie de leur perversion dangereuse) et la justification de les garder sous maîtrise.

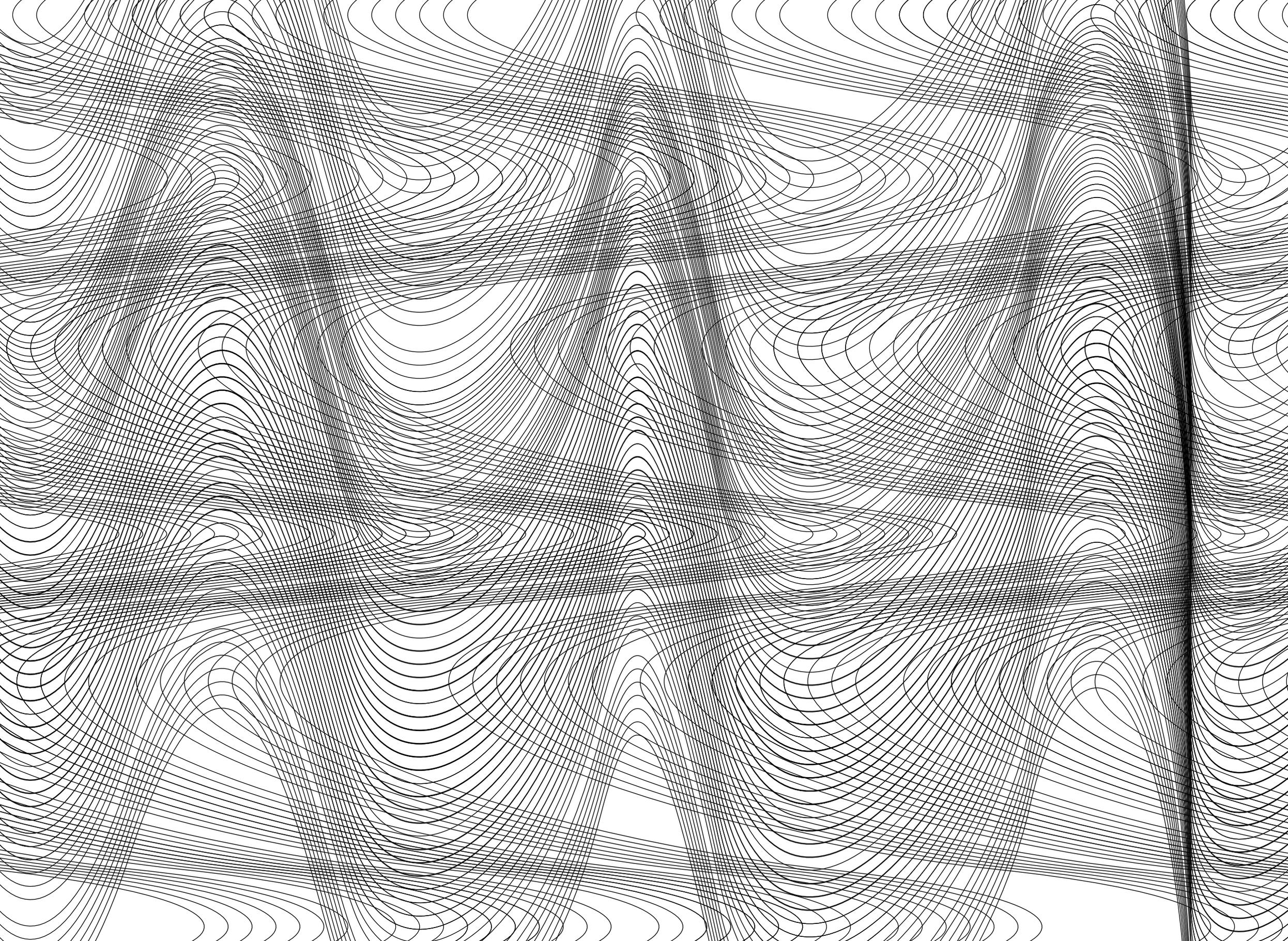
Cependant, l'absence de la culpabilisation d'Eve dans le Coran n'a pas eu de conséquences dans les sociétés musulmanes. Cette position égalitaire majeure promue par l'Islam à l'égard d'un problème fondateur de l'histoire universelle, ne l'a pas protégé de la pire des interprétations de la part des musulmans. Comme ne l'ont pas été les multiples interpellations des femmes dans le Coran, tantôt au même niveau que les hommes, tantôt

spécifiques. L'approche adoptée par le Coran est intéressante, on peut y voir la reconnaissance de leur égalité dans la différence, qui n'a rien à voir avec une position subalterne. Quelle explication ? L'interprétation dominante du Coran et celle de la conscience musulmane sont sélectives. C'est un point que les pouvoirs hégémoniques rejettent avec force et considèrent même comme un blasphème, ou au mieux, comme une entreprise dangereuse pour « diviser » l'Islam, pour menacer sa cohésion interne (les instances religieuses officielles autant que les mouvements existants). Mais, je peux citer mille exemples pour illustrer les interprétations et les pratiques sélectives. Je me contenterai du célèbre verset qui autorise la polygamie, « à condition d'assurer l'équité » entre les épouses. Tout le monde le connaît par cœur ! mais tout le monde fait semblant d'oublier qu'il finit pourtant par une conclusion : « et vous ne serez jamais équitables ». Certains exégètes et des législateurs modernes ont utilisé ce verset pour interdire tout simplement la polygamie, ou pour définir l'équité par des conditions très restrictives que seul un tribunal déciderait. Pourquoi récite-t-on un verset et s'y attache-t-on (au point où est connu ce verset du Coran) en oubliant sa conclusion ? Par intérêt purement humain, bien évidemment. Qui interprète, et pourquoi, sont des questions tout à fait légitimes !

Cela veut dire que la religion n'existe sur terre que via son interprétation par les hommes, et que cette interprétation est contextuelle. En Islam comme dans les autres religions. Cela veut dire que toute religion exercée par les hommes n'est pas une, immuable et évidente, et que l'Islam des dominants n'est pas celui des dominées. Ça l'a toujours été d'ailleurs, et la prétention à l'unité de l'interprétation et de l'exercice qui en découlerait sert les dominants. Dans plusieurs endroits du monde musulman, il y a des tentatives d'interprétation de l'Islam autrement que par les idées dominantes. C'est cela qui fera naître un « Fiqh de la libération » au sein duquel les femmes trouveront toute leur place.

Mais armons-nous contre la cécité, celle du rejet des arguments occidentaux – dont on connaît la fonction – pour refuser de voir les torsions, les dysfonctionnements dans la situation des sociétés arabes, qui sont importants et nombreux. J'ai tendance à interpréter cette situation, et tous les reculs que nous vivons, par l'échec de la « réalisation de soi », l'effondrement du projet de la construction d'une nation forte, libérée et unie, évoluée, moderne... C'est un projet qui s'appuyait sur des bases historiques autorisant l'ambition, comme sur des atouts actuels, réels, importants et décisifs. C'est un projet qui a été défendu par les réformateurs du XIX^{ème} siècle et

entamé par Nasser. Ce projet a été la base de tous les mouvements politiques, quelles que soient leurs idéologies. Et la question existentielle qui revient constamment dans tous les discours reste : Comment progresser ? Comment occuper la place qui nous revient ? Certains disent que nous sommes juste en train de pleurer le passé, de nous y attacher, substituant la gloire antérieure à la confrontation et à l'action. Ce n'est pas vrai ! Les tentatives contemporaines n'ont pas cessé, et elles sont diversifiées. Cette ambition n'est pas juste un rêve, mais elle est intériorisée par l'inconscient collectif en tant que quelque chose de possible. C'est pourquoi l'échec de la réalisation de ce projet suscite un énorme sentiment de frustration. Les femmes ne peuvent pas aller bien, en dépit ou indépendamment de cette situation générale. Mais sans « Elles », rien ne peut aller !





NURIT PELED-ELHANAN

Nurit Peled-Elhanan est professeur de Sciences du langage à l'Université de Tel-Aviv. Sa recherche actuelle porte sur « Le discours raciste écrit et parlé de l'Éducation Israélienne ». Elle est la fille du général Matti Peled qui, dès le lendemain de la guerre de 1967 a lutté contre l'occupation et la colonisation et milité pour le rapprochement israélo-palestinien. Elle-même est une militante active contre l'occupation, ses deux fils étant « refuzniks », refusant de faire leur service dans les Territoires Occupés Palestiniens. Après la perte de sa fille dans un attentat suicide à Jérusalem, elle participe à la création du Cercle des Familles Endeuillées, qui regroupe des familles israéliennes et palestiniennes victimes d'attentats. En 2001, Nurit Peled reçoit, avec Izzat Ghazawi membre palestinien de ce groupe, le Prix Sakharov des droits humains et de la liberté de pensée. Elle est avec Ken Loach et Leila Shahid à l'initiative du Tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont commencé le 4 mars 2009.

SIMONE BITTON

D'origine juive marocaine, Simone Bitton a vécu à Rabat, à Jérusalem, puis à Paris. Elle détient la double nationalité française et Israélienne, et se définit comme une juive arabe qui n'aime pas les murs et les frontières. Cinéaste documentariste, elle a réalisé de nombreux films allant du montage d'archives à la méditation cinématographique en passant par l'enquête intime, le portrait d'écrivain ou de musicien. Tous ses films témoignent d'un engagement humain et professionnel pour une meilleure appréhension de l'actualité, de l'histoire et des cultures d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Parmi eux : *Mur*, *Citizen Bishara*, *Ben Barka : L'équation marocaine*, *Mahmoud Darwich et la terre comme langue*, *Palestine: histoire d'une terre*, *Grandes voix de la musique arabe...* Son dernier film, *Rachel* sortira en France en septembre 2009

KAWTHAR GUEDIRI

Kawthar Guediri prépare un doctorat en Histoire à l'Université de Exeter au Royaume-Uni. Elle mène ses recherches sur l'histoire de la pensée binationale en Palestine /Israël des années 1940 à nos jours, sous la direction de Ilan Pappé.



Dès les années 20 se forment des cercles de militants pour un état binational, y compris parmi les sionistes. Ils s'opposent activement à la partition de la Palestine

Cette idée binationale

par KAWTHAR GUEDIRI



Soixante ans après la création de l'État d'Israël, la *Nakba*¹ et sa conséquence, c'est-à-dire la naissance du problème des réfugiés palestiniens, où en est l'État palestinien ? Certains rappellent aujourd'hui l'existence potentielle d'une voie (ou d'une voix ...!) alternative : celle du vivre ensemble. Ils appellent à l'établissement d'un État binational ou démocratique et laïque, où Israéliens (juifs et non juifs) et Palestiniens pourraient vivre en toute égalité. Les partisans de ces solutions sont des Palestiniens et des Israéliens, intellectuels, artistes ou militants politiques, non sionistes ou antisionistes. Toutefois, la réflexion autour de la constitution d'un tel État n'est pas tout à fait nouvelle. Dans les années 1920, déjà, des idées comparables circulaient. Ces solutions furent élaborées par quelques intellectuels juifs sionistes essentiellement originaires d'Europe centrale. Ceux-ci avaient alors formé en Palestine mandataire une association, *Brith Shalom*, littéralement « Alliance pour la paix », prônant le rapprochement entre juifs et Arabes, en insistant sur l'importance d'une coopération et sur la création d'une société binationale intégrée au Proche-Orient. Les binationalistes critiquèrent le nationalisme tel qu'il se développait en Occident et aspirèrent à créer un nationalisme modèle qu'ils voulaient éthique et pacifiste. Ce concept devait, selon eux, puiser sa force et ses fondements dans le judaïsme. Contrairement à la majorité des sionistes, ils refusaient la négation de l'exil et le recours au messianisme à des fins politiques. Ils développèrent un sionisme spirituel, inspiré des idées du publiciste russe Ahad Haam. Le noyau central, que l'on allait retrouver par la suite dans les différentes initiatives des années 1930 et 1940, était composé notamment de Martin Buber, Judah Magnes et Samuel Hugo Bergmann. Ceux-ci étaient persuadés que l'existence juive en diaspora devait être maintenue afin de porter le message du judaïsme, le rôle de l'État à



venir étant simplement d'assurer son renouveau. En cela, ils marquaient leur opposition à la vision de la plupart des sionistes qui clamaient la suprématie du futur État et le devoir qu'avait la diaspora de s'y installer. Par ailleurs, ils voyaient d'un mauvais œil l'interprétation religieuse du sionisme, la rédemption ne pouvant s'opérer, selon eux, que grâce aux prophètes. Enfin, ils s'opposaient à la constitution d'une majorité juive ainsi que d'un État juif en Palestine. Pour toutes ces raisons, les binationalistes furent rapidement marginalisés.

Brith Shalom demeura un simple cercle de discussion, et faute d'avoir su disséminer ses idées, il fut dissous en 1933². Pour autant, ses membres les plus « radicaux » continuèrent de militer pour la cause binationale, jusqu'en mai 1942, date à laquelle les choses s'accéléraient avec la conférence de Biltmore, au cours de laquelle fut réaffirmé l'objectif de constituer une entité politique juive en Palestine. Cette conférence inaugura un tournant pour le mouvement sioniste et son avenir, mais aussi pour les binationalistes qui renforcèrent dès lors leur opposition à la création d'un État juif aux côtés d'un État arabe.

Le programme de Biltmore : un tournant décisif

Afin d'obtenir la révocation du Livre blanc, destiné à restreindre l'immigration, le *leadership* sioniste décida d'obtenir le maximum de soutien à sa politique, espérant ainsi mettre en difficulté les autorités britanniques. Pour cela, il tenta de démarcher le gouvernement américain et d'obtenir l'appui des fédérations sionistes du pays. En 1941, Ben Gourion, alors président du comité exécutif palestinien de l'Agence juive, sillonna les États-Unis pour présenter son nouveau programme politique.

En 1942, la guerre ne permettant pas d'organiser le Congrès annuel de l'Organisation sioniste mondiale, l'exécutif sioniste tint les 6 et 9 mai une réunion à l'hôtel Biltmore de New York. Celle-ci réunit près de 600 délégués venus de tous les États-Unis, représentant les principales organisations sionistes pour examiner et reformuler les objectifs du mouvement. Devant les délégués, Ben Gourion soutint qu'il ne pouvait y avoir après la guerre de nouvel ordre mondial « *tant que le problème de l'absence de patrie des juifs ne sera pas finalement résolu* » et il exigea la création d'un Foyer national juif en Palestine, tel qu'il était évoqué dans la déclaration Balfour. Pour la première fois, l'objectif politique principal des sionistes, soit la création d'« *un État juif unitaire en Palestine* » était formulé, mais la conférence de Biltmore fut aussi l'occasion de débattre ouvertement du « *transfert des Palestiniens arabes vers les pays voisins* »³. Cette nouvelle ligne

tactique rejetait l'idée binationale, précipitait le choix étatique et ouvrait les portes au partage qui allait avoir lieu après la guerre⁴. Surtout, ce programme devait dorénavant former la base des futures négociations.

Ainsi, cette conférence consacra d'une part, une réorientation stratégique et d'autre part, un changement d'alliance. Désormais, les États-Unis constituaient le meilleur allié des sionistes dans leur lutte contre le Livre blanc. Ces derniers ne perdaient pas de vue leur objectif de constitution d'une majorité juive, et allant même plus loin et déclarant :

« [...] *La conférence demande instamment que les portes de la Palestine soient ouvertes ; que l'Agence juive soit chargée de diriger l'immigration en Palestine et soit investie de l'autorité nécessaire pour construire le pays, ce qui comprend la mise en valeur de ses terres vacantes et incultes ; et que la Palestine soit constituée en une communauté politique juive intégrée dans l'organisation du mouvement démocratique.* »⁵

Ce programme n'avait donc rien à envier aux visions maximalistes des révisionnistes. La situation dramatique des juifs d'Europe provoqua un engouement pour le plan élaboré à l'hôtel Biltmore, et ce qui ne devait rester qu'une conférence américaine devint un véritable programme politique en Palestine, conformément à la stratégie de Ben Gourion. La revendication d'ordre idéologique d'une immigration illimitée était désormais, avec le sort des juifs d'Europe, légitimée par des considérations humanitaires.

Le comité d'action sioniste adopta le programme de Biltmore au cours de sa séance du 19 novembre 1942. Quelques organisations faisant partie du consensus sioniste s'y opposèrent toutefois⁶.

L'adoption du programme de Biltmore incita Magnes, Buber, ainsi que certains membres de l'ancienne *Brith Shalom* à constituer une nouvelle association. En effet, ceux-ci, bien qu'actifs au sein de la Ligue pour le rapprochement et la coopération judéo-arabe⁷, souhaitaient marquer leur distance avec le *leadership* sioniste tout en restant dans le consensus. Ils fondèrent donc l'*Ihoud* (l'Union), à laquelle adhèrent entre autres Moshe Smilansky, Henrietta Szold, Ernst Simon et Haim Kalvarisky. L'*Ihoud* ne réclamait plus seulement la parité politique, mais exigeait la parité numérique.

Pour faire connaître leurs vues, les membres de l'association éditérent un journal en hébreu, *Beayot (Problèmes)*, et publièrent divers articles dans des revues américaines et britanniques. Ce fut toutefois sans compter sur les actions de leurs détracteurs, ainsi que sur les désolidarisations et les condamnations de l'*Ihoud* par diverses organisations sionistes américaines.



La communauté juive américaine, rangée derrière le *leadership* sioniste depuis la conférence de Biltmore, n'était pas consciente des conséquences qu'engendrait le programme sioniste en Palestine.

Les membres de l'association, au courant des répercussions d'un tel bouleversement démographique, évoquèrent l'immigration du plus grand nombre de juifs possible avec l'assentiment des Arabes. Buber rappela que l'objectif du sionisme ne pouvait être l'établissement d'une majorité dominante et appela à un règlement moral du conflit. Les membres de l'association conservèrent cette position durant la guerre. Magnes réaffirma la nécessité de créer un État binational, seul garant de l'égalité et des droits des deux peuples. Selon lui, la réussite de l'entreprise sioniste reposait sur la coopération entre juifs et Arabes. Or, ces derniers ne pouvaient vivre ce programme autrement que comme une déclaration de guerre⁸.

Rapidement, alors, le rejet du programme de Biltmore prit des accents de prémonition :

«... parce qu'il est impossible à long terme d'exécuter un travail d'une main et de tenir l'épée de l'autre. C'est possible si on construit un mur, mais pas si on construit un pays.»⁹

Les binationalistes furent raillés au sein de l'*establishment* sioniste, qui leur reprochait de ne pas user, à leur instar, de la situation en Europe, pour exiger une majorité politique. Ceux-ci redoutaient la création d'un État juif militarisé, à contre-courant de la morale et de l'éthique juives, ainsi que la transformation de la population arabe en communauté de second rang, privée de «l'égalité politique collective». Ils se méfiaient des promesses de l'exécutif sioniste et savaient que les Arabes n'accepteraient jamais la création d'un État juif, même si, selon les termes de Ben Gourion, il y régnait l'égalité et la justice entre les nations. Ils proposèrent donc des démarches, plus ou moins concrètes, visant à régler le conflit dont, en premier lieu, le renoncement à une majorité juive. Car si les projets pour un État binational n'étaient pas parfaits, l'essentiel était selon eux d'en conserver l'essence.

Les binationalistes interrogeaient la viabilité d'un État juif et considéraient que le sionisme avait des chances de réaliser ses objectifs si un vrai dialogue était entamé avec les Arabes. Ils craignaient d'ailleurs que, face aux exigences sionistes, les Britanniques n'optent pour la solution du partage, déjà évoquée par la commission Peel en 1937. Les membres de l'association suggérèrent donc de faire de la coopération un enjeu clé et proposèrent la création d'une communauté palestinienne arabo-juive dans une fédération des États de la Grande Syrie (Liban, Jordanie, Palestine et

Syrie), et plus tard probablement l'Irak. Celle-ci devait régler le problème numérique en permettant l'immigration de juifs dans les pays arabes et leur présence massive en Palestine sans que cela inquiète les Arabes¹⁰.

La marginalisation de l'Ihoud

Rapidement, les critiques à l'encontre des membres de l'*Ihoud* gagnèrent en violence, venant de partout, même du *Mapai*¹¹. L'*Ihoud* et ses sympathisants furent considérés comme des traîtres. On leur reprochait de ne pas prendre au sérieux la question des réfugiés, et, à l'inverse, d'accorder trop d'importance aux conséquences d'une immigration de masse et d'un éventuel transfert des Arabes palestiniens. On les accusait également d'utiliser la notoriété de l'Université hébraïque à des fins politiques, de mélanger les notions de morale et de politique et d'être en rupture avec la réalité. Le 23 septembre 1942, l'exécutif de la fédération sioniste américaine rejeta toute démarche ne s'inscrivant pas dans la droite ligne de la conférence de Biltmore¹² et adopta un communiqué condamnant le programme de l'*Ihoud* et accusant Magnes d'exploiter sa fonction de président de l'Université pour servir ses positions politiques.

L'*Ihoud* dut faire face à des critiques émanant d'un entourage jusque-là sympathisant. L'organisation *Hadassah* désavoua l'association¹³. La même année, l'*Ihoud* subit les critiques acerbes de la fédération sioniste américaine. Cette dernière publia un communiqué s'opposant aux propositions de l'*Ihoud* et réaffirma son soutien au programme de Biltmore¹⁴. Elle en profita pour jeter le discrédit sur Magnes et son association.

Cela n'empêcha cependant pas l'*Ihoud* de continuer à militer en faveur de l'entente avec les Arabes, d'autant que ses membres étaient empreints d'un sentiment d'urgence. Magnes appela à un «réel» compromis, qui, selon lui, ne pouvait être atteint que si les États-Unis, en tant que puissance neutre et sans ambition territoriale, intervenaient. L'accord devait avoir pour principe de base une union dans laquelle les peuples et les individus seraient égaux. L'*Ihoud* rejeta la création d'un État juif comme solution à la «question juive». Cette dernière ne pouvait trouver sa réponse que dans l'établissement d'une société universelle, fondée sur les principes religieux et moraux¹⁵.

Les binationalistes puisaient leurs considérations politiques dans leur conception de la morale et dans quelques rares échanges entre Magnes et certains intellectuels, notables et leaders arabes, qui étaient cependant loin d'être représentatifs. Il aurait par ailleurs existé, selon l'un de ces Arabes palestiniens, trois tendances parmi les Arabes de Palestine : ceux



qu'il qualifiait lui-même de « modérés »; ceux qui suivaient les muftis et revendiquaient une Palestine arabe tout en acceptant les juifs présents sur le territoire à condition qu'il n'y ait pas d'immigration de masse; ceux qui militaient en faveur de l'ancien plan proposé par Magnes (avec les juifs constituant quarante pour cent de la population totale)¹⁶. Du côté sioniste, toutefois, ce fut l'idée d'un *commonwealth* juif et donc d'un État juif qui s'instaura.

En avril 1945, face aux critiques qui ne cessaient de pleuvoir, Buber rappela que, lorsque cela était possible, l'injustice devait être évitée¹⁷. Il exhorta le peuple juif à rester vigilant face à la tentation d'utiliser la communauté pour légitimer des actions qui, à l'échelle individuelle, auraient été fortement répréhensibles. Il appela à poser des limites car, si, en ayant une visée noble, on usait de moyens « dégénérescents », le but devenait alors hors de portée.

Dans ce contexte, les seuls à clamer leur soutien à l'*Ihoud* furent certains rabbins américains, les quels étaient également taxés d'antisémites.

La bataille contre la partition

Alors que la situation se détériorait en Palestine, la solution du partage se profila rapidement. Nombreux parmi les survivants du génocide juif manifestèrent leur volonté de quitter l'Europe pour de meilleurs horizons, essentiellement les États-Unis. Toutefois, ces derniers, qui ne souhaitaient pas accueillir les juifs déportés, entendirent donc faire de la solution palestinienne, plébiscitée par le *leadership* sioniste, la seule alternative sérieuse, en dépit du contexte politique en Palestine¹⁸. La situation n'était plus gérable pour les Britanniques. D'un côté, des milliers de survivants en attente d'un foyer, que le *leadership* sioniste souhaitait envoyer en Palestine, et de l'autre, les Arabes de Palestine auxquels avait été promise l'indépendance. S'ajoutait à cela la menace du terrorisme juif.

De leur côté, les Arabes s'organisaient. Ils se réunirent à Alexandrie le 25 septembre 1944 pour signer un protocole en vue de la création de la Ligue des États arabes¹⁹. Le comité politique consacra la centralité de la Palestine pour le monde arabe, appela la Grande-Bretagne à respecter ses engagements envers eux et affirma « sa sympathie à l'égard des juifs persécutés d'Europe »²⁰. En réaction à l'offensive diplomatique des sionistes, ils décidèrent d'agir et de lancer le boycott des produits juifs²¹.

Les attentats juifs en Palestine envenimèrent les relations entre sionistes et Britanniques. Aux États-Unis, le président Roosevelt manifesta sa sympathie à l'égard de l'entreprise sioniste. En 1938, il avait même

envisagé le transfert des Arabes palestiniens. À la mort de Roosevelt, Truman devint président et décida, dès son arrivée, de régler le sort des juifs d'Europe en leur permettant de se rendre en Palestine, et ce malgré les mises en garde du département d'État²².

La commission anglo-américaine

En 1946, les États-Unis et la Grande-Bretagne mirent en place une commission d'enquête commune afin d'observer et d'auditionner les différents acteurs²³. Cependant, ni la Ligue arabe, ni l'Agence juive ne souhaitèrent s'entretenir avec les membres de la commission. Les Arabes étaient convaincus d'avoir le droit de leur côté; quant au comité d'action sioniste, il interdit à ses membres d'intervenir devant la commission. Le *Hashomer Hatzair*²⁴ et l'*Ihoud* décidèrent d'outrepasser les consignes. Cette dernière envoya trois de ses membres, dont Judah Magnes et Martin Buber²⁵.

Il communiqua à la commission un rapport contenant ses recommandations²⁶. Deux éléments de base non négociables émanaient de ce rapport. Tout d'abord, il ne devait exister ni État juif, ni État arabe, mais un État binational. Ensuite, la Grande-Bretagne devait autoriser l'installation en Palestine de 100 000 personnes déplacées. Les binationalistes étaient conscients qu'une telle mesure provoquerait l'opposition des Arabes, mais ils considéraient que ce nombre ne représentait pas un danger pour eux, vu le taux élevé de la natalité arabe. Ils comptaient par ailleurs sur l'instauration d'une nouvelle législation par le gouvernement de Palestine et l'union régionale, et ce une fois le pays préalablement développé.

Les membres de l'*Ihoud* envisagèrent également l'autonomie politique par étapes, au terme desquelles la Palestine serait soumise à une tutelle régionale, composée d'un représentant de l'autorité administrative, de l'Agence juive et de la Ligue arabe. Ils évoquèrent la nécessité d'une Constitution élaborée par une commission spéciale, agissant elle-même selon les directives de l'ONU.

La Palestine était, d'après l'*Ihoud*, destinée à être entièrement intégrée à son environnement; aussi l'association appelait-elle à s'unir avec les pays voisins, soit avec la Syrie, la Transjordanie et le Liban, et à ne surtout pas prendre de décision à la légère.

Toutefois, parmi les éléments de plaidoyer invoqués par Magnes lors de ses interventions devant les diverses commissions d'enquête, outre des arguments non sionistes, on relève également des arguments sionistes comme l'indivisibilité d'Israël. Plus encore, selon lui, un État juif n'avait aucune signification sans Jérusalem. Abondant dans le même sens, Buber



écrivait, plus tard, le 27 mai 1948, dans le journal de l'association que le programme de Biltmore avait entériné le sacrifice de « la totalité du pays qu'ils s'étaient autrefois proposé de sauver »²⁷.

Le rapport de la commission fut rendu public le 1^{er} mai 1946²⁸. Il émettait dix recommandations, dont l'émigration immédiate en Palestine de 100 000 juifs déplacés et le maintien du territoire sous tutelle internationale. Les Britanniques jugèrent ces recommandations trop orientées en faveur des intérêts américains et des sionistes. Dans le monde arabe, le rapport fut accueilli avec hostilité²⁹. Les sionistes, quant à eux, s'ils ne se montrèrent pas favorables aux conclusions de la commission, fêtèrent l'octroi des 100 000 visas aux juifs d'Europe.

À la suite de la publication du rapport, les violences reprirent. Les groupes terroristes juifs, le *Palmach*³⁰ et le *Stern*³¹, réagirent en faisant sauter les ponts reliant la Palestine aux pays voisins. La Grande-Bretagne répliqua en emprisonnant tous les membres de l'exécutif de l'Agence juive présents dans le pays. Le 22 juillet, l'*Irgoun* répondit en posant une bombe dans l'hôtel King David à Jérusalem – qui servait de quartier général à l'armée britannique – tuant des dizaines de personnes. L'*Ihoud* dénonça les groupes terroristes, ainsi que le *leadership* sioniste qui n'avait rien fait pour les empêcher d'agir³². Face à cette impasse et à l'insistance des Britanniques à reconsidérer les éléments, Américains et Britanniques mirent au point un nouveau plan, dit « plan Morrison-Grady », du nom de ses auteurs³³, lequel recommandait la division du pays en quatre régions. Les États-Unis jugèrent cependant le plan trop favorable aux Arabes.

Les conclusions de la commission satisfirent l'*Ihoud*, qui convoqua un congrès afin de préparer la future société palestinienne. En Grande-Bretagne, l'option du partage gagna du terrain et les politiciens considéraient la partition comme la seule solution réaliste et praticable, étant donné le refus de coopérer des deux parties.

La partition ne correspondait toutefois pas à la solution que les Arabes et la majorité des sionistes avaient envisagée. Pour cette raison, Magnes pensa qu'il était probablement encore possible de la repousser et de se rallier des représentants issus des deux peuples³⁴. Il chercha des soutiens au programme de l'*Ihoud*. Il se heurta cependant à des attitudes peu encourageantes provenant, cette fois-ci, de ses propres alliés qui continuaient à le soutenir politiquement, mais se montraient incapables de s'organiser³⁵. Il souhaitait voir un mouvement prêt à témoigner devant les Nations unies, mais ne parvint pas à susciter l'engouement nécessaire à la réussite de l'entreprise. Ses courriers témoignent d'ailleurs de son

désespoir de voir un jour se créer un vrai mouvement en faveur du binationalisme³⁶. Pendant ce temps, la tendance majoritaire du mouvement sioniste gagnait du terrain. Magnes s'attendait à de graves conséquences sur les relations avec les voisins arabes, mais ce qu'il craignait par-dessus tout était la « décadence morale »³⁷.

La Palestine : divisée ou unie ?

L'association publia en 1947 un recueil d'essais, *Vers l'union en Palestine. Essais sur le sionisme et la coopération judéo arabe*³⁸. Buber en écrivit l'introduction, qu'il intitula « Une conception binationale du sionisme » et dans laquelle il rappelait que la voie du binationalisme restait ouverte. Toutefois, en février 1947, les Britanniques décidèrent de porter la question palestinienne devant l'ONU. Après diverses tentatives visant à trouver un compromis et une entente, la Grande-Bretagne ne se sentait plus capable de conserver le dossier et sollicita les Nations unies, auxquelles elle souhaitait rendre le mandat.

L'ONU examina la requête de la Grande-Bretagne et décida, lors d'une séance extraordinaire, d'envoyer en Palestine une nouvelle commission, l'Unscop (*United Nations Special Committee on Palestine*). Celle-ci avait pour but de sonder les divers acteurs de la scène palestinienne, mais le Haut comité arabe refusa de la rencontrer : les droits naturels des Arabes de Palestine étant évidents, toute enquête pour savoir que la Palestine était arabe était inutile. De son côté, l'Agence juive accepta de collaborer avec la commission. L'*Ihoud* plaida à nouveau la cause du binationalisme devant l'Unscop. Les membres de l'association qui y furent détachés, accompagnés de Hannah Arendt, présentèrent en substance les mêmes recommandations que celles auparavant faites à la commission anglo-américaine³⁹.

La commission publia son rapport le 31 août 1947 en y recommandant à l'unanimité la fin du mandat et l'indépendance de la Palestine. Cependant, la majorité, composée des États-Unis, de la France, de la Chine et de l'Union soviétique, proposa un plan de partage avec une union économique ainsi que la mise sous tutelle internationale de Jérusalem. Un autre plan, celui-là minoritaire, proposa la création d'une fédération de deux États, l'un juif et l'autre arabe, avec Jérusalem pour capitale commune. Tandis que les Arabes refusaient ce plan de partage, les sionistes l'accueillirent avec enthousiasme⁴⁰. Magnes mit, quant à lui, en garde contre les conséquences d'un tel partage, pour les Arabes comme pour les juifs⁴¹. À l'instar de ses collègues de l'*Ihoud*, il ne comprit pas les raisons qui



avaient motivé cette proposition, car, loin d'arrêter les terroristes juifs, ce succès ne pouvait que les encourager à poursuivre leurs actions pour l'obtention de toute la Palestine. La position de la commission lui semblait paradoxale, il ne s'expliquait pas comment l'Unscop pouvait appeler à la coopération entre les deux peuples, tout en rejetant la solution d'un seul État. Pour les membres de l'association, cette décision allait provoquer des conflits sans précédent et un partage voué nécessairement à l'échec.

Entre septembre et octobre, les États-Unis firent pression sur les petits pays d'Amérique latine et sur la Grèce afin qu'ils se prononcent en faveur du plan de partage. Finalement, et sans surprise, le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta le plan de partage et un statut international pour les Lieux saints, c'est-à-dire les villes de Jérusalem et de Bethléem. Les États-Unis, la France et l'Union soviétique votèrent pour, tandis que la Grande-Bretagne s'abstint. Les États arabes, ainsi que quelques autres pays comme la Grèce ou la Turquie, votèrent contre. Le plan de partage prévoyait d'attribuer quarante-cinq pour cent du territoire à la majorité arabe et cinquante-cinq pour cent à la minorité juive. L'application du plan de partage fut fixée au 15 mai 1948. Les membres de l'*Ihoud* espéraient que cette « *erreur fondamentale* »⁴² n'était pas irréversible, et que les parties en présence prendraient conscience que la solution résidait dans la coopération. Buber dénonçait, quant à lui, « *l'hypertrophie des questions politiques* » par rapport aux questions économiques et culturelles. Il appela à emprunter « la voie de la vie » qui, bien que difficile, était la seule permettant l'épanouissement personnel et collectif. Avec des collègues, il incita au calme lorsque, après l'annonce du partage, des heurts éclatèrent en Palestine⁴³.

Conclusion

Malgré leurs efforts, les tenants sionistes du binationalisme ne restèrent qu'une faible minorité au sein du mouvement sioniste et leurs plaidoyers en faveur d'un État binational et contre la logique de la séparation ne rencontrèrent aucun écho. Ainsi, ils ne purent que constater, le 14 mai, la création de l'État d'Israël.

Entrant dans la logique du fait accompli, ces intellectuels abandonnèrent par la suite leur idée d'un État unique dans lequel les deux peuples vivraient côte à côte en toute égalité. En restant attachés au consensus sioniste, les membres de l'*Ihoud* réduisirent leur marge de manœuvre et montrèrent les limites de leur engagement et de leur réflexion⁴⁴. S'ils étaient partis de

considérations morales et humanistes, ils eurent avant tout en tête le salut des juifs et l'éthique juive. Cette dernière était le moteur de leur action. De plus, et cela est notamment très présent dans les écrits de Martin Buber, le lien unissant la terre aux Arabes fut minimisé en faveur de celui qui l'unissait aux juifs. Ces derniers étaient pensés comme plus légitimes, car un lien éternel, omniprésent et unique, les liait à la Palestine. Les Arabes, quant à eux, n'auraient jamais entretenu qu'un lien pratique à la terre, celle-ci ne leur servant qu'à subvenir à leurs besoins. Ces considérations étaient par ailleurs teintées d'orientalisme, ainsi peut-on lire chez Buber les phrases suivantes :

« À notre époque un autre peuple habitait ce pays, qui n'avait rien accompli ici de particulier, mais simplement y vivait, cultivait ses champs comme si la technique moderne n'existait pas, conservait ses habitudes anciennes, comme si la civilisation moderne n'existait pas, et ces gens parlaient une langue populaire, comme si la langue littéraire n'existait pas. »⁴⁵

On pourrait avancer, comme beaucoup, que les binationalistes ont échoué à cause de l'absence d'enthousiasme dans le camp arabe pour la solution binationale, mais ce serait négliger un facteur primordial : la politique de colonisation du mouvement sioniste. En effet, les tenants du binationalisme ne représentaient guère qu'une infime minorité, la majorité, quant à elle, se rangeait derrière le programme de Biltmore, dont l'objectif avoué était l'obtention d'une souveraineté juive sur le territoire de la Palestine mandataire, ce qui impliquait d'évincer les Arabes palestiniens. En outre, pourquoi, les Arabes palestiniens qui représentaient la majorité de la population du pays et se pensaient dans leur bon droit auraient-ils accepté de partager le territoire avec des nouveaux venus ?

Toutes ces complexités expliquent en partie l'échec des ces intellectuels et constituent très probablement les raisons pour lesquelles les mouvements postérieurs, prônant la solution d'un État (binational ou laïque et démocratique), n'ont pas élaboré leur réflexion dans le droit fil de celui des membres de *Brith Shalom* ou de l'*Ihoud*. On peut tout au plus imaginer que certaines idées développées par ces derniers aient pu contribuer à nourrir le débat (re)naissant sur cette question. Mais peut-on aujourd'hui, comme le firent ces intellectuels, s'affirmer sioniste tout en se positionnant en faveur d'un seul État, même binational ? Cela n'exige-t-il pas d'aller au-delà du concept d'État-nation juif ?

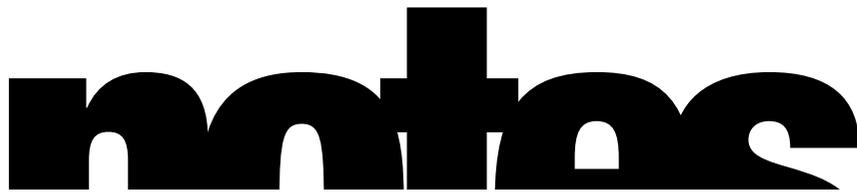
Depuis les années 1960, ceux qui militent pour l'option d'un État commun (binational, fédéral, ou sous une autre forme) sont non sionistes ou antisionistes ; ils sont Israéliens, Palestiniens et étrangers, intellectuels ou



activistes. Pour eux, le « binationalisme » est une réalité – puisque dans les faits, il existe deux nations sur un territoire contrôlé par un seul État – et seule la création d'un État démocratique où juifs et Arabes vivraient en toute égalité promet un avenir meilleur et surtout répond au besoin de justice.

Cependant, il existe une constante dans la perception des tenants du binationalisme : aujourd'hui comme hier, il leur est reproché un manque de réalisme, alors qu'eux-mêmes disent puiser leurs arguments dans la réalité.

* Ce travail a été réalisé dans le cadre de l'EA 4117 – Centre Alberto



1 — « *La catastrophe* » en arabe, désigne l'expropriation et l'expulsion de Palestine d'environ 750 000 à 800 000 Arabes palestiniens. Chiffres cités dans ILAN PAPPÉ, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, trad. de l'anglais par Paul Chemla, Paris, Fayard, 2008, p. 28.

2 — Après la révolte arabe, certains membres comme Gershom Scholem rejoignirent le consensus sioniste, d'autres comme Hans Kohn quittèrent la Palestine et leurs responsabilités au sein des organisations sionistes, ne s'y reconnaissant plus.

3 — HANNAH ARENDT, *La Paix ou l'armistice au Proche-Orient*, 1950, dans id. *Auschwitz et Jérusalem*, Paris, Presses Pocket, « Agora », 1991, p. 177 ; cité dans HENRY LAURENS, *La Question de Palestine (1947-1967), L'accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007, p. 11.

4 — CZA, A 125/152, Judah Magnes à Alexandre Dushkin (brouillon), 1^{er} janvier 1943.

5 — HENRY LAURENS, *Le Retour des exilés*, Paris, Robert Laffont, 1998, p. 789.

6 — Il s'agit entre autres de l'Hashomer Hatzair.

7 — La Ligue pour le rapprochement et la coopération judéo-arabe militait en vue de la création d'un État binational. Cette organisation est née en 1939 et rassemblait diverses sensibilités politiques.

8 — MARTIN BUBER, *Dialogue au sujet du programme de Biltmore*, cité dans Paul Mendes Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, trad. de l'allemand par Dominique Miermont et Brigitte Vergne, Paris, Lieu Commun, 1985, p. 212.

9 — *Ibid.*

10 — CZA, A125/152, Judah Magnes à l'éditeur de *The Economist*, Jérusalem, 31 janv. 1944.

11 — Acronyme pour Mifleget Poalei Eretz Israel : Parti des ouvriers d'Eretz Israël.

12 — CZA, A123/149, Communiqué du comité exécutif de la fédération sioniste américaine adopté lors d'une réunion le 23 sept. 1942.

13 — La fondatrice de Hadassah était Henrietta Szold, elle-même membre de l'Ihoud. Magnes, quant à lui, occupait, au sein de l'association, le poste de représentant en Palestine pour les affaires sociales. CZA, A123/149, *Minutes of the National Board of Hadassah Meeting*, 28 av. 1943.

14 — CZA, A123/149, *American Zionists Oppose Magnes Palestine Plan for a Bi-National State*, Washington D.C., 10 av. 1943.

15 — JUDAH MAGNES, *Toward Peace in Palestine*, cité dans Arthur Goren (éd.), *Dissenter in Zion*,

from the *Writings of Judah Leon Magnes*, Boston, Harvard University Press, 1982.

16 — *Id.*, *Journal. Notes on Conversation with Omar Salih Barghubty*, Jérusalem, 8 fév. 1944, cité dans A. Goren (éd.), *Dissenter in Zion...*, op.cit., p. 398-402.

17 — M. BUBER, *Politique et Morale*, Beayot, av. 1945, cité dans P. M. Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, op. cit., p. 225-230.

18 — De 1945 à 1948 seuls 25 000 juifs furent autorisés à s'installer aux États-Unis.

19 — La Ligue des États arabes vit le jour en 1945.

20 — Extrait du protocole d'Alexandrie signé le 7 oct. 1944, cité dans Bishara Khader, *L'Europe et la Palestine. Des croisades à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.176.

21 — B. KHADER, *L'Europe et la Palestine...*, op. cit., p. 177.

22 — JOSEPH HELLER, *The Birth of Israel (1945-1949). Ben Gurion and His Critics*, Gainesville, University Press of Florida, 2003, p. 181.

23 — H. LAURENS, *Le Retour des exilés*, op. cit., p. 616.

24 — En hébreu, La jeune garde. Désigne un mouvement de jeunesse juif sioniste de gauche, né en 1913 en Pologne. Le mouvement a été fortement influencé par le sionisme socialiste de Hapoel Hatzair.

25 — JUDAH MAGNES et MARTIN BUBER (éds.), *Arab-Jewish Unity. Testimony before The Anglo-American Inquiry Commission for The Ihoud (Union) Association*, Londres, Camelot Press, 1947.

26 — Voir MARTIN BUBER et JUDAH MAGNES (éds.), *Arab-Jewish Unity...*, op.cit.

27 — M. BUBER, *Deux sortes de sionisme*, cité dans P.M.Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, op.cit., p. 287.

28 — Rapport de la commission d'enquête anglo-américaine concernant les problèmes des juifs d'Europe et la Palestine, Lausanne, 20 av. 1946.

29 — B. KHADER, *L'Europe et la Palestine...*, op. cit., p. 177 ; J. HELLER, *The Birth of Israel...*, op.cit., p. 710.

30 — Acronyme pour Plugot Mahatz, unités de combat de la Hagana.

31 — Le groupe Stern ou le Lehi (acronyme de Lohamei Herout Israel), groupe armé radical affilié au mouvement révisionniste.

32 — M. BUBER, *Non ce n'est pas suffisant!*, 26 juil. 1946, Beayot, cité dans P. M. Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, op.cit., p. 250-253.

33 — H. LAURENS, *Le Retour des exilés*, op.cit., p. 627.

34 — J. Magnes à I.F.Stone, Jérusalem, 14 fév. 1947, cité dans A. Goren (éd.), *Dissenter in Zion...*, op.cit., p. 445-447.

35 — J. Magnes à Maurice B. Hexter, Jérusalem, 14 fév. 1947, *ibid.*, p. 447-448.

36 — J. Magnes à David W. Senator, Jérusalem, 18 fév. 1947, *ibid.*, p. 448-450.

37 — J. Magnes à Maurice B. Hexter, Jérusalem, 14 fév. 1947, *ibid.*, p. 447-448.

38 — The Ihoud Association, *Towards Union in Palestine*, op. cit.

39 — The Ihoud Association, *Palestine - Divided or United? The Case for A Bi-National Palestine Before The United Nations*, Jérusalem, Ihoud Association, 1947.

40 — P. M. FLOHR, *Une erreur fondamentale qu'il faudrait corriger*, cité dans P. M. Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, op.cit., p. 282.

41 — J. Magnes aux éditeurs du New York Times, 28 sept. 1947, cité dans A. Goren (éd.), *Dissenter in Zion...*, op.cit., p. 451-454.

42 — M. BUBER, *Une erreur fondamentale qu'il faudrait corriger*, cité dans P. M. Flohr (éd.), *Une Terre et deux Peuples*, op.cit., p. 282-286.

43 — M. BUBER, *N'acceptons pas que la rue nous donne des ordres!*, *ibid.*, p. 280-283.

44 — Contrairement à Hans Kohn ou à Gershom Scholem, Martin Buber, Judah Magnes, Hugo Bergmann et tous les adhérents de l'Ihoud tentèrent de conserver leur vision politique et humaniste et de changer la trajectoire du sionisme, sans quitter le consensus sioniste.

45 — M. BUBER, *Finissons en avec les phrases creuses!*, nov. 1948, *ibid.*, op.cit., p. 292.



Après «Mur», la cinéaste raconte le tournage de son film «Rachel» consacré à la mort à Gaza en 2003 de la militante pacifiste américaine Rachel Corrie.

À propos de Rachel

par SIMONE BITTON

On demande souvent aux cinéastes de raconter pourquoi ils ont choisi de traiter de tel et tel sujet, de raconter telle ou telle histoire – en s’attendant à une réponse claire et nette – comme si l’on pouvait répondre, en quelques phrases, à une question si complexe et si intime... Faire un film, cela change quelque chose en vous : il est très difficile, après trois ans de travail – et d’obsession de chaque instant – de se remettre dans la peau de celle qu’on était quand le film n’était qu’un projet. Mais *Rachel* va bientôt commencer sa vie. Il faut donc que je me prépare à affronter cette question, et bien d’autres. Je fais donc d’une pierre deux coups : un texte pour *De l’autre côté* (qui m’a demandé un carnet de tournage, mais je n’ai pas écrit pendant le tournage) et une présentation que mon producteur se fera un plaisir de transformer en dossier de presse.



Je crois que j’ai initié *Rachel* pour payer une dette contractée en faisant mon film précédent. Je m’explique : j’ai appris la mort de Rachel Corrie alors que je préparais le tournage de *Mur*, qui devait comprendre des images tournées à Gaza. Cette jeune pacifiste américaine avait été écrasée par un bulldozer israélien alors qu’elle tentait d’empêcher la destruction d’une maison palestinienne.

C’était très inquiétant, mais je n’ai pas tout de suite changé mon plan de travail. Quelques semaines plus tard, un autre jeune pacifiste étranger, Tom Hurdall, a reçu une balle mortelle tirée d’un mirador israélien à quelques centaines de mètres du lieu de la mort de Rachel. Puis le journaliste britannique James Miller a été tué par un char israélien dans la même ville, alors qu’il portait un drapeau blanc et un gilet marqué «*Presse*», et que son caméraman filmait la scène. J’ai alors pris une décision dont je ne suis pas fière : j’ai annulé le tournage à Gaza, et j’ai utilisé la technique de la vidéo-conférence pour aller à Gaza sans y aller. Cette séquence de *Mur* – où je parle avec le psychiatre Eyad Al-Sarraj – est une belle séquence ; mais elle m’a laissé un goût d’échec, un sentiment de honte. J’ai donc voulu, après *Mur*, consacrer un film entier à Gaza.

Lorsque j’ai lu les emails de Rachel Corrie, il m’a semblé qu’une enquête sur sa mort me permettrait de faire un tel film, à ma manière. L’histoire de Rachel n’a pas de «*happy end*», mais elle est de celles qui rendent le goût de l’engagement et du partage. En ce sens, *Rachel* commence là où *Mur* se terminait, et c’est une motivation très importante, une continuité dans ma démarche. Mais, pour être tout à fait honnête, je dirai que l’essentiel était sans doute ailleurs. L’essentiel, c’est que Rachel Corrie est morte à 23 ans, que j’en ai 53 et que très banalement je fais le deuil de ma jeunesse.



Rachel, c'est la jeune fille que j'ai été et la fille que j'aurais voulu avoir. Elle a fait ce qui me touche le plus au monde : américaine, elle s'est démarquée de sa tribu, a refusé que l'on opprime en son nom. Ce choix, je l'ai fait à son âge, et il a guidé toute ma vie.

J'ai donc fait ce film en partant de là, de ce sentiment profond d'intimité, de parenté avec cette jeune fille venue d'ailleurs pour mourir sur la terre de malédiction dont je ne cesse, film après film, de consigner le malheur et la beauté. Je mène une enquête cinématographique sur la mort de Rachel. Je vais là où serait allé un juge d'instruction ou un journaliste d'investigation, mais je le fais en cinéaste, c'est-à-dire en laissant une place à l'imaginaire du spectateur. Il y a un côté très terre-à-terre : je « cuisine » les témoins, je relis les dépositions, j'examine les pièces à conviction, les photos, les images d'archives, etc... Je détricote une montagne de mensonges, mais je laisse la vérité affleurer d'elle-même, sans commentaire. Cette rigueur est essentielle, car elle me permet d'aller plus loin, de transcender le sujet. Dans le film, le chef de la police militaire israélienne m'avoue qu'il n'a pas interrogé tous les témoins de la mort de Rachel, que ses enquêteurs ne s'étaient même pas rendus sur les lieux du drame ! Entre autres informations importantes, nous avons donc découvert que la police militaire n'avait pas enquêté du tout ! Et ce que cet officier n'a pas fait avec ses gros moyens, moi je l'ai fait avec ma petite équipe tout au long du film.

Au cinéma, le résultat de l'enquête compte moins que le fait même d'enquêter. Il s'agit de filmer et d'observer des lieux, des gens, des paysages, des objets, de recueillir des paroles, des gestes et des silences. De faire jaillir l'émotion des matières les plus froides et les plus dures, comme les images d'une caméra de surveillance ou le métal lisse d'une table d'autopsie. Mahmoud Darwich disait : « *Le chemin vers la maison est plus beau que la maison* ». C'est une très bonne définition de toute démarche artistique. La manière dont on cherche et ce qu'on rencontre sur le chemin comptent beaucoup plus que ce que l'on trouve. Dans ce film, j'ai donc essayé d'enquêter poétiquement. Je n'ai pas hésité à montrer des images du cadavre de Rachel. Il fallait les montrer. Avant même le générique de début, et y revenir ensuite deux ou trois fois dans le film – pour que tout renvoie à cela, au corps disloqué d'une jeune personne qui ne vieillira jamais... Mon travail n'aurait eu aucun sens si j'avais détourné les yeux de ces images. Mais il fallait aussi partager la gêne éprouvée à me les approprier, exprimer la réflexion qui m'a permis de le faire. Le jeune homme qui a pris l'une de ces photos dit qu'il s'en est senti coupable, qu'il est conscient de la part d'obscénité d'une telle image. Mais il l'a prise car il fallait des

preuves. Il dit aussi qu'il regrette de ne pas avoir eu une caméra vidéo, que la présence d'une caméra aurait peut-être eu le pouvoir d'empêcher la mort de son amie. J'ai projeté des extraits du film récemment à Belfast, où j'étais invitée pour parler de mon travail en cours avec des étudiants de cinéma. L'une des participantes au séminaire, une femme de ma génération, a raconté que les images l'avaient ramenée au temps de sa jeunesse, lorsqu'elle affrontait l'armée britannique à mains nues. Elle a ajouté que si elle avait été tuée lors de ces affrontements, elle aurait voulu que les images de son corps ensanglanté fassent le tour du monde.

Aujourd'hui, il y a des caméras presque partout. Les manifestants et les militants dans les zones de conflit savent que l'image de leur cadavre sera médiatisée s'ils sont tués ; non seulement ils ne s'y opposent pas, mais cela fait partie de leur démarche. Je crois donc, très sincèrement, que Rachel m'aurait permis d'utiliser ces images ; sa famille en tout cas, ne s'y est pas opposée. Cela dit, j'en ai fait un usage très parcimonieux. Je disposais de beaucoup d'archives difficiles, que j'ai préféré laisser de côté. Chacune de celles que j'ai utilisées remplit une fonction bien précise dans le récit du film ; elles ne sont jamais là pour le pathos, et je ne crois pas qu'elles dégagent plus d'émotion que le reste. J'ai observé les spectateurs pendant les premières projections privées du film. Il me semble que les moments les plus insoutenables pour eux ne sont pas ceux-là, mais plutôt ceux où Rachel est bien vivante : lorsqu'elle danse avec un foulard palestinien, ou lorsqu'elle écrit des phrases telles que : « *Ce voyage est la meilleure chose que j'ai faite dans ma vie* ». Personnellement, en tout cas, ce sont ces moments-là qui me serrent la gorge et me nouent les tripes.

J'ai travaillé trois ans pour faire ce film. Rien n'a été facile, mais je suis très opiniâtre. Les services de presse de l'armée israélienne étaient extrêmement réticents, ils ont décliné la plupart de mes requêtes, comme de filmer un bulldozer D-9 en action ou de rencontrer les soldats impliqués dans la mort de Rachel. Ces services sont très serviables et efficaces lorsque vous vous intéressez à quelque chose dont ils veulent parler, mais lorsque vous arrivez avec un sujet qui leur déplaît, ils sont très forts pour vous mettre des bâtons dans les roues. Je les ai tellement harcelés que finalement, j'ai eu droit à trente minutes d'entretien avec le Major Avital Leibovitch, qui est la propagandiste en chef de l'armée israélienne pour la presse étrangère. Ce qui n'est pas si mal. Les camarades de Rachel étaient eux aussi assez méfiants au départ, car à l'époque du drame, leurs propos avaient été déformés par certains journalistes malveillants ou incompetents. De plus, le fait même de braquer le projecteur sur la mort d'une Américaine,



plutôt que sur celle de l'une des innombrables victimes palestiniennes anonymes, leur paraissait suspect politiquement. Cela a donné lieu à de longues discussions qui ont finalement établi des rapports de confiance. Les parents de Rachel ont été, eux, très coopératifs dès que nous nous sommes rencontrés, mais ils ont mis très longtemps avant d'accepter de me voir ! Quant aux témoins palestiniens à Rafah, le problème n'était pas de les retrouver, mais d'arriver jusqu'à eux ; depuis plus de deux ans, l'armée israélienne refoule tous les citoyens israéliens au point de passage d'Erez, même porteurs d'un passeport étranger et d'une carte de presse, même établis et travaillant à l'étranger, ce qui est mon cas.

Le film risquait de ne pas se faire. Mon fidèle chef opérateur, Jacques Bouquin, et mon ingénieur du son, Cosmas Antoniadis, l'ont sauvé. Ils ont décidé d'aller à Gaza sans moi, accompagnés d'Alexis Monchovet, qui connaît bien Rafah. Non sans mal, j'ai réussi à leur faire obtenir les laissez-passer nécessaires et j'ai préparé le tournage par téléphone. Depuis Tel-Aviv, je parlais aux témoins, je guidais la camera à distance, je demandais à Jacques de faire des plans de telle ou telle ruine, de tel ou tel lieu. Cette expérience est sans doute la plus étrange et la plus triste qu'il m'ait jamais été donné de vivre sur un tournage. C'était difficile, mais je crois que cela ne se sent pas dans le film. Je n'aime pas exposer les difficultés de tournage à l'écran, c'est un peu obscène de s'y attarder. Les difficultés de mouvement d'une cinéaste, c'est bien embêtant, mais ce n'est rien en comparaison de l'enfermement d'une population. À l'arrivée, le film existe, et il est plein comme un œuf. Donc, pas la peine d'en rajouter...

La question essentielle de mon enquête, c'est bien sûr de comprendre si Rachel a été tuée intentionnellement. La réponse donnée par le film n'est pas catégorique. En l'absence d'aveux, rien ne prouve que le chauffeur du bulldozer ait froidement décidé de l'écraser, ou reçu l'ordre de le faire. Mais l'indifférence à la vie humaine, la brutalité de sa mission et le sentiment général d'impunité ont très certainement joué. S'il n'a pas vu Rachel, comme il le prétend, c'est qu'il ne voulait pas la voir. En tout cas, l'excuse selon laquelle elle était cachée derrière un monticule de terre ne tient pas : toutes les photos le prouvent, et les témoignages sont très clairs là-dessus. Un jeune artilleur de char qui a servi plusieurs mois dans cette région et à cette époque raconte dans le film, en détails et en toute franchise, combien cette indifférence était la norme. Avec ses camarades, ils passaient leurs journées à tirer sur des maisons habitées, et ils prêtaient main-forte aux bulldozers qui détruisaient des maisons dont les habitants n'avaient pas toujours le temps de sortir. Je n'accable

pas ces soldats en particulier, car c'est bien entendu l'armée israélienne et le système d'occupation qui est responsable en bloc. Le crime intentionnel dont mon film parle, ce n'est pas la mort de Rachel Corrie. C'est la destruction volontaire de quartiers entiers, très densément peuplés, avec le risque assumé de tuer des gens restés à l'intérieur de leurs maisons ou tentant de les défendre.

On voit très bien où cela mène : six ans plus tard, au même endroit, des centaines de civils sont tués par la même armée dans des bombardements soi-disant ciblés. Aujourd'hui le processus de déshumanisation est achevé : les civils palestiniens et quiconque cherchant à leur porter secours sont tous des victimes collatérales potentielles, leurs vies n'ont strictement plus aucune valeur. S'agissant de la Palestine, et plus particulièrement de Gaza, parler de crimes de guerre et évoquer les conventions de Genève, vous fait passer pour un naïf, un archaïque... J'espère que le film touchera le plus de monde possible. Mais cela me ferait surtout plaisir qu'il soit vu par des jeunes, car j'ai fait ce film en pensant à eux. Il y en a beaucoup au générique. Moi, je suis une pacifiste qui a connu beaucoup de guerres. Ma génération a échoué de manière assez lamentable, mais les amis de Rachel sont beaucoup plus lucides et courageux que nous ne l'étions, sans doute parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. J'aimerais que ce film soit perçu pour ce qu'il est, avant tout : un geste d'amour, une prière pour qu'une nouvelle génération refasse vivre l'espoir que nous avons bafoué, au Moyen-Orient comme ailleurs.

Post-Scriptum : j'écris cela en janvier 2009, un an après le tournage. Les personnages palestiniens du film sont entassés à trente ou à quarante dans des logements plus que modestes, chez une sœur, un oncle ou un parent habitant dans une zone encore préservée par les bombes – mais pour combien de temps ? Ils sont sans chauffage, sans électricité, avec très peu d'eau et de nourriture. Leur panique absolue est mille fois plus digne, bien sûr, que mon agitation fébrile devant mes écrans. Penser, à un tel moment, que faire des films peut servir à quelque chose relève d'une telle incongruité qu'il faudra s'en souvenir la prochaine fois qu'on me demandera (une autre question qui revient souvent) : « *À quoi sert le cinéma ?* »

Le politiquement correct à l'israélienne :
Les manuels scolaires d'histoire et géographie distillent
toujours une vision raciste et séparatiste des Palestiniens.

Les leçons de racisme



par **NURIT PELED-ELHANAN**
traduit de l'anglais par Béatrice Ores et Michel Ouaknine

Les enfants d'Israël sont éduqués dans un discours raciste sans compromis. Un discours raciste qui ne s'arrête pas aux check-points mais gouverne tous les rapports humains dans ce pays.

Les enfants d'Israël sont éduqués de manière à considérer le mal que, dès la fin de leurs études, ils auront à exercer, comme quelque chose d'imposé par la réalité dans laquelle ils sont appelés à fonctionner.

Dans une récente étude (2004), Ruth Firer, spécialiste des manuels scolaires d'Histoire à l'institut Truman de l'Université hébraïque de Jérusalem, explique que « *comme le politiquement correct a atteint Israël, il n'est plus approprié d'utiliser une langue abrupte ou discriminatoire dans les manuels* »,

ajoutant que dans les années 1967-1990 « *les stéréotypes sur les Arabes et les Palestiniens ont pratiquement disparu* ».

Toutefois l'examen des manuels les plus courants publiés après 1994 – y compris ceux dont Firer remarquait leur prudence politique – montre clairement que, dans le choix des illustrations comme dans les textes, les Palestiniens sont toujours représentés soit selon

les stéréotypes racistes, soit comme des absents, c'est-à-dire comme des « taches aveugles », des éléments « anonymisés » ou exclus.

Les jeunes Israéliens ne savent pas qu'il y a une occupation. On leur parle de « *peuplement* ». Sur les cartes de population des manuels de géographie, les Territoires occupés sont représentés comme étant une partie dépeuplée de l'État d'Israël. Par exemple sur une carte (*Israël – l'Homme et l'Espace*, 2003), ces Territoires sont laissés en blanc et indiqués comme étant des « *zones dépourvues de données* », autrement dit comme des zones inhabitées. Dans le même ouvrage on peut trouver des cartes comme les « *Universités en Israël* », la « *Répartition de la population arabe en Israël* » ou « *Jérusalem la capitale* » qui décrivent les Territoires palestiniens comme faisant partie d'Israël et vide de gens et d'institutions. Les habitants de ces mêmes Territoires sont soit inexistantes soit décrits comme des travailleurs « *étrangers* ».

Toutefois, le lecteur non averti peut ne pas se rendre compte de ces singularités car les Territoires ne sont pas indiqués comme la Palestine : par exemple dans *Israël : L'homme et l'espace*, p. 32. « *Quelques-uns des travailleurs étrangers sont Palestiniens... Ils sont embauchés dans des emplois sans qualification et leurs salaires sont plus bas que ceux des citoyens israéliens à travail égal... Ceci est caractéristique de tous les pays développés* ».





Cette « caractéristique » des pays développés est considérée par Fanon et par des chercheurs du discours raciste comme « l'autre aspect de la modernité occidentale : colonialisme, holocauste, esclavage, domination impérialiste et exploitation » (Fanon cité par Reisiq et Wodak, 2001).

Centre et périphérie

« L'une des conséquences malheureuses du colonialisme est l'état qu'il engendre, [...] c'est ce sentiment que le centre est ailleurs » (Henrikson, 1994).

Les Arabes (juifs comme musulmans) et les pays arabes sont marginalisés dans les manuels d'histoire, comme ils le sont dans le discours social israélien. Dans un manuel pour classes de 7^{ème}-8^{ème}, *Du conservatisme au progrès*, on peut lire que « dans les années 1881-1882, des milliers de gens arrivèrent au port de Jaffa de Russie, de Roumanie, des Balkans et même du très lointain Yémen » (p. 268). Le Yémen étant en fait le plus proche de Jaffa, la question posée est de savoir pourquoi il est décrit comme « très lointain » ? Et comment les quatre commissions de relecture ont pu ne jamais être frappés par cette absurdité ? La seule réponse est que le centre implicite de la « carte mentale » des auteurs est resté l'Europe de l'Est, centre spirituel du sionisme et terre originelle du groupe social dominant. Comme l'explique Henrikson, « les cartes mentales sont une variable critique – et à l'occasion le facteur décisif – dans l'élaboration des politiques publiques ». Villes et villages arabes à l'intérieur d'Israël sont relégués aux marges de la conscience et de la réalité sociale, comme cela est si bien exprimé dans ce jugement de *Géographie de la terre d'Israël* (2003) : « les villages arabes sont [en Israël] loin du centre, les routes qui y mènent sont difficiles, et ils sont restés à l'écart du changement et du développement ; ils ont à peine été touchés par la vie moderne et les raccorder aux réseaux d'eau et d'électricité n'est pas aisé » (p. 197).

Ces villages « distants » ne figurent sur aucune carte bien qu'ils soient tous situés à l'intérieur de cette « étroite ceinture qu'est Israël », qui n'est pas plus large que la distance séparant Manhattan de l'aéroport Kennedy, comme le soulignent les cartes d'Israël publiées par le ministère des Affaires étrangères.

En revanche, les localités juives élevées, construites au sommet de collines surplombant ces villages, tout comme les colonies juives implantées loin au-delà des frontières officielles d'Israël – comme Ariel, Elkana, Alon-Shvut – sont présentées dans le même chapitre comme des exemples de hauts standards de vie et non comme des lieux perdus, aux marges et manquant de tout. Mais, poursuit Henrikson, « l'idée que l'on se fait de



9א. תפרוסת האוכלוסייה הערבית במדינת ישראל לפי נפות, בשנת 2000

Répartition en 2002 de la population arabe en Israël,

rectangle blanc

en trait plein

«absence de données pour ces zones»

rectangle blanc

en pointillés

«zones A contrôlées

par les autorités

palestiniennes»

«les villages arabes sont [en Israël] loin

du centre, les routes qui y mènent sont

difficiles, et ils sont restés à l'écart du

Géographie de la terre d'Israël, p.197, 2003.

changement et du développement,

ils ont à peine été touchés par la vie

moderne et les raccorder aux réseaux

d'eau et d'électricité n'est pas aisé»



l'excentrement ne peut être modifiée, bien sûr, simplement en redimensionnant ou en redessinant les contours d'une carte».

Aucun livre de géographie dans l'État d'Israël n'offre de carte des frontières de l'État, car les enfants d'Israël apprennent que leur véritable entité géographique est l'entité mythique appelée Terre d'Israël, l'État d'Israël en étant une petite partie temporaire. Ceux qui établissent les programmes scolaires en Israël ne se sont jamais résignés aux frontières nées de la main de l'homme. Elles apparaissent comme « *une conséquence accidentelle des ordres de cessez-le-feu qui ont paralysé la dynamique militaire* » (Bar-Gal 1993:125). Les livres de classe enseignent plutôt que « *la Terre d'Israël* » a une légitimation divine (*ibid.* p. 430). Tout ceci est renforcé par de fréquentes citations de la Bible qui réitèrent la promesse divine (par exemple, *Les Pays Méditerranéens*, pp. 30-33). Cette intertextualité avec la Bible délivre un sceau sacré au manuel scolaire et un label scientifique à la Bible. Elle accentue aussi la suprématie de la promesse divine sur les lois et les décisions internationales.

Comme Bar-Gal (1993:125) le souligne, « *les frontières d'Israël portées sur la carte représentent la perception idéologique de l'extrême-droite qui refuse de considérer les aires de la Cisjordanie et de Gaza comme un territoire sous une souveraineté différente* ». Il maintient aussi que « *le système éducatif [...] indique peu fréquemment que cette carte est un modèle distordu, qui peut « mentir » parfois et contient des éléments qui sont complètement différents de la réalité* ».

Sur toutes les cartes, les villes arabes d'Israël comme Acre, Jaffa ou Nazareth sont omises.

Classification raciste

Les enfants d'Israël apprennent qu'il y a, dans leur pays, des Juifs et des non-Juifs : un secteur juif et un secteur non-juif, une agriculture juive et une agriculture non-juive, des villes juives et des villes non-juives. Qui sont ces non-Juifs-là, que font-ils ? De quoi ont-ils l'air ? Est-ce important ? Les nombreuses études menées par plusieurs chercheurs montrent que ces non-juifs n'ont aucun image humaine dans l'esprit des enfants et des adultes israéliens : ils n'en connaissent ni la culture ni les coutumes ni la langue et ni l'histoire de ces non-juifs.

Quand ils ne sont pas appelés non-juifs, ils sont appelés d'une manière globale : « *Arabes* ». Par exemple, dans le livre « *Israël, l'homme et l'espace* » (éd. Centre pour la Technologie de l'Éducation, 2002), on peut lire p. 12 : « *La population arabe [...] À l'intérieur de ce groupe de population,*

il y a des croyants de différentes religions et des groupes ethniques différents : Musulmans, Chrétiens, Druzes, Bédouins et Tcherkesses, mais comme la majorité d'entre eux sont des Arabes, dorénavant, tout au long de cet ouvrage, nous donnerons à ce groupe le nom d'Arabes ou de population arabe ». Les Palestiniens, qu'ils soient citoyens de l'État ou qu'ils vivent dans les Territoires occupés, ne sont présentés dans aucun ouvrage scolaire comme des gens modernes, citadins, occupés à des travaux productifs ou prestigieux ou à des activités ethniques positives. Ils n'ont pas de visage. Ils sont représentés par le biais d'images stéréotypées : les Arabes citoyens d'Israël, à qui l'on donne l'appellation rabaisante d'« Arabes d'Israël », sont représentés soit par des caricatures racistes de l'Arabe version *Mille et une nuits*, portant moustache et keffieh, chaussures pointues de clown et avec un chameau se traînant à sa suite (*Géographie de la terre d'Israël*, 2002), soit par la photo raciste typique de la représentation du tiers-monde en Occident – le paysan d'avant la technologie, marchant derrière une charrue primitive tirée par une paire de bœufs (*Les gens et l'espace*, 1998). Les Palestiniens qui habitent dans les Territoires sont représentés par des photos de terroristes cagoulés (*Le vingtième siècle / Temps modernes II*), ou de troupes de réfugiés allant nu-pieds de nulle part vers nulle part, avec des valises sur la tête (*Voyage vers le passé*, 2001). Les qualificatifs que reçoivent ces stéréotypes dans les manuels scolaires sont « *cauchemar démographique* », « *menace sécuritaire* », « *fardeau pour le développement* » ou « *problème qui doit trouver sa solution* ».

Bien que les zones palestiniennes ne soient pas indiquées sur les cartes, l'Autorité palestinienne est un ennemi. Par exemple, dans le livre « *Géographie de la terre d'Israël* », de 2002, on trouve un sous-chapitre intitulé « *L'Autorité palestinienne vole à Ramallah l'eau d'Israël* ». Mais par-dessus tout, le racisme trouve à s'exprimer dans des livres réputés non racistes et ignorant peut-être le discours raciste qu'ils véhiculent. Des ouvrages qualifiés par des chercheurs de « *progressistes, hardis, politiquement corrects* », des ouvrages tournés vers la « *vérité historique* » et la paix. Par exemple *Le vingtième siècle*, d'Elie Barnavi, p. 244, nomme les Palestiniens « *un problème* » : « *Chapitre 32 : les Palestiniens, de réfugiés à une nation. Ce chapitre examine le développement du problème palestinien [...] et les attitudes, dans le public israélien, à l'égard de ce problème et de la nature de sa solution* ». Si on me disait que ce titre vient d'ailleurs, qu'il a un peu plus de soixante ans et qu'au lieu du problème palestinien, il y est question du « *problème juif* », je ne serais pas surprise.



Comment s'est créé ce problème ?

Temps modernes II, d'Elie Barnavi et Eyal Naveh, explique p. 238 : « [...] C'est dans la pauvreté, dans le désœuvrement et dans la frustration, qui étaient le lot des réfugiés dans leurs misérables camps, qu'a mûri le problème palestinien ».

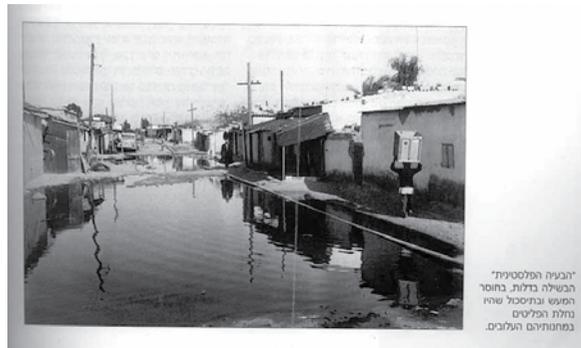
Qu'amène ce problème ?

p. 239 : « [...] Le problème palestinien empoisonne, depuis une génération et plus, les relations d'Israël avec le monde arabe et avec la communauté internationale ». Pour cet ouvrage, l'identité des Palestiniens est fondée sur « le rêve du retour en terre d'Israël » – et non pas en Palestine – qui leur semble comme le paradis perdu (p. 238 : « Les Palestiniens... ont fondé leur identité sur le rêve du retour en terre d'Israël »). Du point de vue de l'image, « le problème palestinien » est toujours représenté comme un problème d'environnement pour les Israéliens, comme un fléau, mais jamais comme la préoccupation du point de vue du peuple palestinien.

Comment le nationalisme palestinien s'est-il créé ?

Temps modernes II : « Au fil des ans, l'aliénation et la haine, la propagande et les espoirs de retour et de vengeance ont fait des réfugiés une nation [...] ».

Le livre explique aussi que la présence des Palestiniens parmi nous est susceptible de « transformer le rêve sioniste en cauchemar version Afrique du Sud » (*Le vingtième siècle*, p. 249). Ces propos ont été écrits après la victoire de Nelson Mandela, mais le livre identifie encore les Juifs de



Temps modernes II, p. 238 :

« [...] C'est dans la pauvreté, dans le désœuvrement et dans la frustration, qui étaient le lot des réfugiés dans leurs misérables camps, qu'a mûri le problème palestinien »

l'État d'Israël avec les Blancs d'Afrique du Sud pour qui la population indigène est un cauchemar. Mais si le « problème palestinien » est un souci environnemental, le « problème des réfugiés » l'est également. Dans *Les gens à l'espace* – un manuel de géographie pour les collèves – le lecteur découvre une photo aérienne du camp de réfugiés de Jabalia. Cette photographie se trouve dans le chapitre dénommé « Réfugiés fuyant pour sauver leur vies à travers le monde ». Tous les autres déplacés comme des Rwandais, des Haïtiens et des Juifs sont décrits comme des êtres humains, leurs histoires et leurs itinéraires étant détaillés par des textes et des cartes.



Géographie de la Terre d'Israël (2003:303) :

« Les Arabes refusent de vivre dans les hauts bâtiments et insistent à vivre dans des maisons de campagne. »

Dans le cas de Jabalia, ni la légende ni la photo aérienne d'un camp vide et déserte, ne mentionne qui vit là et pourquoi. Ce type de vue aérienne, dit Van Leeuwen (1992), est « l'angle objectif » qui enseigne aux étudiants à « regarder bien au dessus de la foule en folie » et qui dissimule les détails comme des gens. C'est l'angle sous lequel le pilote ne voit pas les gens qu'il bombarde. La légende de la photo est d'ailleurs anglée sur le problème écologique : « la population du camp de réfugiés grandit rapidement et les conditions de vie y sont particulièrement difficiles. Le taux de chômage est élevé, les maisons sont surpeuplées et pauvres et les standards des services de santé, d'éducation et d'hygiène sont bas ».

Légitimation des massacres

L'assassinat de Palestiniens par des Israéliens a toujours des répercussions positives, selon ces ouvrages pédagogiques : dans *Temps modernes*, Elie Barnavi et Eyal Naveh, on lit p. 228 : « le massacre de Deir Yassin n'a en fait pas inauguré la fuite massive des Arabes du pays qui avait débuté avant ça, mais l'annonce du massacre l'a fortement accélérée ». « Inauguré » est un mot



festif. Et tout de suite après, p. 230 : « *la fuite des Arabes a résolu, au moins partiellement, un terrifiant problème démographique, et même quelqu'un de modéré comme Haïm Weizman a parlé à ce propos de <miracle>* ». Le Massacre de Kibya, commande par Ariel Sharon, est vu par les livres les plus récents comme une des «représailles» qui ont «rendu la dignité et la morale à l'armée israélienne» (*50 Ans de Guerres et d'Espérance*, 2004).

C'est ainsi que les élèves apprennent qu'un pays sans Arabes est la réalisation de l'idéal sioniste. Ils apprennent que tuer des Palestiniens, détruire leurs terres, assassiner leurs enfants n'est pas un crime, au contraire : le monde éclairé tout entier a peur du ventre musulman et tout parti au pouvoir qui veut gagner des élections et faire la démonstration de son engagement dans le sionisme, ou vers la démocratie, ou le progrès, fait, à la veille des élections, la surprise d'une opération ostentatoire de meurtre de Palestiniens. Et cela en dépit du fait que les écoles juives dans l'État d'Israël sont pleines de slogans disant « *d'aimer l'autre et d'accepter celui qui est différent* ». Apparemment, l'autre, celui qui est différent, ce ne sont pas les gens de l'endroit où nous vivons.

Les enfants scolarisés en savent davantage sur l'Europe – patrie de fantaisie et idéal des dirigeants du pays – que sur le Proche-Orient où ils vivent et qui est le foyer d'origine de plus de la moitié de la population israélienne. Les enfants juifs, dans l'État d'Israël, sont éduqués dans des valeurs humaines dont ils ne voient la concrétisation nulle part autour d'eux. Au contraire. Il me semble clair que les manuels scolaires israéliens sont la manifestation d'un « *racisme de l'élite* » : ce « *racisme manifeste dans les journaux, les manuels, les cérémonies académiques, les discours politiques et les débats parlementaires – un racisme qui est déjà évident et à l'œuvre dans d'autres champs sociaux* » (Reisigl et Wodak 2001) tels que l'armée. Les manuels, publiés après les accords de paix d'Oslo, inculquent aux étudiants le droit exclusif des Juifs sur la région, et les encouragent à traiter les Palestiniens comme *homini sacer* – les gens dont la vie est dispensable avec impunité. Les élèves israéliens sont mal informés de la situation géopolitique de leur pays. On les prive de l'éducation nécessaire pour considérer leurs voisins immédiats comme des partenaires, dans la perspective d'une vie partagée et d'une coexistence. Ils apprennent de leurs manuels à manipuler le discours visuel et textuel, tout comme les hommes politiques le font. Ils apprennent que la démocratie peut différencier les citoyens en fonction de leur ethnie et que souffrance humaine et empathie sont fonction de la race et de la religion.

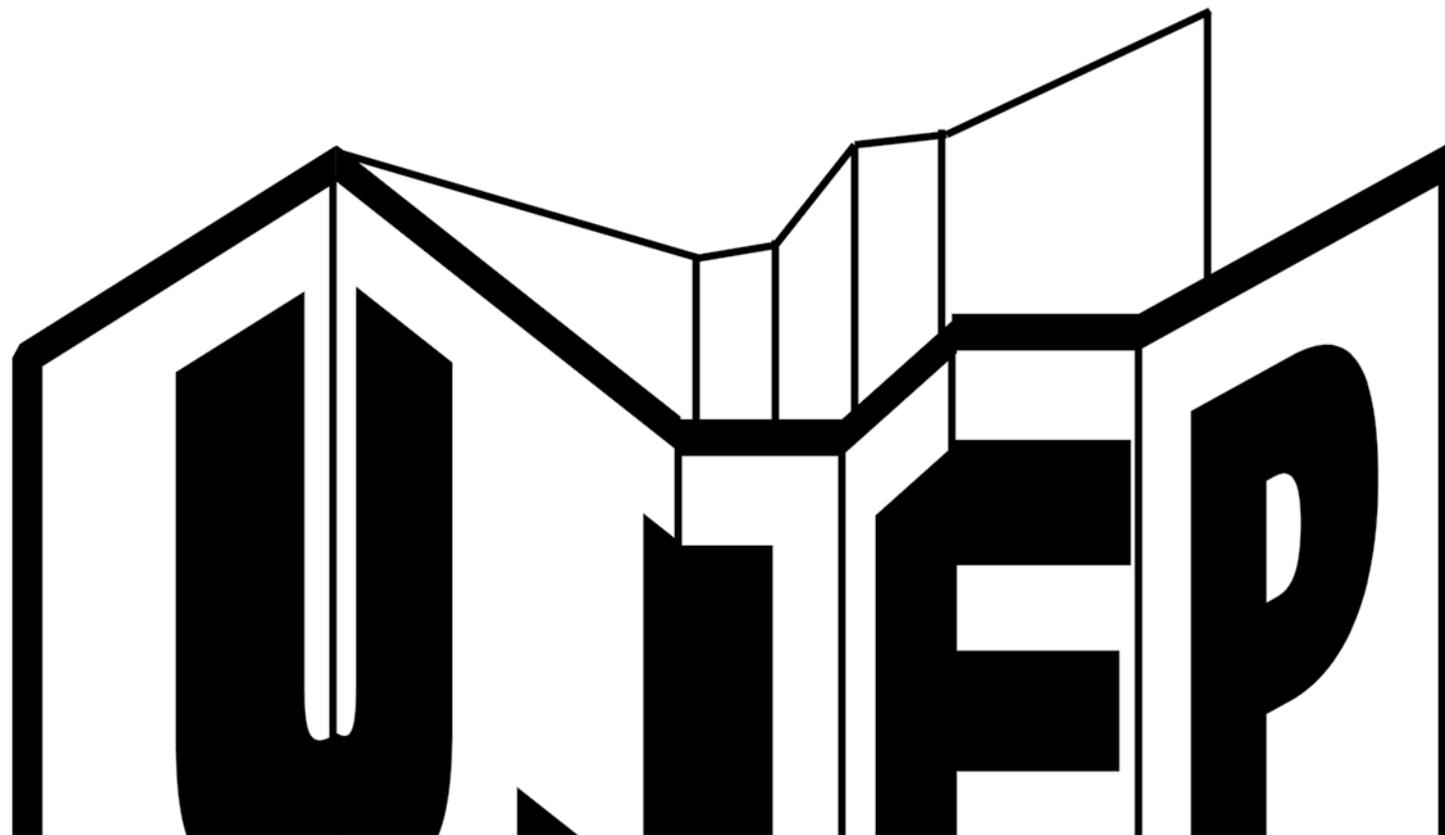
≠ titre original

The presentation of Palestinians in Israeli schoolbooks of History and Geography 1998-2003

Cette étude portant sur douze manuels a été financée par la Leverhulme Foundation et achevée à l'Institute of Education, London University, 2004.

Bibliographie / livres cités

- Aharony Y. and Sagi T., Géographie de la Terre d'Israel, Tel-Aviv, Lilach Pub, 2002.
 Avieli-Tabibian K., The Age of Horror and Hope. Chapters in History, for grades 10-12. The Centre of Educational Technologies Pub, Tel-Aviv, 2001.
 Bar-Navi E. et Nave E., Temps Modernes II, Tel-Aviv, Mapa Publishers, Sifrei, 1999.
 Eldar Tz. et Yaffe L., Du Conservatisme au Progrès, Jérusalem, ministère de l'Éducation, Éditions Maalot, 1998.
 Fine Tz., Segev M. et Lavi R., Israël L'Homme et l'Espace, Tel-Aviv, Centre de Technologies Éducatives, 2002.
 Rap E. et Fine Tz., Des Gens à L'Espace, Tel-Aviv, Centre de Technologies Éducatives, 1994/1998.
 Vaadya D., Ulman H. et Mimoni Z., Les Pays Méditerranéens Jérusalem, ministère de l'Éducation, Éditions Maalot, 1996.
 Inbar Sh., 50 Ans de Guerres et d'Espérance, Tel-Aviv, Éditions Lilach, 2004.



DES JUIFS EUROPEENS POUR UNE PAIX JUSTE

Depuis 2002, notre association est membre fondateur de la Fédération des Juifs européens pour une paix juste (JEPJ), qui regroupe une quinzaine d'organisations juives laïques progressistes dans neuf pays (Suède, Allemagne, Autriche, Suisse, Italie, France, Belgique, Pays-Bas, Grande-Bretagne). L'UJFP, seule association française de la Fédération, siège à son Comité exécutif. Lors de son congrès fondateur à Amsterdam, la Fédération a appelé pour une paix juste entre les deux peuples, basée sur la fin de l'occupation dans les Territoires de 67 et l'évacuation complète de toutes les colonies, pour Jérusalem comme capitale binationale des deux États et pour la reconnaissance par Israël de sa responsabilité dans la création du problème des réfugiés palestiniens et du principe du droit au retour. La Fédération a depuis réaffirmé ces principes lors de congrès tenus à Bruxelles, Paris, Londres et Berlin. Les JEPJ (tout comme l'ensemble de ses associations affiliées) réclament le démantèlement du Mur de séparation, commencé par le gouvernement travailliste d'Ehud Barak en l'an 2000.

NOS OBJECTIFS, NOTRE IMPLANTATION

Notre association s'est donné pour objectif de stimuler le débat parmi les Juifs de France sur la question israélo-palestinienne et de les inciter à s'impliquer pour une paix juste et durable. En raison du drame qui se déroule actuellement au Proche-Orient, l'UJFP connaît un important surcroît d'activité. Nous multiplions des initiatives anticomunautaristes pour promouvoir le « vivre ensemble » entre Français d'origines différentes et, bien entendu, en faveur d'une résolution politique du conflit israélo-palestinien. L'UJFP est particulièrement active dans onze régions : Nord/Pas-de-Calais, Alsace, Lorraine, Ile-de-France, Centre, Bourgogne, Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine. Des délégations de l'UJFP ont rencontré nos interlocuteurs sur le terrain en Israël et en Palestine, des militants de base d'associations pacifistes jusqu'aux dirigeants politiques de premier plan. En France, nous contestons la représentativité du CRIF qui prend en otage l'ensemble des Juifs français en parlant en leur nom.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, et en mettant en œuvre le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien, y compris le droit de créer son propre État indépendant. Le retrait d'Israël des Territoires occupés depuis 1967 constitue une étape nécessaire à l'accomplissement de l'autodétermination palestinienne. Le droit à l'autodétermination est déjà, bien entendu, clairement établi pour le peuple israélien. Toute forme étatique ultérieure que les peuples de la région pourront établir dépendra de l'évolution des relations entre ces peuples, notamment entre Palestiniens et Israéliens.

Nous espérons qu'elles évolueront dans le sens de la paix, de la coopération mutuelle et de la justice sociale. Nous militerons pour encourager de tels développements. L'UJIP, qui existe depuis 1982 sur le plan international, est une organisation laïque progressiste. Son affiliée française, l'UJFP, accepte des membres juifs et non-juifs qui veulent bien travailler ensemble pour réaliser ces objectifs. Nous prenons ce qui est de meilleur dans la tradition juive en nous inspirant de la conduite morale attendue de notre peuple, exprimée dans l'injonction déjà deux fois millénaire : il nous incombe d'agir en effet pour « créer un monde meilleur ».

GAZA



PALESTINE :

de

crime

en

crime



*une limite
franchie ?*

par MICHÈLE SIBONY
29 décembre 2008

« Il y a un chemin qui mène de l'humanité via la nationalité à la bestialité » *écrivait Franz Grillpazer au XIX^{ème} siècle. C'est le chemin que nous avons emprunté depuis la guerre des six jours* ».

Yeshayaou Leibovitz dans
Izkor de Eyal Sivan.

Déshumaniser pour pouvoir frapper

Le processus qui permet de frapper aujourd'hui la population de Gaza avec une telle violence est entamé depuis longtemps. Pour pouvoir frapper ainsi, il faut avoir déshumanisé la cible aux yeux de sa propre population et de la communauté internationale.

Rabin disait pendant Oslo qu'il rêvait de voir Gaza engloutie dans la mer. Comme s'il ne s'agissait que d'une bande de terre vierge de tout être humain. C'est sous son gouvernement que Gaza est entourée d'une barrière de « sécurité » électronique, inaugurant la politique d'enfermement de toute la population palestinienne des Territoires occupés, y compris celle de Cisjordanie, par un mur dit « barrière de protection » dont la construction est aujourd'hui en voie d'achèvement.

Le retrait unilatéral de Gaza en septembre 2005 achève de dénier à tout responsable politique palestinien le statut de partenaire de négociation, d'ôter à toute la population de Gaza le droit de rappeler qu'elle a vécu 38 ans d'enfer avec l'occupation militaire et de dépossession par les 8 000 colons, et cela bien avant que le Hamas ne soit élu (rappelons-nous le sort tragique réservé au très laïque chef historique palestinien Yasser Arafat, emprisonné dans la *Muqata'a* jusqu'à sa très suspecte maladie mortelle).

Janvier 2006 : les élections législatives recon- nues exemplaires par tous les observateurs internationaux donnent la majorité au Hamas. Juillet-août 2006 : l'opération « Pluie d'été » soigneusement calée sur l'invasion du Liban permet de frapper pendant des semaines une population désarmée à l'ombre de la guerre qui occupe les écrans internationaux.

Juin 2007 : les sbires de Dahlan armés par Israël tentent un coup de force contre le Hamas, pour reprendre le contrôle de Gaza, échec qui permet la dernière étape.

Septembre 2007 : Gaza avec son million et demi d'habitants est déclarée « entité hostile » perdant par cette définition tout statut politique et humain. « *Le mouvement islamiste Hamas est une organisation terroriste qui a pris le contrôle de la bande de Gaza et en a fait une entité hostile. Cette organisation mène des activités hostiles contre l'État d'Israël et ses citoyens et elle est donc responsable de ces activités* » (communiqué de la Présidence du Conseil israélien sept. 2007).

Condolezza Rice confirme aussitôt la portée internationale de cette décision : « *Le Hamas est une entité hostile pour les États-Unis aussi* », dit-elle lors d'une conférence de presse avec son homologue israélienne Tzipi Livni. Elle assure cependant aussi : « *Nous n'allons pas abandonner les Palestiniens innocents* » dans la bande de Gaza, soulignant que ce territoire ainsi que la Cisjordanie constitueraient « *le futur État palestinien* ».

Le siège de la population de Gaza est alors décrété, privant les habitants de tout moyen de subsistance et de soins. Et cela fait 18 mois, bientôt 19.

On a ainsi habitué soigneusement de façon calculée et progressive la « communauté internationale » à oublier un million et demi d'êtres humains, hommes, femmes et enfants, pour ne voir dans Gaza que des dirigeants islamistes menaçant Israël et dont il faut se débarrasser à tout prix. À tout prix ! Même si le prix, c'est 100 tonnes de bombes par jour, et des dizaines de missiles, 350 morts, 1 600 blessés, en 48h, et « *ce n'est qu'un début* » nous disent les porte-paroles de l'armée et du gouvernement israéliens.

Liens avec l'Europe

Parallèlement, depuis 2001, le gouvernement néo-conservateur américain inspire l'UE. Son idéologie gagne l'Europe et l'association islam = terrorisme s'y impose progressivement. Les notions de résistance nationale sont gommées par la mondialisation version étasunienne : en Irak, au Liban, en Palestine, les peuples menacés et envahis sont devenus des peuples terroristes. Sharon a su très tôt profiter de cette opportunité mondiale, et placer sa politique avec l'Occident dans le « camp du bien », au service de l'Occident même, en lutte contre « l'axe du mal ». C'est ainsi que l'UE n'a pas suivi les recommanda-

tions de la cour de justice de la Haye demandant des sanctions sur le Mur. Elle a refusé de faire la différence entre les produits issus des colonies et les produits israéliens sur ses marchés, elle a refusé, contre le vote de son parlement, de suspendre l'accord d'association avec Israël, et vient à nouveau de décider, contre son Parlement, d'un rehaussement de ses relations avec Israël qui fera de cet état un quasi membre de l'Union Européenne.

N'est-ce pas là un blanc-seing accordé à l'occupation et la colonisation et aujourd'hui au massacre? Au lieu de sanctions pour exiger un comportement conforme au droit international, l'UE offre des récompenses à un État voyou, et son intégration progressive pour services rendus. Ainsi Israël resterait conforme à ce qu'en disait son premier concepteur, Hertzl, un bastion avancé de la civilisation (européenne-occidentale) contre la barbarie... une Europe qui ne serait pas si lointaine de l'Europe coloniale du XIX^{ème} siècle et de ses conceptions. En effet, pourquoi lutter contre le mur alors que l'on en construit aux portes de l'Europe, et contre les violations des droits humains, alors que l'on traite les réfugiés de la faim post-coloniaux et sans-papiers dans les anciennes métropoles, comme des criminels et du bétail. Cette même Europe n'a pas hésité à punir les victimes de la politique coloniale israélienne en bloquant toute aide aux Territoires occupés palestiniens après le résultat des élections qui ont porté le Hamas au pouvoir.

Les grands médias français

La nausée de ces jours-ci n'est pas due aux excès de la période de fêtes. Il suffit d'écouter en boucle France-Info, ou de regarder les chaînes de télévision pour se faire une idée de la réussite de cette stratégie de déshumanisation. Escalade des violences. Il s'agit d'une guerre entre Israël et le Hamas, La seule gauche israélienne interrogée sur France-Info se résume à ceux qui soutiennent l'offensive contre le Hamas, c'est-à-dire la représentante de La Paix Maintenant en Israël, Galia Golan, qui déclarait tristement hier qu'il fallait bien protéger les Israéliens et arrêter les tirs sur le sud

d'Israël. Et aujourd'hui Denis Charbit, sur le même ton de « on tire on pleure », répète que cet affrontement était inévitable. LPM croit donc aux solutions militaires dans la région, surtout lorsqu'il s'agit du Hamas, et soigne ses états d'âme : comment rester humain (*yeffe nefesh* en hébreu : *belle âme...*) et sioniste, pendant l'invasion du Liban, le massacre à Gaza? Difficile de se dire progressiste, de gauche, humaniste, et défendre en même temps les positions de l'extrême-droite sur le terrain? LPM y pourvoit.

Meretz aussi : les sionistes de gauche laïcards à la sauce israélienne cautionnent le bain de sang avec les travaillistes. La télévision française (France 2) reprend ce soir littéralement, quant à elle, la propagande israélienne : « Le Hamas a fait 400 morts israéliens en 10 ans, ne respecte pas les trêves (!)... Il n'y a que 56 civils parmi les 350 morts de cette opération militaire (!!)... Les Kassam et la vie infernale qu'ils imposent aux Israéliens du sud sont les responsables... » Comme si la bande de Gaza n'était pas bombardée toutes les nuits depuis deux ans bientôt, comme s'il y avait une quelconque comparaison possible entre la puissance de feu de la 4^{ème} armée du monde, et celle de quelques dizaines de militants du Jihad Islamique... Oserait-on comparer l'état de la ville de Sderot et celui de Rafah, de Khan Younis ou de Gaza? Le nombre de civils tués par les tirs israéliens sur Gaza et celui des tués dans le sud d'Israël pendant les dix dernières années? Morbides guerres de chiffres et d'images? Alors, que l'on montre les deux situations ou que l'on ait la décence de se taire! Mieux vaudrait le silence au mensonge!

Et puis on a la mémoire bien courte : combien

de militants du Fatah ont été liquidés par Israël dans les « assassinats ciblés » avant que l'on s'attaque au Hamas? La coupure totale de Gaza instaurée par le gouvernement israélien, l'impossibilité pour les dirigeants politiques palestiniens de circuler entre Gaza et la Cisjordanie, la violence incroyable exercée depuis longtemps contre Gaza n'ont-elles pas permis et favorisé la montée du Hamas? Parmi les 11 000 prisonniers, combien de centaines de civils palestiniens désarmés ont été arrêtés et croupissent sans procès des mois, voire des années, ou bien sont jugés par des tribunaux militaires d'occupation c'est-à-dire illégaux, dans les prisons israéliennes? Combien de destructions de plantations et d'habitations dans les Territoires occupés depuis neuf ans? Combien de trêves respectées des mois durant par le Hamas et violées sciemment par les successifs gouvernements israéliens? Combien de villes et villages palestiniens encerclés par le mur avec une seule porte d'entrée et de sortie contrôlée par les soldats, combien de femmes enceintes et de malades morts sur les Checkpoints? Nos principaux grands médias sont devenus les valets de la pire des propagandes de guerre. Ils entérinent, jour après jour, l'effacement du siège infâme de Gaza et de l'occupation, de la colonisation et du découpage de la Cisjordanie peuplée aujourd'hui de 450 000 colons. Ce soir, devant la tente de protestation, place de la Fontaine des Innocents, un des slogans criés par la foule était : « *Médias, montrez la vérité!* ». On se souvient d'un autre cri de rage lors d'une autre occupation : « *Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand!* »

En Israël, consensus et propagande

Le gouvernement israélien avec l'aide de ses médias met le paquet sur la société civile israélienne qu'il fait vivre artificiellement dans une véritable atmosphère de guerre de survie : « *Un demi-million d'Israéliens sous le feu!* » titrait dimanche le *Yedioth Ahronoth* – comme si la bande de Gaza n'était pas soumise à un long siège « *qui a détruit pour toute une génération les chances d'une vie qui vaille la peine d'être vécue* » écrit Tom Segev dans le *Haaret'z* du 29 décembre. Des centres d'urgence psy et de prise en charge des victimes du sud sont ouverts, on parle de transférer dans le nord la population du sud, comme on l'avait fait avec les populations du Nord vers le Sud pendant la dernière invasion du Liban. Comme s'il y avait une commune mesure entre la puissance et la fréquence des tirs du Hezbollah et celles du Hamas. Je me souviens d'avoir rencontré, l'été dernier, un ami israélien revenant d'une visite à ses amis près de Tseelim Kibboutz, voisin la bande de Gaza, et qui racontait, ébahi, comment toute la famille se baignait dans la piscine et entendait en même temps les bombardements sur Gaza. J'ai passé en février dernier quelques jours de vacances dans le sud d'Israël avec des amis et, le beau temps aidant, nous y avons côtoyé de très nombreux touristes israéliens qui ne semblaient pas plus terrorisés que nous par les Kassam.

L'atmosphère de la rue confirmée par les dernières statistiques est celle d'un consensus féroce, 83% de la population soutiendraient l'attaque meurtrière, pour sa propre protection. Le vieux consensus forgé depuis toutes les guerres : « Nous sommes les victimes, nous

devons nous défendre!», auquel se rajoute le sentiment que cette fois ce ne sera pas l'échec comme en 2006, mais que l'on peut gagner... et pour cause. Les Palestiniens d'Israël, eux, révoltés par le massacre, protestent tous les jours dans leurs villes et villages et dans les grandes villes avec les anticolonialistes israéliens. Très surveillés par la police et l'armée qui procède à des arrestations de plus en plus nombreuses... Pour eux, c'est aussi l'heure de vérité : jusqu'à quand les discriminations de plus en plus grandes et à présent inscrites dans les lois? Jusqu'à quand la citoyenneté de seconde zone dans un État juif où ils sont tolérés et sous contrôle renforcé, considérés chez eux comme l'ennemi de l'intérieur?

La stratégie du pire

Il faut tout de même se poser la question du but recherché par le gouvernement israélien au-delà des intérêts électoraux de cette campagne, qui d'ailleurs pourrait s'avérer peu rentable pour Livni et Barak et finalement profiter à Netanyahu – on ne fait pas une politique de droite mieux que la droite elle-même après tout! Qu'attendent donc les dirigeants israéliens de l'opération «Plomb fondu»? Que le Hamas se rende à l'armée, quitte Gaza, renonce au résultat de ses élections, et permette à l'Autorité Palestinienne de reprendre les rênes? Et après? Cela avancerait-il des négociations de paix? Pour le croire, il faudrait que l'on ait pu enregistrer un quelconque progrès des négociations rencontrées entre Abbas et Olmert depuis treize mois. Un Checkpoint a-t-il été levé en Cisjordanie? Une colonie démantelée? Une promesse tenue sur Jérusalem? Le point mort absolu, pire, la colonisation se poursuit, l'annexion de

Jérusalem se parachève.

Transformer la résistance palestinienne à l'occupant en guerre civile inter-palestinienne, telle a été jusqu'ici la stratégie israélienne de ces dernières années et elle a fonctionné. Pendant des mois, on a vu la police palestinienne formée par le général Dayton faire la chasse aux militants du Hamas, tout récemment regarder le pogrom de Hébron, les bras croisés, expliquant qu'elle n'est pas habilitée à intervenir contre les colons (comprendre qu'elle n'est habilitée qu'à frapper les militants Hamas). Mahmoud Abbas a même commencé par déclarer l'attaque israélienne sur Gaza justifiée, comme il avait précédemment encouragé Barak à durcir le siège pour faire plier Hamas. Cependant, la violence exercée sur Gaza et dans les Territoires occupés pourrait renverser la situation et mettre en échec cette stratégie. Les Palestiniens pourraient fort bien se ressouder devant l'adversité et retrouver l'union nationale qui reste leur principal atout. C'est ce que la rue palestinienne exprime en ce moment-même, de toutes ses forces et partout. Le monde arabo-musulman bouillonne de colère contre cette agression et la complicité ou la lâcheté de ses propres dirigeants.

En Europe

En Europe, la brutalité israélienne sans limite n'échappe pas aux opinions qui se méfient de leurs médias aussi bien que de leurs dirigeants actuels à leur propre égard. Chaque citoyen et habitant des quartiers populaires, attaqué et affaibli dans sa vie quotidienne et dans ses droits, par des discriminations sociales grandissantes organisées par ses gouvernements associés dans l'UE, apprend à ses

dépens à faire la différence entre ce qu'il vit et ce qu'on lui raconte, et ce que vivent les hommes ailleurs et la version officielle. La mondialisation a aussi son versant populaire. La politique israélienne fondée sur la force brutale et la négation des droits fondamentaux des Palestiniens ne peut trouver écho dans nos cités et nos quartiers.

Elle y éveille comme dans le monde arabo-musulman une immense colère. La seule chance de survie d'une population juive dans le Moyen-Orient de demain passerait donc paradoxalement par l'imposition des normes du droit international à l'État voyou qui les viole toutes aujourd'hui. Et si la communauté internationale ne parvenait pas très rapidement à imposer par des sanctions sévères le retour d'Israël à la raison, dans le rang des États de droit, elle ne pourrait qu'assister impuissante à un véritable déferlement de haine sur sa population et, par extension, sur les juifs du monde pris en otage de cette politique depuis des années maintenant. Les anticolonialistes israéliens, quelques milliers de personnes qui tentent désespérément de faire entendre raison dans leur société, appellent aujourd'hui à l'intervention internationale pour que cesse la folle escalade de la violence israélienne.



Les six premiers jours d'une vie ordinaire à Gaza

Six jours de crimes de guerre

par MIREILLE FANON-MENDES FRANCE
Fondation Frantz Fanon
Membre du Bureau national de l'UJFP
2 janvier 2009

Six interminables journées de 24 heures pour les Palestiniens de la bande de Gaza.

Six jours sans répit à ramasser les quelque 400 personnes assassinées par l'armée d'occupation, à mener les 2 000 blessés dans les hôpitaux ou dispensaires, à courir après les médicaments de première nécessité pour que ces blessés ne s'ajoutent pas à la déjà trop longue liste des morts.

Six jours pour les survivants à tenter de trouver un endroit qui ne risque pas d'être bombardé par les F16 et les Apaches qui envahissent le ciel. « *Gaza has become a collection of isolated areas, where people are trapped in their homes for fear of being out on the streets. And, as it turns out, even homes are not safe. There is nowhere safe in*

Gaza », ainsi que le souligne Jaber Wishah, du Palestinian Centre for Human Rights, basé à Gaza City.

Six jours de mobilisation spontanée dans de nombreux pays, du Sud au Nord.

Six jours où la communauté internationale montre une fois encore son incurie et, par son silence et son incapacité, ne prend pas la seule résolution nécessaire qui justifierait le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU, la violation par l'État d'Israël de ses obligations au regard du droit humanitaire et plus précisément de la 4^{ème} Convention de Genève de 1949 qui assure protection aux personnes civiles en temps de guerre, signée par ce même État.

Six jours pendant lesquels la France, membre du Conseil de sécurité, ne trouve rien de mieux à faire que de demander à l'État attaquant une trêve de 48 heures pour acheminer de l'aide humanitaire. Certes, il faut de l'aide mais ce besoin est, ne l'oublions jamais, le résultat de l'occupation militaire illégale, réprouvée par de nombreuses résolutions de l'ONU, que subit depuis 60 ans le peuple palestinien. La France, dans ce cas présent, aurait été bien inspirée de respecter ses obligations au regard du droit international en proposant au Conseil de sécurité une résolution pour la condamnation de l'invasion israélienne en Territoires palestiniens occupés. Les enfants, les femmes et les hommes vivant dans la bande de Gaza méritent mieux qu'une trêve de 48 heures. Ils méritent le droit à la vie, le droit de vivre libres, libérés de l'occupation militaire et restitués dans l'ensemble de leurs droits civils et politiques mais aussi économiques, sociaux et culturels.

Six jours à entendre de nombreux médias affirmer que l'État d'Israël a le droit de se défendre, ou mieux, de s'autodéfendre, pour reprendre les termes de G.W. Bush. Nouveau concept introduit visant à faire bouger les lignes, déjà si fragiles et si souvent agressées, du droit international et à imposer dans les esprits de tout un chacun que l'autodéfense est non seulement légitime mais en congruence avec les normes impératives du droit international dont le respect et l'effectivité sont plus que jamais nécessaires pour assurer la régulation des rapports de force dans les relations internationales.

En tronquant la réalité, parce vue à travers un prisme eurocentré ou occidental, de nombreux médias font retourner leurs auditeurs vers l'âge de pierre et G.W. Bush entraîne le monde vers un état sauvage renouvelé à la lumière du libéralisme imposé par le modèle capitaliste. Il y a tout à craindre de ces errements irresponsables et de ces affirmations mensongères. La Charte des Nations unies, quant à elle, article 51, mentionne le droit naturel à la légitime défense et non à l'autodéfense. Six jours au cours desquels il a fallu entendre Ehoud Barak – ministre de la Défense – déclarer qu'avec cette attaque il y avait aussi le but de ramener Gaza des décennies en arrière. N'est-ce pas sans rappeler la fameuse menace de Dan Haloutz, chef d'état-major, qui voulait faire revenir le Liban 20 ans en arrière, dès le début de la guerre de l'été 2006 ? Ce qui est sûr et commun avec la guerre de 2006 au Liban, c'est que l'État d'Israël commet crime de guerre sur crime de guerre depuis 60 ans, dans les Territoires palestiniens occupés, et cela en toute impunité, puisque la communauté internationale ne répond pas à ses obligations, réaffirmées par la Cour pénale internationale dans l'avis donné à propos de la construction illégale du mur de la honte. Pourtant, c'est très clair, les États qui sont hautes parties contractantes à la 4^{ème} Convention de Genève ont non seulement l'obligation de respecter le droit international relatif aux droits humains ainsi que le droit humanitaire applicables *erga omnes* mais aussi de les faire respecter. Tous ces États sont loin du compte. Des faits, rien que les faits.

Le statut de Rome définit le crime de guerre ainsi :

(ne seront retenues que les précisions concernant les bombardements meurtriers sur Gaza)

a) Les infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'ils visent des personnes ou des biens protégés par les dispositions des Conventions de Genève :

iv) La destruction (...), non justifiée par des nécessités militaires et exécutée sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Les destructions occasionnées par les attaques militaires israéliennes sur l'ensemble du territoire de la bande de Gaza sont causées par des opérations militaires menées, par air, terre et à partir de la mer, à grande échelle. Ces attaques répétées ont détruit des immeubles d'habitations, des maisons, des ateliers, des commerces, de très nombreux véhicules, des entrepôts, des cafés, des garages...

b) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux dans le cadre établi du droit international, à savoir, l'un quelconque des actes ci-après :

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités.

Parmi les victimes, des enfants, des femmes, des hommes. La grande majorité d'entre eux ne sont pas des combattants, entre autres, un prêtre, un imam, un médecin, une infirmière et un avocat... La plupart des corps ont été retrouvés totalement disloqués par la violence du bombardement.

ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires.

À Gaza, ont été attaqués / des bâtiments gouvernementaux / les locaux de la compagnie du téléphone Jawal / des commissariats de police / un club de sport / le bureau d'information lié aux Comités de la Résistance Populaire / l'immeuble du département du contrôle agricole / des centres d'entraînement des services de sécurité / le poste de la police naval / le centre de police Arafat / le centre principal de la sécurité intérieure de al-Saraya / l'immeuble de la télévision al-Aqsa / plusieurs places du centre ville ou de villages / la prison située en plein centre de Gaza City / les réserves de gaz, ce qui entraîne la fermeture des centrales produisant de l'électricité.

iii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil.

iv) Le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu ;

Des raids de bangs soniques ont eu lieu, causant des traumatismes et une atmosphère de panique parmi les habitants de Gaza. / Y ajouter l'usage de Smart Bombs GBU 39 à l'uranium appauvri, les attentats ciblés, entre autres celui perpétré jeudi 1^{er} janvier contre un des principaux chefs du Hamas. / Nizar Rayan, dans le nord de la bande de Gaza. L'outrecuidance israélienne va jusqu'à prévenir Monsieur

Rayan que l'armée a l'intention de le tuer et pour que cela soit « propre », il lui est conseillé d'éloigner de la maison la vingtaine de personnes présentes. 15 d'entre elles mourront. Ce meurtre « en direct » a été commis avec le soutien juridique du conseiller juridique du gouvernement, Benahem Mazouz. / Il y a aussi celui du mardi 30 décembre, lors du bombardement de l'ensemble des ministères du mouvement islamiste, l'armée israélienne a blessé au passage 22 habitants.

Autant de mesures destinées à semer la terreur parmi la population et visant à appliquer une stratégie systématique de punition collective et de terrorisme. Les responsables israéliens savent pertinemment que ces opérations vont causer des dommages très importants, la mort de civils et provoquer des blessures à une partie de la population civile tout comme des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seront manifestement disproportionnés par rapport aux avantages militaires concrets et directs attendus.

v) Le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires.

ix) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la

religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires.

Ont été attaqués :

/ des mosquées

/ l'Université Islamique de Gaza (IUG)

/ certaines écoles qui pourtant jouissent de la protection du droit international humanitaire – protection consacrée par le protocole additionnel, articles 52 et 57 –. Et qui, même en cas de doute, ne peuvent être prises pour cibles militaires comme le dispose le même Protocole à l'article 52. 3 (il est hors de doute que les écoles ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme des objectifs militaires car les attaquer ne peut procurer aux combattants israéliens des avantages militaires).

/ les bureaux de l'association des prisonniers Wa'ed.

/ les bureaux du Secours islamiste.

xii) Le fait de déclarer qu'« il ne sera pas fait de quartier ».

Noter ici la déclaration de Ehud Barak mais aussi celle de Tzipi Livni.

xxiv) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit

international, les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève.

xxv) Le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours prévus par les Conventions de Genève.

Un million et demi de Gazaouis vit sous blocus israélien depuis juin 2007. Les différents appels de certains États mais aussi ceux de la société civile sont restés lettre morte. Seule une centaine de camions a reçu l'autorisation de passer depuis le 29 décembre. Les habitants de la bande de Gaza manquent de tout, alimentation, objets de première nécessité, mais aussi de carburant, de gaz et d'électricité. Les hôpitaux sont dans l'incapacité d'assurer les soins nécessaires aux blessés et aux malades faute de matériel.

Crimes de guerre au Liban en 2006, crimes de guerre dans les Territoires palestiniens occupés depuis 60 ans

Comme les attaques militaires israéliennes au Liban, celles sur Gaza se placent aussi dans le contexte d'une politique systématique et délibérée de destruction massive des biens civils ainsi que dans celui d'une politique qui a, volontairement, ignoré les obligations que lui imposent le droit

international général et le droit humanitaire. Les opérations militaires israéliennes, dans le contexte des déclarations et des prises de position publiques du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et du chef d'état-major suggèrent une volonté explicite d'attaquer de manière systématique la population civile, peu importe le nombre de morts. Tous ces actes sont considérés comme constitutifs de crimes internationaux et visés par les articles 7 et 8 du statut de la Cour, à savoir des actes de violation graves du droit international, notamment le bombardement et la destruction. Toutes les informations mentionnées renvoient au travail de terrain fait par le Centre palestinien des droits de l'homme de Gaza et sont autant d'infractions commises contre des personnes civiles protégées en temps de guerre aux termes des dispositions de la 4^{ème} Convention de Genève. Faisant cela, l'État israélien viole les lois ou coutumes de la guerre, y compris celles reconnues par l'article 3 de la 4^{ème} Convention de Genève du 12 août 1949, disposition qui a acquis le statut de règle du droit coutumier.

Lutter contre l'impunité, une obligation

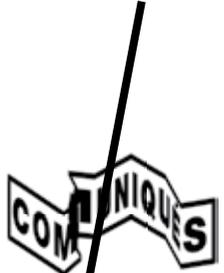
En créant la Cour Pénale Internationale, les États membres, reflétant largement l'intérêt général de l'humanité, ont mis en place un mécanisme institutionnel judiciaire et juridique dont le but déclaré est de traduire en justice les personnes responsables de violations graves du droit

international humanitaire, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crime de génocide, de façon à décourager la perpétration de futures violations, à contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales et au respect du droit et des valeurs humaines et à garantir que les responsables de tels crimes internationaux ne jouiraient plus d'aucune impunité.

En ce sens, les États considèrent, dans le préambule du Statut, que « ... les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée par des mesures prises dans le cadre national et par le renforcement de la coopération internationale... » se montrant déterminés « ... à mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces crimes et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes ».

Ainsi, dans le Jugement Stakic, la Chambre de première Instance du Tribunal International pour l'Ex-Yougoslavie a pertinemment déclaré : « ... dans le cadre de la lutte contre les crimes internationaux, la dissuasion constitue une tentative d'intégrer ou de réintégrer dans la société des personnes qui se croyaient hors de portée du droit international pénal. Ces personnes doivent être avisées qu'à moins de respecter les normes universelles fondamentales du droit pénal, elles s'exposent non seulement à des poursuites, mais aussi à des sanctions de la part des tribunaux internationaux ». (Le Procureur c/ Milomir Stakic, 31 juillet 2003, 902). Si les responsables israéliens continuent à jouir de l'impunité, ce fait pourrait être interprété comme un message à d'autres

responsables, non pas aux fins de décourager la perpétration de futures violations du droit international humanitaire, mais plutôt comme incitatif à le faire, car il suffirait que les responsables soient les nationaux d'un État tiers pour que l'ensemble des dispositions du Statut de Rome deviennent ineffectives. Si ces violations graves des normes impératives de droit international et si les crimes internationaux commis par les autorités israéliennes restent impunis, c'est tout le système de protection des droits humains qui sera radicalement détruit et discrédité. Si ces crimes qui ébranlent la conscience humaine et la conscience de la communauté internationale sont impunis, les victimes n'auront d'autre choix que d'assister à « une parodie du droit » et à l'impuissance structurelle de la Cour Pénale Internationale. Dès lors, il y a urgence.



Les dirigeants israéliens devront répondre de leurs crimes

Communiqué du Bureau national de l'UJFP
3 janvier 2009

Après des années d'un blocus inhumain, après une semaine de bombardements qui ont tué 450 personnes et blessé des milliers d'autres, l'armée israélienne vient de lancer ses troupes terrestres (samedi 3 janvier) contre la bande de Gaza. Ce crime était annoncé de longue date. La rage et la colère de ne pas avoir pu l'empêcher n'en sont que plus grandes.

Ainsi donc en 2009, une des plus puissantes armées au monde peut attaquer un territoire surpeuplé et y massacrer impunément qui bon lui semble.

Le crime a été rendu possible par un consensus tragique dans la société israélienne. Tous les partis sionistes ont été avertis à l'avance de l'attaque contre Gaza et tous l'ont approuvée. Seule une petite minorité d'anticolonialistes continue inlassablement de s'opposer, de manifester, de témoigner. Cette situation de l'opinion est le résultat d'une propagande permanente en Israël visant à « déshumaniser » les habitants de Gaza ou le Hamas et à rendre licite ou normal leur assassinat.

Le crime a été rendu possible par la complicité de l'Union européenne. La décision du Conseil sous présidence française du « rehaussement » des relations entre l'Union et Israël alors que la classe politique israélienne est lancée dans une surenchère électorale guerrière a été comprise comme un « permis de tuer ». La réception de Tzipi Livni à Paris par Sarkozy et Kouchner était un encouragement à l'agression.

Le crime a été rendu possible par la complicité des États-Unis qui n'ont jamais cessé de surarmer Israël et de le ren-

flouer financièrement et par celle enfin de certains dirigeants arabes qui, comme Moubarak, ont donné leur accord à cette invasion.

Le crime a été rendu possible en raison de l'impunité des dirigeants israéliens, civils ou militaires, qui violent sans arrêt le droit international et se rendent coupables régulièrement de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Dans le monde entier, des manifestations d'une ampleur rare ont eu lieu contre l'attaque israélienne, notamment aujourd'hui. Aussi bien dans les pays arabes qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne, ou même à Tel-Aviv.

Dans toutes les villes de France, des manifestations gigantesques ont mobilisé des forces nouvelles qui s'engagent contre cette barbarie. L'Union Juive Française pour la Paix s'honore d'avoir participé à ces manifestations. Elle dénonce la tentative du CRIF d'enrôler tous les Juifs de France derrière la politique criminelle de l'État d'Israël. Il y a urgence, il faut continuer la mobilisation et les manifestations.

Pour arrêter le massacre en cours, il faut exiger du gouvernement français, de l'Union Européenne et de la communauté internationale, qu'elles cessent immédiatement leur complicité avec l'agression. Elles doivent exiger l'arrêt immédiat de l'invasion. Elles doivent mettre en place une politique de boycott, désinvestissement et sanction contre Israël, à l'image de la campagne qui a fait céder autrefois l'apartheid en Afrique du Sud. Elles doivent exiger que les dirigeants israéliens soient traduits en justice pour répondre de leurs crimes.

Effacez le nom de mon grand-père à Yad Vashem

par JEAN-MOÏSE BRAITBERG
écrivain et membre de l'UJFP
publié dans *Le Monde*
le 28 janvier 2009

«Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire.»

Albert Einstein

Oui, nombreux sont les juifs qui se rebellent contre les responsables politiques israéliens.

Monsieur le Président de l'État d'Israël, je vous écris pour que vous interveniez auprès de qui de droit afin que l'on retire du Mémorial de Yad Vashem dédié à la mémoire des victimes juives du nazisme, le nom de mon grand-père, Moshe Brajtberg, gazé à Treblinka en 1943, ainsi que ceux des autres membres de ma famille morts en déportation dans différents camps nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Je vous demande d'accéder à ma demande, Monsieur le Président, parce que ce qui s'est passé à Gaza, et plus généralement, le sort fait au peuple arabe de Palestine depuis soixante ans, disqualifie à mes yeux Israël comme centre de la mémoire du mal fait aux juifs, et donc à l'humanité tout entière.

Voyez-vous, depuis mon enfance, j'ai vécu dans l'entourage de survivants des camps de la mort. J'ai vu les numéros tatoués sur les bras, j'ai entendu le récit des tortures; j'ai su les deuils impossibles et j'ai partagé leurs cauchemars.

Il fallait, m'a-t-on appris, que ces crimes plus jamais ne recommencent; que plus jamais un homme, fort de son appartenance à une ethnie ou à une religion n'en

méprise un autre, ne le bafoue dans ses droits les plus élémentaires qui sont une vie digne dans la sûreté, l'absence d'en-traves, et la lumière, si lointaine soit-elle, d'un avenir de sérénité et de prospérité.

Or, Monsieur le Président, j'observe que malgré plusieurs dizaines de résolutions prises par la communauté internationale, malgré l'évidence criante de l'injustice faite au peuple palestinien depuis 1948, malgré les espoirs nés à Oslo et malgré la reconnaissance du droit des juifs israéliens à vivre dans la paix et la sécurité, maintes fois réaffirmés par l'Autorité palestinienne, les seules réponses apportées par les gouvernements successifs de votre pays ont été la violence, le sang versé, l'enfermement, les contrôles incessants, la colonisation, les spoliations.

Vous me direz, Monsieur le Président, qu'il est légitime, pour votre pays, de se défendre contre ceux qui lancent des roquettes sur Israël, ou contre les kamikazes qui emportent avec eux de nombreuses vies israéliennes innocentes. Ce à quoi je vous répondrai que mon sentiment d'humanité ne varie pas selon la citoyenneté des victimes.

Par contre, Monsieur le Président, vous dirigez les destinées d'un pays qui prétend, non seulement représenter les juifs dans leur ensemble, mais aussi la mémoire de ceux qui furent victimes du nazisme. C'est cela qui me concerne et m'est insupportable. En conservant au Mémorial de Yad Vashem, au cœur de l'État juif, le nom

de mes proches, votre État retient prisonnière ma mémoire familiale derrière les barbelés du sionisme pour en faire l'otage d'une soi-disant autorité morale qui commet chaque jour l'abomination qu'est le déni de justice.

Alors, s'il vous plaît, retirez le nom de mon grand-père du sanctuaire dédié à la cruauté faite aux juifs afin qu'il ne justifie plus celle faite aux Palestiniens.

Veuillez agréer,

Monsieur

le Président,

l'assurance

de

ma

respectueuse

considération.

Mahmoud de Galilée

Une voix de Palestine s'est tue avec Mahmoud Darwich, celle des collines de Galilée, celle de la douleur de l'exil et de la résistance du peuple de Palestine.

par MICHÈLE SIBONY
Haïfa, 10 août 2008

En arabe, de nombreux mots désignent la notion de résistance, tantôt violence, tantôt révolte, et soulèvement, mais celui qui vient à l'esprit en pensant au poète et à son peuple c'est *soumoud*, la résistance silencieuse obstinée et tenace d'un peuple entier qui refuse de se soumettre ou de disparaître.

Tout cela, Mahmoud Darwich l'a à la fois incarné et insufflé à des millions de Palestiniens. En cette sombre époque, les gens de Palestine où qu'ils se trouvent, en exil dans les camps de réfugiés, à Gaza, en Cisjordanie ou en Israël, ont encaissé le coup durement, comme un deuil qui s'ajoute aux deuils, mais avec en plus le profond sentiment de devenir brutalement orphelins, de perdre celui qui était à la fois le passé et le présent, la continuité d'un espoir vivant pour un peuple vivant : « *Nous aussi nous aimons la vie* ». À Haïfa hier, aujourd'hui à Nazareth, les familles sont en deuil, les femmes pleurent et les hommes ont le regard sombre et le cœur est triste. Et l'on se demandait ou il serait enterré, et la réponse était claire : Mahmoud de Galilée doit reposer sur sa terre, à Birwe d'où sa famille a été chassée en 1948, ou dans le village à

quelques km de là où elle s'est réfugiée, ou peut être même à Haïfa, ville qu'il a beaucoup aimée et habitée, mais en tout cas en Galilée. Et chacun de spéculer sur ce qu'accepterait ou refuserait le gouvernement israélien. Et puis la nouvelle est tombée, cet après-midi : Mahmoud Abbas a négocié avec la famille qui a dû céder, et il a obtenu son accord pour un enterrement à Ramallah. Personne ne doute ici qu'il ait d'abord pris ses renseignements en forme de consignes (?) auprès des Israéliens. Autant gagner du temps...

Mais à Nazareth ou Haïfa, en Galilée on ne l'entend pas ainsi, et la colère s'exprime : bien sûr Ramallah, c'est aussi la Palestine, mais une Palestine sans État, celle d'Oslo, déchirée et démembrée, celle de l'Autorité palestinienne – et l'expression sonne durement. Ce que l'on veut pour le poète, c'est un endroit qui soit le sien et qui restaure une forme d'unité nationale, rêvée peut-être, mais qui vit au fond de tous les cœurs palestiniens. Ce choix, imposé et accepté sans résistance, rappelle chacun à ses devoirs. À Haïfa, ce soir, dans son ancien quartier en bas de la ville, les gens se sont retrouvés avec des bougies, silence, recueillement et larmes. Des articles s'écrivent, des protestations s'organisent. Mahmoud Al Jalili, le Galiléen, sera peut-être enterré à Ramallah pour des raisons de basse politique, ou par la loi du plus fort. Mais l'âme du poète continuera de frissonner dans les branches des saules qui bordent le Jourdain, à travers les collines de Galilée sur les rivages de Gaza, comme sur les sables du Naqab, murmurant au cœur de tout son peuple, l'amour de sa terre déchirée et le *soumoud*.

Notes sur un voyage à Gaza

par JACQUES JEDWAB

En février 2008, quatre personnes de Marseille ont pu rentrer à Gaza par le passage d'Erez. La raison de ce voyage était de rencontrer le Palestinian Agricultural Relief Committee de Gaza, à qui le Conseil régional PACA avait alloué la somme de 30 000 euros. Cet argent était employé dans le cadre d'un programme du PARC, « De paysans pauvres à familles pauvres » pour lequel un cartel d'associations de la région PACA avait présenté une demande de subvention. Notre venue à Gaza devait assurer du bon usage de l'argent des contribuables Paca. L'argent que nous apportons servira à acheter des produits aux paysans qui seront donnés en paniers à des familles pauvres.

Brigitte Appia pour la Cimade, Laurence Zufic pour Palestine 13, Jacques Jebwad pour l'UJFP et Ariane Monneron se sont donc retrouvés par un matin frileux au terminal d'Erez où la ténacité d'Ariane – sur les conseils de Marianne Blume – avait fini par imposer nos passeports et nos lettres de mission. Passage

aller devant la police des frontières : « *Qui êtes-vous, avez-vous des armes, pourquoi voulez-vous aller à Gaza?* », questions posées par des agents en surplomb. « *Qui a payé votre voyage?* » « *Moi* ». Effarement de l'autre côté de la vitre. Et, en plus, ils payent pour ça ! Contre toute attente, on tamponne nos visas et nous voilà devant l'*exit* en hurlant de rire.

Oui, nous l'avons fait. Un boyau bétonné, humide, une porte, le premier Gazaoui souriant qui veut nos bagages et notre argent, il ne gagne plus rien depuis la fermeture. Et c'est le dehors, une zone lunaire, un dépôt de ferraille et de béton broyés. La voiture envoyée par Ahmed Sourani du PARC nous amène vers Gaza City.

Sous la pluie, la tristesse est mortelle, les routes défoncées à moitié bloquées par des tas de sable, les ânes remplacent les véhicules à moteur. Partout des immeubles bombardés.

Siège du PARC. C'est un immeuble cossu, dans un quartier résidentiel. Il y règne une activité concentrée. Nous faisons connaissance, puis nous partons visiter les familles et les paysans. Nous nous arrêtons dans une grande maison. Il y vit presque vingt personnes à qui le PARC a fourni un panier avec de l'huile, de la semoule, des laitages, des fruits. Nous sommes aussi intimidés qu'eux. Les enfants nous entourent, certains ont peur et se cachent. Une petite fille victime d'un bombardement est souriante sur son fauteuil. Nous visitons ensuite un jardin où tout pousse.

Les Israéliens ont détruit les serres avoisinantes. On entend un *pfuitt...* tout près. La paysanne sourit, et chuchote, «*Kas-sam*», comme un secret.

Nous allons ensuite à Beit Hanoun. Il y a là un village de Bédouins. Ils vivent dans des maisons et des cahutes construites sous les bords de bassins de retenue d'eau usée. Les bassins sont creusés dans le sable. Les eaux contaminent la nappe phréatique et débordent parfois, noyant les maisons et tuant des gens. Ces bassins ont été creusés il y a des années, avant la soi-disant «*évacuation*» israélienne. Ils étaient bien sûr une solution provisoire en attendant qu'avec l'aide de l'Europe une station d'épuration soit bâtie. Il n'a pas été possible de savoir pourquoi cela ne s'est pas fait. Ici la misère est atroce. Il fait froid, les enfants sont pieds nus. Ils jouent sur le bord du bassin au fond duquel flotte le cadavre d'une chèvre. Un groupe d'hommes barbus très jeunes passe, derrière un aîné, lui aussi barbu. Ils nous saluent rapidement en nous croisant.

Nous visitons un club de femmes. Le PARC a créé un club pour les femmes où elles peuvent venir, se rencontrer, sortir de la maison. Elles nous reçoivent avec chaleur. Elles sont souriantes, vives, belles. Il y a toujours, comme partout en Palestine quelqu'un qui a voyagé, qui connaît le monde. Gaza n'est pas hors monde. Gaza est du monde, du nôtre. C'est un morceau de notre monde soumis au siège, à la privation. À la lutte aussi. Ce club a reçu la visite de Tshal une nuit. Il n'y a

plus d'ordinateur, les portes sont cassées, les cartes de membres déchirées. On a mis du tampon partout, comme des vandales de banlieues. Les femmes sont en colère, mais vivantes.

Nous rentrons au siège du PARC. Nous devons dormir dans le local, mais on nous transfère dans un hôtel au bord de la plage. «*Pour votre sécurité*», nous dit-on. Les Israéliens bombardent la nuit. Ils préviennent parfois par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Nous sommes un peu étonnés, il n'en avait pas été question auparavant. Nous apprendrons le lendemain l'assassinat du numéro deux du Hezbollah, sans savoir s'il y a un rapport.

Le lendemain, nous allons dans les champs. On nous y attend avec empressement. Nous sommes dans des terres régies par le PARC. Il y a des oliviers venus de Provence, fruits d'une coopération avec des cultivateurs du 04, des arbres fruitiers, des amandiers en fleurs écrasés, dont les pétales enneigent le sol. La nuit, Israël vient avec ses chars et traverse tout, écrasant, broyant, ruinant l'ouvrage de l'homme. Être Palestinien est un boulot de Sisyphe à plein temps. La nuit, Israël vient et emmène des hommes et des femmes avec lui; la nuit, Israël tue.

Nous continuons vers le bout de la bande. On visite un autre club où nous attend un couscous local. Nous mangeons en étant un peu gênés de notre appétit, mais le plaisir de nos hôtes nous convainc. C'est un club animé. Les femmes de notre groupe assistent à la préparation d'une mariée.

Elle vient rejoindre le groupe dissimulée sous son foulard. Brigitte, Laurence et Ariane sont un peu surprises par la quantité de fard qu'il y a sous le voile. Nous allons ensuite dans la maison d'un martyr. Il y a son portrait, des fleurs, comme dans une cérémonie de deuil sans fin. Il a été abattu pendant le ramadan. L'impact des balles est visible sur le mur de derrière.

Notre route se poursuit jusqu'à la frontière. Un homme vit à l'intérieur du *no man's land*, dans une cahute au pied d'un monticule d'immondices. Cet homme avait une maison que les Israéliens ont rasée. Ses champs sont là. Il vit avec une femme et ses chèvres. Son fils nous reçoit par ces mots : «*Nous vivons dans la mort*». Il nous montre d'où les Israéliens tirent, et cette butte voisine attire comme un aimant.

La fin d'après-midi est consacrée à une rencontre avec Jabr Wissam au siège du PCHR. C'est un grand et émouvant moment politique. Il apprécie en particulier la présence de membres de l'UJFP. Il raconte comment son regard sur les Israéliens a changé grâce à une infirmière qui prit le risque de le faire détacher alors qu'il souffrait des conséquences d'une grève de la faim. Il reste en rapport avec elle.

Nous finissons la soirée chez Ahmed Sourani, dont le fils aîné a été victime collatérale d'un attentat ciblé. L'enfant a été sauvé par des médecins de Beersheba, avec lesquels Ahmed reste en contact. Étrange capacité des Israéliens de détruire continuellement et de sauver parfois.

Nous sortons, c'est la Saint-Valentin. De jeunes gens nous souhaitent «*Happy Valentine*», comme pour braver le rigorisme moral imposé par le Hamas. L'ambiance ici est politique. Chaque maison annonce sa couleur par un drapeau. Le vert domine, en particulier sur toutes les mosquées, il y a des miliciens en armes, mais la lutte pour la vie est le problème principal. Manque de médicaments, pénurie de tout. Les magasins sont vides, sauf ceux qui vendent des produits chers comme l'ameublement. Ceux-ci ont des vitrines désespérément pleines. Pas de légumes ni de fruits et puis tout à coup si, une échoppe gorgée de tout. Que la pénurie est étrange.

On se bat pour vivre dans une tension de tous les instants. Les enfants ont peur, pissent au lit, ont du mal à se concentrer. Les parents les font dormir avec eux pour les rassurer. La vie est centrée sur la famille, dans la conservation d'une petite chaleur. La rue est âpre, dangereuse. «*There are many people with dirty minds here in Gaza*» me dit l'employé chrétien de l'hôtel dont le rêve est de partir au loin. Sur les réverbères de la grande rue de Gaza City les martyrs, beaux et virils, sont en rang d'oignons. Brusquement encore, parmi eux, la publicité pour un portable.

La nuit, nous dormons sans entendre qu'une bombe inconnue a fait des morts à quelques centaines de mètres de là. De l'autre côté de la rue, le matin, on filme quelque chose. Des membres de la force spéciale, plutôt débonnaires, nous

saluent d'un vibrant *welcome*. Nous avons rendez-vous au Palestinian Medical Relief Comitee dont le représentant dressera un tableau épouvantable de la situation sanitaire de la bande. Plus de réserve de médicaments, manque de types de médicaments, morts de malades qui auraient pu être soignés. Nous parlons de la situation. Israël doit choisir, dit-il, ou la séparation ou la vie en commun, mais nous ne pouvons continuer comme ça. Lui-même, laïc et très opposé au Hamas, qui veut imposer le Califat dit-il, soutient la résistance. Il pense que les Kassam ne sont pas la solution. Mais il avertit que les gens qui ont forcé le passage de Rafah peuvent forcer la frontière avec Israël malgré le mur et tout le bataclan. « *Quand on meurt tous les jours, mieux vaut mourir une seule fois* », conclut-il.

Nous quittons Gaza en début d'après-midi. Il fait froid, il va d'ailleurs neiger sur Jérusalem dans les deux jours. Les enfants vont à l'école par demi-journée. Il y en a tout le temps dans la rue, marchant parmi les flèches, comme dirait Rimbaud. Gaza déborde d'énergie, de combativité, et de courage, dans sa misère. Il faut dire que l'occupation continue, que le désengagement est une farce. Mais face à elle, nous avons rencontré des gens combattifs, porteurs d'une volonté de se battre, et du sens d'un combat. Le PARC ne se contente pas de donner à manger ce qu'il peut. Le PARC introduit des techniques bio dans l'agriculture palestinienne, comme il aide les femmes à rompre l'enfermement d'une société patriarcale.

Nous quittons Gaza, non sans une longue attente au poste palestinien. On nous sert du thé. C'est le feu vert israélien qui manque. Le policier palestinien détaille en hébreu les chiffres de nos passeports. Terminal retour. On nous passe aux rayons. On nous parle dans des micros, on nous scrute. Par chance, on ne nous passe pas au DDT. Nos bagages sont défaits, retournés négligemment. Une policière israélienne marivauda avec ses collègues. Nous n'existons pas. Nous venons de rien. Le shabat commence ici, avec ses petits plaisirs et son repos bien gagné. Nous retrouvons les embouteillages de la route israélienne. Nous filons vers Bethleem, secteur A.

On ne nous y posera pas beaucoup de questions.

VICHY ça ne vous rappelle rien ?

Communiqué du Bureau National de l'UJFP
20 octobre 2008

Le ministre dit « de l'identité nationale », Hortefeux, réunit ses homologues européens les 3 et 4 novembre à Vichy. Le but : renforcer l'Europe forteresse en restreignant encore plus l'accès des étrangers aux nationalités européennes, « harmoniser » les législations sur les centres de rétention et l'expulsion des étrangers, criminaliser les sans-papiers que l'on pourra désormais enfermer sans jugement pendant des mois. L'UJFP sera présente à Vichy dans les manifestations contre cette réunion. L'UJFP n'a pas la mémoire courte. Vichy, capitale du pétainisme devient ainsi par la volonté du gouvernement la capitale de la chasse aux étrangers, et Rivesaltes, camp d'internement des républicains espagnols est l'un des centres de rétention pour sans-papiers. Ce ne sont pas seulement de sinistres symboles. Sciemment réutilisés par le pouvoir actuel, ils sont aujourd'hui de sinistres réalités. Les sans-papiers vivent aujourd'hui en Europe l'exploitation au travail, l'absence de logement décent, la crainte permanente des rafles, l'arbitraire le plus total, la fin de l'état de droit. Nous savons par notre histoire que cette politique mène à la déshumanisation. Le silence du CRIF et du consistoire sur la politique anti-immigrés est insupportable pour tous ceux qui ont tiré les

leçons de l'Histoire. Nous appelons les associations juives, et notamment celles qui se sont consacrées à la mémoire, à venir manifester à Vichy et à témoigner pour que les mots aient un sens.

Les libertés sous la menace

Communiqué du Bureau national de l'UJFP
8 décembre 2008

L'Union juive française pour la Paix a pour vocation principale d'intervenir sur le conflit israélo-palestinien, là-bas et ici, ainsi que sur ses répercussions en France, en faisant entendre une voix juive laïque. Ces combats, pour être menés, supposent le plein usage des libertés démocratiques. C'est pourquoi l'UJFP, parce qu'elle porte la mémoire douloureuse des conséquences désastreuses de la violation de l'état de droit, s'alarme d'un grand nombre d'atteintes récentes et graves à ces libertés. C'est le cas de la chasse aux étrangers dont Brice Hortefeux, et les préfets se font les agents zélés, afin d'atteindre d'inhumains quotas de sinistre mémoire, et, comme autrefois, sans épargner les enfants.

C'est le cas des mesures répressives surdimensionnées, dont des contrôles préventifs, à la montée des cars, à l'occasion d'une manifestation, à Vichy contre la réunion organisée par le même ministre et ses collègues européens, sur un thème et dans un lieu choisis par souci de provocation. C'est le cas de l'interpellation récente et musclée d'un journaliste, une grave atteinte à la liberté de la presse, ou de l'intervention scandaleuse de gendarmes et de chiens dans un établissement scolaire, dans le Gers. C'est enfin le cas, mais la liste est loin d'être limitative, du montage idéologique qui a conduit à interpellier, inculper et emprisonner neuf personnes, tenant une épicerie à Tarnac. La ministre de l'Intérieur, largement relayée, en boucle, par une grande partie de la presse écrite et audiovisuelle, a voulu les faire passer pour un nouvel « ennemi intérieur », qui aurait été lié au terrorisme international. En réalité, trois semaines après, la bulle « terroriste » se dégonfle, tant il apparaît, qu'aucune charge réelle ne peut être reconnue contre eux, à moins que la lecture d'un ouvrage en vente libre, *L'insurrection qui vient* (aux éditions La Fabrique), ne soit considérée comme telle, ce qui serait le signe d'une vraie dégradation de l'état des libertés en France.

Ces mesures répressives, s'aggravent d'année en année, depuis un certain onze septembre, du fait du ministre de l'Intérieur, Sarkozy, puis du même, devenu Président de la République qui aligne la France sur la politique étasunienne d'un prétendu « choc des civilisations ». Elles n'ont, hélas, rencontré, au début, que peu d'opposition de la part des organisations démocratiques et de défense des droits de l'homme. C'est pourquoi, l'UJFP, considérant que la limite est dépassée :

1. Condamne fermement toutes les mesures répressives du gouvernement et la criminalisation des mouvements sociaux et s'oppose au délire sécuritaire qui s'installe.

2. Prendra toute sa place aux côtés des organisations démocratiques en vue de défendre les libertés et l'État de droit.

3. Exige la libération de Jean-Marc Rouillon, remis en prison, pour refus de repentance.

4. Exige la libération immédiate des deux derniers emprisonnés de Tarnac et la levée des inculpations.

5. Appelle tous les citoyens à la vigilance pour la défense des libertés démocratiques menacées et l'État de droit.

Lettre ouverte à Mesdames et Messieurs les dirigeants

du CRIF :

Les masques sont tombés et maintenant, ça suffit!

Communiqué du Bureau national de l'UJFP
7 février 2009

Vous n'avez absolument aucun droit de parler, ni en notre nom ni au nom de tous les nôtres qui ont été parqués dans les ghettos, assassinés dans les pogroms, anéantis dans les camps de la mort, mais qui aussi ont été de toutes les luttes, de celles de l'Internationale pour un monde meilleur à celles de la Résistance à l'envahisseur nazi, contre le colonialisme et pour la liberté, la justice, la dignité et l'égalité des droits.

Vous avez applaudi, encouragé les crimes de l'armée israélienne écrasant sous les bombes la population dans ce que vous appelez « entité hostile », réduisant en tas de gravats ses maisons, dévastant ses cultures, prenant pour cible les écoles, les mosquées, les hôpitaux les ambulances et même un cimetière...

Dès lors vous vous êtes placés dans le camp des tenants de l'apartheid, des oppresseurs et des nouveaux barbares, et le sang de leurs victimes rejaillit sur vous.

Ce faisant, vous avez perdu tout sentiment humain, toute compassion devant cette détresse, vous nous avez outragés et salis en assimilant tous les Juifs à des supporters d'une bande de criminels de guerre comme vous avez déshonoré la mémoire de Rachi, d'Edmond Fleg, d'Emmanuel Lévinas et de tant d'autres, enfin de tout ce que le judaïsme français comportait de richesse humaine, d'intelligence et de lumières.

Vous avez voulu faire d'un conflit colonial et géopolitique un conflit communautaire et, en prétendant que « 95% des Juifs français approuvent l'intervention israélienne », vous attisez l'antisémitisme dont vous prétendez vous inquiéter de la résurgence, en pompiers pyromanes.

Non, Mesdames et Messieurs les dirigeants du Conseil soi-disant « Représentatif » des Institutions juives de France, vous ne représentez rien pour nous, sinon les zéloteurs d'une abjecte boucherie.

dé- bats

166 

sur
le
sionisme

dé- bats

sur
le
sionisme

dé- bats

sur
le
sionisme

Commentaires extraits du forum de l'Ujfp

Rudolf Bkouche
04/02/08

« Le sionisme est une forme du nationalisme qui s'est développé en Europe au XIX^{ème} siècle. Un point essentiel de ce nationalisme est la terre, car les sionistes ont cherché une terre. Une solution s'est alors imposée, l'ancien royaume d'Israël en Palestine. Et les dirigeants sionistes n'ont pas voulu voir que la Palestine était peuplée, ce qui n'a pu que renforcer l'exclusivisme nationaliste. Les idéologies coloniales de l'époque ont fait le reste. Pour réussir son objectif, le mouvement sioniste s'est associé à l'impérialisme européen puis américain, ce qui ne pouvait que l'enfermer. (Il faut) expliquer aux Juifs aveuglés par le traumatisme de la Shoah que le sionisme est une impasse et qu'il ne peut que développer des sentiments anti-juifs. Lorsque Ilan Greilsamer écrit : « *Je pense que la création d'un État juif était une absolue nécessité après la Shoah* », il n'a pas complètement tort. Mais pourquoi construire un État juif en Palestine, c'est-à-dire contre les habitants de la terre convoitée ? Lord Moyne, ministre britannique, avait proposé à Ben Gourion de construire un État juif en Prusse-Orientale, cela eût fait partie de la dette allemande. Mais Ben Gourion, enfermé dans son nationalisme ne pouvait l'entendre. Et cela les sionistes ne veulent pas le comprendre. C'est là que se situe l'impasse sioniste. »

 167

Pierre Stambul
04/02/08

« J'en rajouterai une petite couche qui, d'après moi, a une certaine importance. Il n'y a jamais eu de royaume unifié. Salomon et David sont des personnages légendaires. Les royaumes d'Israël (capitale Samarie, aujourd'hui Sabastia à 15 km de Naplouse) et de Juda (capitale Jérusalem) ont toujours été des entités séparées. Les fondateurs du Sionisme qui n'étaient pas croyants savaient que l'essentiel du texte biblique était légendaire. Mais ça les arrangeait de faire semblant d'y croire pour justifier un projet colonial en Palestine. Il n'y a eu aucun « retour » juif en Palestine. Les Juifs d'aujourd'hui sont très largement les descendants de Berbères, Espagnols, Gaulois, Grecs, Allemands, Khazars... convertis au judaïsme pendant le 1^{er} millénaire de l'ère chrétienne. Et les descendants des habitants de la Palestine d'Hérode sont très largement... les Palestiniens. »

Daniel Lévyne
30/10/07

« Le sionisme réduit le judaïsme à un nationalisme de la pire espèce, celui qui consiste pour se réaliser à déposséder tout un peuple – peut-on dès lors même appeler ce processus ainsi, puisque le nationalisme est l'exaltation d'un « terroir » bien réel sur lequel vit une population non moins réelle, alors que « Eretz Israël » est une notion entièrement symbolique dans

le judaïsme, du moins jusqu'à l'avènement du sionisme politique ? Le sionisme est la négation de la culture « exilique ». L'exil ne produisant que des Juifs « dégénérés » (qui se sont laissé mener à l'abattoir comme du bétail...). Il s'agissait donc de former un « Juif nouveau » (le Juif se transformant en « hébreu » selon Manitou) sachant se constituer un État « moderne », c'est-à-dire capable de virer les occupants illégaux de la terre promise, puisque promise par Dieu lui-même en personne aux « enfants d'Israël », même si ce sont des enfants terribles... »

Rudolf Bkouche
04/09/07

« Quand on fait un travail d'histoire, on s'appuie sur les faits et non sur ses choix politiques. Sans le nazisme, je pense qu'il n'y aurait pas eu d'État d'Israël car les sionistes seraient restés minoritaires parmi les Juifs. Ce n'est pas justifier le sionisme que de le dire. Lorsque j'ai commencé mon travail d'histoire sur le sionisme, un de mes objectifs était de comprendre l'influence du sionisme sur les Juifs dans le monde. J'ai d'abord appris que le sionisme était minoritaire, ensuite que le nazisme et le refus des trois grandes démocraties occidentales de recevoir des juifs allemands dans les années trente ont renforcé l'immigration en Palestine. Après la guerre, le sionisme est resté seul, la plupart des partisans des autres tendances (orthodoxes, bundistes, communistes) étant morts dans les camps. »

Rudolf Bkouche

04/09/07

« Le premier sionisme s'appuie à la fois sur la Haskala (les Lumières juives) et sur les idées nationalistes qui se développent en Europe au XIX^{ème} siècle décide de poser la question juive comme question nationale et par conséquent de construire l'État-nation juif. Tout cela est acceptable. Ce n'est pas l'idée d'un État juif qui est en cause. Mais lorsque le Congrès sioniste de 1903 décide que le territoire de l'État juif sera la Palestine, il s'engage dans une logique de conquête. La Palestine est peuplée, les dirigeants sionistes le savent. Il faut donc conquérir le pays et changer sa population. S'il n'y a pas de déterminisme en histoire, il y a des logiques qui conduisent ceux qui les mettent en place à des choix obligés. Il est vrai que, sans le nazisme, le sionisme pouvait disparaître, les premiers colons juifs s'intégrant en Palestine ou retournant en Europe. Mais le nazisme a cassé le mouvement d'euro-péanisation des juifs d'Europe, a cassé la diversité juive, et des décombres de la seconde guerre mondiale et du génocide. Seul, le sionisme restait debout, apparaissant ainsi aux juifs comme le seul point d'appui et l'État d'Israël comme le dernier refuge. Ce que la plupart des Juifs ignoraient, c'est que la Palestine était peuplée et que la création de l'État juif se faisait aux dépens des habitants de la Palestine. Voilà ce qu'est le sionisme en 1945. Et la suite des événements n'a fait que renforcer cet aspect du sionisme. On peut rêver à un autre sionisme, mais le choix

de 1903 n'était pas neutre, il signifiait la conquête, peut-être pas pour les militants sionistes qui ne voyaient la Palestine qu'à travers le mythe biblique, mais sûrement pour les chefs du mouvement qui allaient mettre en place la conquête et construire un nationalisme dur, ce que Sternhell appelle un nationalisme intégral que l'on retrouve autant chez Jabotinsky que chez Ben Gourion. C'est sur ce sionisme que nous avons aujourd'hui à prendre position. Il n'est pas question de réduire l'histoire à une mécanique, mais de prendre en compte ce qui s'est passé. La démarche d'un Abraham Burg qui a longtemps fait partie de l'Establishment sioniste est intéressante. »

« Dans son ouvrage *L'imaginaire d'Israël*, Anita Shapira, historienne sioniste (c'est elle qui le dit) raconte comment les divers groupes de la gauche sioniste venaient chercher les réfugiés dans les camps de transit en leur expliquant : « Venez chez nous, pas chez les autres ». Et Ilan Pappé raconte comment Ben Gourion demandait aux Américains de ne pas accueillir trop de réfugiés juifs pour qu'ils partent en Palestine. Les sionistes avaient besoin de matériel humain et les survivants faisaient partie de ce matériel humain. Lorsqu'on lit l'ouvrage de Sternhell *Aux origines d'Israël*, on comprend que Ben Gourion était un chef de guerre dont l'objectif était de construire l'État juif sur le maximum de terre palestinienne. »

Rudolf Bkouche

03/09/07

« Si les dirigeants israéliens pensaient aux juifs israéliens, ils poseraient moins la question : « Faut-il un État juif ? », que celle-ci : « Les Juifs peuvent-ils vivre en Palestine ? » Et ils sauraient que, pour cela, il faut que les Juifs israéliens se débarrassent du sionisme, seule possibilité pour eux de vivre à égalité avec les Palestiniens, et même mieux, de devenir des Palestiniens. Est-ce encore possible ? À ce titre l'antisionisme est une question existentielle et il faut oser le dire. C'est le sionisme qui a conduit l'État d'Israël à la destruction de la Palestine, qui a conduit aussi à transformer en guerriers les descendants du peuple paria de l'Europe, on ne peut donc en rester au peuple paria, aujourd'hui l'État d'Israël est un État militaire dont la survie passe par la destruction des Palestiniens. »

Pierre Stambul

30/08/07

« Sur la Résistance Juive : le principal mouvement en France, la MOI (main d'œuvre Immigrée, dont la majorité des militant(e)s était juive) était communiste. Il est significatif qu'à Yad Vashem à Jérusalem, il y a « l'Affiche Rouge » mais on ne signale à aucun moment que le groupe Manouchian était communiste. À Varsovie, l'insurrection du ghetto était dirigée par Mordekhai Anielewicz (Hashomer Hatzair, donc sioniste « de gauche »).

Le commandant en second, Marek Edelman, toujours vivant, était bundiste. Je confirme que, lors des premiers combats, les insurgés ont liquidé le Judenrat (« Conseil » installé par les nazis) pour « administrer » le ghetto. Bien sûr, il y a des gens d'extrême-droite antisionistes (voir dans le film sur Jacques Vergès, le banquier suisse nazi François Genoud). Mais l'extrême-droite juive (religieuse ou laïque), ça désigne les partisans du « transfert ». C'est de la novlangue. Cet euphémisme signifie « expulser tous les Palestiniens de l'autre côté du Jourdain ». »

Daniel Lévyne

20/08/07

« J'ai été frappé que les colons ultra-religieux extrémistes de Hébron aient à la bouche comme injure suprême le mot « sioniste » envers les soldats israéliens qui les délogeaient... Ainsi paradoxalement l'État « juif » est aussi rejeté par ceux-là mêmes qu'il a instrumentalisés comme avant-garde de sa politique de nettoyage ethnique et c'est aussi le signe du clivage profond entre idéologie sioniste et la tradition religieuse juive, même si cette dernière a été ici presque complètement pervertie et « retournée » par la première... je dis bien presque... car cela ne fonctionne plus très bien, la preuve. »

Rudolf Bkouche

20/08/07

« Le sionisme porte ses propres contradictions. Mouvement laïque et en butte à l'orthodoxie juive à ses débuts, il apparaît comme le dernier refuge après la catastrophe. Après 1967, la victoire militaire prend un aspect biblique et pas seulement pour les croyants. Cela ne peut qu'augmenter la confusion et les contradictions d'autant que le gouvernement, travailliste donc laïque, va s'appuyer, pour ses projets de colonisation, sur des groupes religieux, quitte à les qualifier d'extrémistes lorsque cela l'arrange. On peut alors comprendre que ces colons religieux se sentent floués lorsque le gouvernement prend des mesures contre eux. Cela ne peut qu'exacerber les contradictions entre l'aspect politique du sionisme et l'aspect religieux. Mais cette contradiction apparaît dans le terme même d'État juif, s'agit-il d'un point de vue purement nationaliste comme l'entendent les sionistes laïques, ou s'agit-il d'un point de vue religieux pour lequel la politique n'a de sens que s'il s'insère dans le religieux. Lorsque les colons dénoncent les sionistes, ils dénoncent la conception purement nationaliste qui ne fait pas cas de l'aspect religieux. C'est à la fois contradictoire et cohérent. »

Rudolf Bkouche

19/08/07

« Il ne faut pas oublier que le projet sioniste est la création d'un État juif, ouvert

à tous les juifs mais exclusivement aux Juifs dans sa forme actuelle. La politique israélienne est guidée par l'idéologie sioniste, c'est cette idéologie qui conduit la politique israélienne encore aujourd'hui. Donc combattre cette politique conduit à combattre l'idéologie qui la soutient et qui reste vivace.

Jean-Guy Greilsamer

19/08/07

« Le développement de la politique sioniste a conduit au cours des dernières années (et cela a bien-sûr commencé dès la création de l'État d'Israël) à une telle impasse qu'il est nécessaire d'exiger l'arrêt de la politique sioniste, la transformation de l'État d'Israël, État ethnocratique, en un État de tous ses citoyens et respectueux du droit international. Ce qui signifie l'abolition de la loi du retour (ou alors ouverture d'Israël aux citoyens du monde entier!) et le droit au retour des réfugiés (ce qui est inscrit dans le droit international). (...) Pour cette raison, je pense qu'il serait utile que l'UJFP se déclare à présent collectivement non pas anti-sioniste mais pour l'arrêt de la politique sioniste; cela répondrait plus à la situation que de focaliser le débat sur « sionistes ou anti-sionistes ». (...) Par ailleurs, l'opinion majoritaire des Palestiniens sur la question est plus importante que l'opinion des Israéliens parce que nous ne sommes pas dans une situation de débats démocratiques entre deux peuples mais dans la situation d'un État agresseur et d'un peuple dominé.

Or l'opinion des Palestiniens, qui peut bien sûr évoluer, reste majoritairement de pouvoir vivre librement entre eux. N'oublions pas que la question qui préoccupe les Palestiniens est la possibilité de pouvoir se rencontrer entre eux, ce qu'Israël leur interdit (Checkpoints, interdiction de circuler entre Gaza et la Cisjordanie, etc.). Il m'est arrivé de rencontrer un Palestinien de Gaza pour qui il a été moins difficile de venir en France que de se rendre en Cisjordanie. Donc, même si, dans un avenir plus ou moins lointain, la question d'une coopération ou d'une forme d'union entre Palestiniens et Israéliens se posera, la question urgente pour les Palestiniens est de pouvoir exister collectivement plutôt que d'être dispersés dans des ghettos. (...) Donc, même si les débats sur un ou deux États sont intéressants, la question pour nous n'est pas de nous positionner par rapport à ce clivage. D'ailleurs, dans mon compte-rendu de retour de la conférence de Bil'in, j'ai fait état du fait que, là-bas, ce type de débat n'était pas forcément perçu comme facteur de tensions, mais parfois comme des propos complémentaires sur un fonds de consensus par rapport aux urgences. La position qui me paraît la mieux répondre à la situation actuelle est : 1) Levée de toute politique de blocage, enfermement, contrôle militaire, etc. contre le peuple palestinien de Gaza, Cisjordanie et Jérusalem Est et libre circulation et autodétermination du peuple palestinien. 2) Transformation de l'État d'Israël en État de tous ses citoyens avec reconnaissance du droit au retour. La question « un ou

deux États » ne sera alors d'actualité que dans une phase ultérieure. »

Rudolf Bkouche

27/07/07

« Si on parle du sionisme politique, le mouvement qui s'est construit après le Congrès de Bâle, l'objectif est un État pour les Juifs et deux tendances se dessinent : d'une part les territorialistes, ceux qui cherchent une terre sans peuple pour un peuple sans terre (l'expression est de Zangwill et ne renvoie pas à la Palestine), et ceux pour qui l'État ne peut exister que dans l'ancienne patrie. Ce sont ces derniers qui l'emporteront au Congrès de 1903. C'est à partir de cette date que se pose la question de la conquête de la Palestine. »



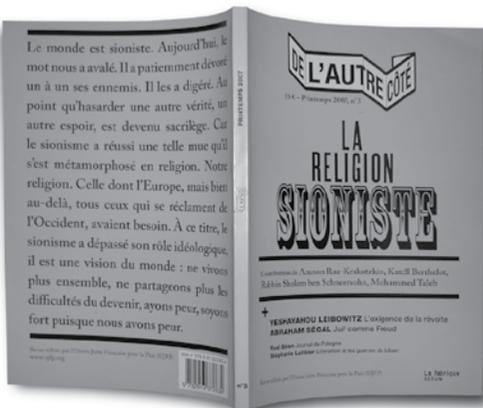
N° 1, dossier **Exil, exils**

Amira Hass, Gilles Deleuze, Omar Al-Qattan, Gil Anidjar, Sami Shalom Chetrit, Sari Hanafi, Amnon Raz-Krakotzkin, Ella Shohat, Eyal Sivan, Frank Eskenazi



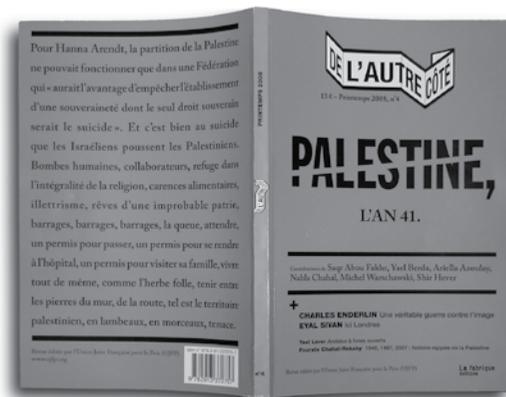
N° 2, dossier **France(s)**

Théo Klein, Edgar Morin, Esther Benbassa, Gil Anidjar, Alain Brossat, Adi Ophir, Dominique Vidal, Tariq Ramadan, Michel Warschawski, Dominique Eddé, Eyal Sivan, Gai Elkahnan



N° 3, dossier **La religion sioniste**

Yeshayahou Leibowitz, Amnon Raz-Krakotzkin, Katell Berthelot, Rabin Sholem Ben Schneersohn, Mohammed Taleb, Abraham Ségal, Eyal Sivan, Stéphanie Laithier



N° 4, dossier **Palestine, l'an 41**

Charles Enderlin, Saqr Abou Fakhir, Yael Berda, Ariella Azoulay, Nahla Chahal, Michel Warschawski, Shir Hever, Eyal Sivan, Yael Lerer

abonnement

commande
des numéros précédents

adhésion UJFP

Je m'abonne à  à partir du n° _____

Abonnement(s) simple pour 4 numéros _____ X 45 € = _____ €

Abonnement(s) de soutien pour 4 numéros _____ X 60 € = _____ €

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de : **UJFP Revue**

et l'envoyer à : **UJFP/ REVUE, 21ter rue Voltaire 75011 PARIS**

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____ E-Mail : _____

Pour recevoir nos numéros précédents,
envoyer un chèque de 15 € par numéro (port compris) à :

UJFP/ REVUE, 21ter rue Voltaire 75011 PARIS

numéro 1 numéro 2 numéro 3 numéro 4

je souhaite adhérer à l'Union Juive française pour la Paix

NOM: _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____ E-Mail : _____

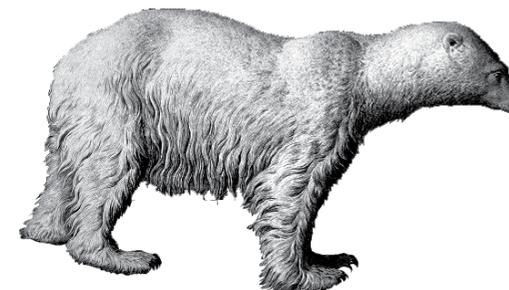
Je souhaite être informé des activités de l'UJFP Je souhaite adhérer à l'UJFP. Ci-joint un chèque de :

40 € (membre actif) 80 € (membre de soutien) 7,5 € (chômeurs et précaires)

Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de l'UJFP et l'envoyer à :

UJFP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 PARIS

Tél. : 01 42 02 59 76 – Fax : 01 42 02 59 77 – E-Mail : ujfp@filnet.fr



Directeur de la publication

Richard Wagman

Rédacteur en chef

Frank Eskenazi

autre-cote@hotmail.fr

Éditeur

Jean Stern

jeanstern@free.fr

Directeur artistique

Patrick Hepner

patrick.hepner@free.fr

Trésorière

Sonia Fayman

Correction

Jean-Claude Cavignac

Colette Georges

Comité éditorial

Frank Eskenazi

Sari Hanafi

Éric Hazan

Michèle Sibony

Eyal Sivan

Pierre Stambul

Jean Stern

Richard Wagman

de l'autre côté, 21 ter rue Voltaire 75011 paris

autre-cote@hotmail.fr

dépôt légal 3^{ème} trimestre 2009 – isbn n° 978-2-91-337275-7

achevé d'imprimer en juillet 2009

imprimé en France par l'Exprimeur, Paris

diffusion Harmonia Mundi

